

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LE SOUDAN EGYPTIEN

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

et soutenue le 12 Mai 1931

POUR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

PAR

OMAR MAMDOUH MUSTAFA



Imprimerie GUÉRIN frères
NEUVILLE-sur-SAONE
(Rhône)

—
1931

*Thèse Lyon
1931.*

LE SOUDAN EGYPTIEN



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LE SOUDAN EGYPTIEN

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

et soutenue le 12 Mai 1931

POUR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

PAR

OMAR MAMDOUH MUSTAFA



Imprimerie GUÉRIN frères
NEUVILLE-sur-SAONE
(Rhône)

—
1931

*26555



UNIVERSITÉ DE LYON

Faculté de Droit

PROFESSEURS HONORAIRES

- MM. APPLETON (Charles),  I., Correspondant de l'Institut, rue Victor-Hugo, 24, Oullins (Rhône).
APPLETON (Jean),  O.,  I., rue Lavoisier, 6 bis, Paris (5*).

DOYEN

- M. JOSSERAND,  I., quai Gailleton, 29 (F. 20-82).

ASSESSEUR

- M. GARRAUD (Pierre),  I., rue Bissardon, 30.

PROFESSEURS

- MM. PIC (Paul),  O.,  I., Professeur de *Droit international public*, place Ollier, 2.
LAMBERT,  I., Professeur de *Droit comparé*, rue Sully, 24.
LAMEIRE,  I., Professeur de *Droit constitutionnel*, 44, chemin de Vassieux, Caluire (Rhône).
JOSSEAND,  I., Professeur de *Droit civil*, quai Gailleton, 29.
LÉVY,  I., Professeur de *Droit civil*, rue Pierre-Corneille, 61.
GONNARD,  I., Professeur de *Economie politique*, rue Vaubecour, 34 bis.
ANTONELLI,  I., Professeur de *Histoire des doctrines économiques*, rue de Courcelles, 173, Paris (17*).*
PERROUD,  I., Professeur de *Procédure civile*, quai Général-Sarrail, 2 (V. 9.50).
COHENDY (Georges),  I., Professeur de *Droit commercial général*, quai Saint-Vincent, 46 (B. 37.36).
GARRAUD (Pierre),  I., Professeur de *Droit criminel*, rue Bissardon, 30, Lyon-Saint-Clair.
ROUBIER,  I., Professeur de *Droit civil*, rue Pierre-Corneille, 107.
FALLETTI, Professeur de *Droit romain*, rue Malesherbes, 19.

AGRÉGÉS

MM. PHILIP, chargé de cours d'*Economie politique*, la Croix-des-Ormes, Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

LAMBERT (Jacques), *Histoire du Droit*, impasse de la Carette, 9.

PERROUX (François), *Science des Finances*, quai Fulchiron, 23.

DE LAPLANCHE, *Pandectes et Droit romain*, Pension Verrier, Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

NICOLAS, *Droit administratif*, 2, place Monplaisir.

CHARGÉ DE COURS

M. CONDOMINE, $\frac{2}{3}$ A., *Droit civil* (Capacité, 1^{re} année), rue Sainte-Hélène, 37 (F. 60-38).

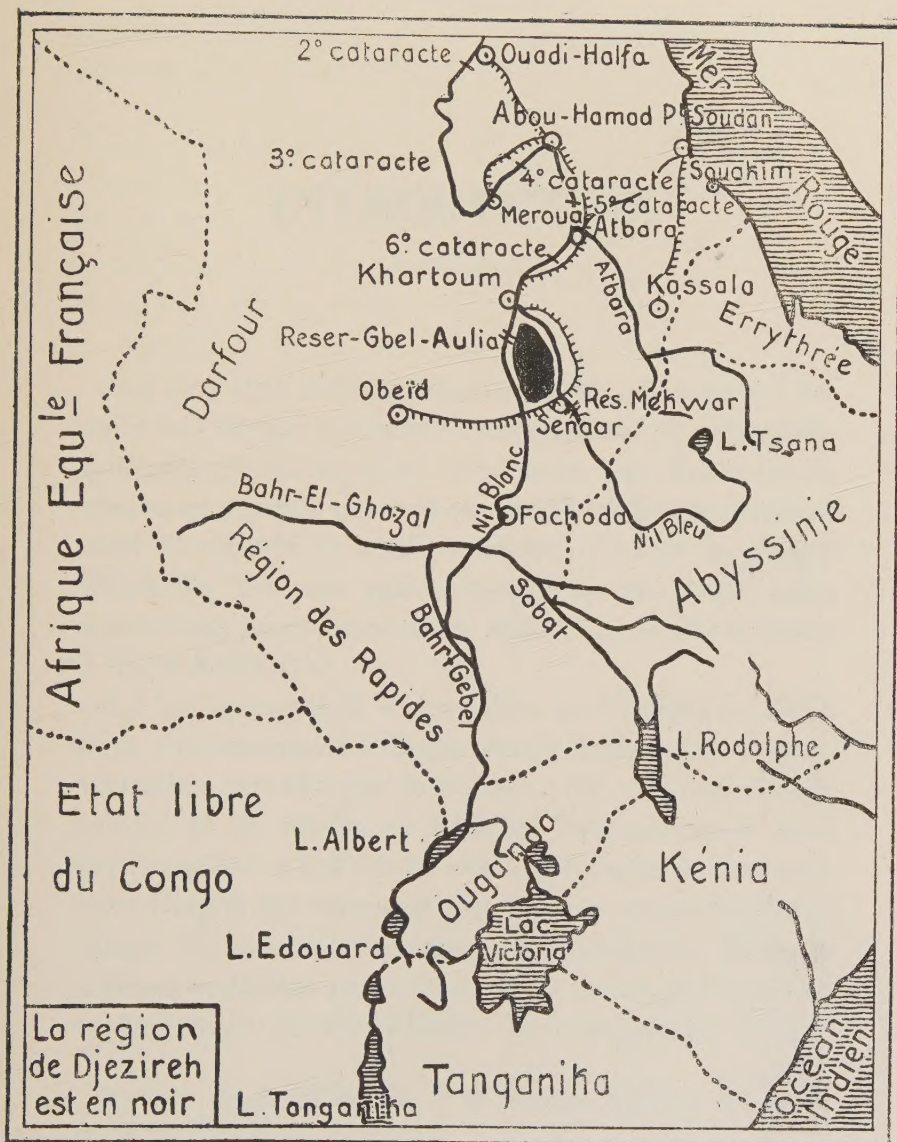
SECRÉTARIAT

M. DUBROCA, $\frac{2}{3}$ A., *secrétaire*, rue Dumoulin, 34 bis.

MEMBRES DU JURY

Président du Jury : M. PIC, Professeur.

Assesseurs : MM. PHILIP et NICOLAS, Agrégés



INTRODUCTION

Le 11 juillet 1882 marque une date grave dans l'histoire de l'Egypte moderne. L'antique terre des Pharaons, entièrement transformée et rénovée par Méhémet-Ali, tombe au pouvoir des Anglais. Le 11 juillet, ils bombardent Alexandrie, et le 14 septembre, l'armée du général Wolseley fait son entrée triomphale au Caire, après avoir, deux jours auparavant, réprimé la révolte d'Arabi, à Tel-el-Kébir (1).

Le but apparent de l'occupation de l'Egypte en 1882, était « de maintenir l'Egypte dans l'indépendance administrative garantie par le Sultan » (2), et « de rétablir l'ordre et de rendre au Khédive l'autorité qu'il avait perdue » (3). Le but réel en était le Protectorat, du moins dans l'esprit des conservateurs. Et leur presse fort longtemps discuta cette question. En novembre 1898, le « *Times* » affirma que ce Protectorat aurait pu être établi le lendemain de Tel-el-Kébir. Et l'Angleterre n'aurait

(1) Voir PENZA : *L'Egypte et le Soudan égyptien*, chap. II, p. 21 et suivantes.

(2) Dépêche de Lord Granville à Sir Ed. Malet, consul général au Caire (4 novembre 1881). (Voir *Livre Bleu* et *Journ. off. égyptien*, 15 novembre 1881).

(3) GLADSTONE : *Chamb. Communes* (24 juillet 1882).

reculé que devant la responsabilité de la dette Egyptienne, résultat de la crise financière (1), cause principale de l'intervention étrangère.

Mais, en réalité, l'Angleterre reculait devant les engagements et les responsabilités qu'elle avait pris devant l'Europe, responsabilités et engagements aggravés encore, par la déclaration de Gladstone, le 23 juin 1884 à la Chambre des Communes: « Nous prenons l'engagement, dit-il, de ne pas prolonger notre occupation militaire au delà du 1^{er} janvier 1888. » Et il ajoute: « Si les puissances déclarent alors que l'état du pays permet notre départ, sans risque pour l'ordre de l'Egypte. »

Cette déclaration de Gladstone est sincère, nous voulons bien le croire. Mais les événements allaient donner satisfaction aux désirs des conservateurs. La réserve formulée par le leader libéral rentrait en jeu, puisque le 15 janvier 1883, Obéïd, capitale du Kordofan, tombait aux mains du Mahdi et que Khartoum succombait à son tour le 26 janvier 1885. L'Egypte est menacée. Et devant la menace on évacue le Soudan Egyptien, pour créer la menace permanente qui légitimerait une occupation prolongée, en attendant l'occasion d'établir ce Protectorat tant désiré (2).

Et l'on va voir que ce n'est pas grâce au bombardement d'Alexandrie par l'amiral Seymour, ni à la défaite de Tel-el-Kébir, que les Anglais occupent l'Egypte encore aujourd'hui, mais grâce à l'évacuation du Soudan Egyp-

(1) Sur la crise financière, cf. PENZA, *op. cit.*, chapitre I, *L'Egypte en 1879*, et BOUSTANY, *Les finances de l'Egypte*, 1898.

(2) F. DESPAGNET : *R. G. D. I. P.*, année 1899, tome VI, p. 169 et suiv.

tien et à sa reconquête en 1898 par les troupes égyptiennes du sirdar Kitchener. Le 19 janvier 1899, ils signent une convention qui leur reconnaît la moitié du Soudan avec un condominium administratif. L'occupation de l'Egypte après cette date devenait définitive.

En effet, dans la question égyptienne (s'il est permis de dire encore question égyptienne depuis que l'Europe l'a tranchée à sa manière à Versailles), dans la question égyptienne, disons-nous, le Soudan Egyptien a joué deux rôles primordiaux : un premier rôle au lendemain de l'occupation, de 1883 à 1914, pour prolonger l'occupation dont la fin a été tant de fois promise ; et un second rôle au lendemain de la grande guerre, après le réveil du nationalisme égyptien pour rendre toute indépendance éventuelle illusoire, en cherchant à détacher le Soudan de l'Egypte. Il est intéressant d'examiner à quoi ont abouti ces deux rôles.

I. — Quand les Anglais arrivèrent en Egypte, en 1882, l'autorité du Khédive, bien que reconnue par les firmans et les puissances, s'exerçait inégalement dans les diverses parties du Soudan Egyptien. Son pouvoir était fortement assis dans la Nubie et autour de la ville de Khartoum, fondée par Méhémet-Ali en 1843. Mais dans les récentes conquêtes d'Ismail, c'est-à-dire dans le Kordofan, le Darfour, le Bahr-el-Ghazal, la province Equatoria et l'Ouganda, il y avait une véritable occupation militaire par places. Le calme pourtant régnait et elles étaient pacifiquement gouvernées (1).

(1) Voir Colonel CHAILLÉ-LONG BEY : « Le Soudan d'Egypte et Kassala », *Nouvelle Revue* (1^{er} novembre 1894).

Mais quand Arabi Pacha rappela le plus de troupes possibles pour appuyer son insurrection et faire face aux Anglais, les Derviches, tribus fanatiques de guerriers arabes, jusque-là maintenus, se révoltèrent, après la défaite d'Arabi à Tel-el-Kébir et l'occupation de la vallée du Nil par les Anglais. Leur chef, le Mahdi (1), le soi-disant prophète, déclara la guerre sainte aux Egyptiens et bloqua les quelques garnisons égyptiennes du Haut-Nil dans leurs postes dispersés. Il s'empara d'Obéïd, capitale du Kordofan le 15 janvier 1883 et ce premier succès souleva toutes les populations fanatisées. Le 26 janvier 1885, Khartoum, défendue par Gordon, succombe après une défense épique. Le pays tomba peu à peu presque entièrement aux mains des Derviches.

Devant cette insurrection, quel parti fallait-il prendre ? La Grande-Bretagne, qui s'était donné pour mission de rétablir l'ordre et de « rendre au Khédive l'autorité qu'il avait perdue » en Egypte, devait sans aucun doute combattre aussi cette insurrection, qui n'était autre que la suite et le corollaire de la rébellion d'Arabi, puisque le Mahdi s'annonçait, lui aussi, comme rebelle à l'autorité du Khédive. Mais le parti des hommes d'Etat anglais alors au pouvoir, Gladstone et Lord Granville, était nettement pris : abandonner le Soudan aux bandes irrégulières du Mahdi. Libéral, adversaire de tout impérialisme, Gladstone considérait le Soudan comme une source de ruines pour l'Egypte. Mais l'abandon du Soudan n'était autre chose que l'encouragement du Mahdi à attaquer l'Egypte elle-même. Et la conséquence ne pou-

(1) Voir Pensa : *L'Egypte et le Soudan égyptien*, p. 245 et suivantes.

vait être que la prolongation indéfinie de l'occupation anglaise en Egypte (1).

Aussi, devant l'insurrection, le Gouvernement égyptien, avec Chérif Pacha, voulut-il réagir et combattre. Comme Chérif Pacha se refusait à évacuer le Soudan en ordonnant le repli des troupes, Sir Evelyn Baring, le fameux Lord Cromer, fit pression auprès du Gouvernement khédivial. Chérif Pacha fut congédié et les troupes égyptiennes se replièrent jusqu'à la frontière de la Nubie, à Ouadi-Halfa.

Ainsi, le Soudan Egyptien fut évacué. Le pouvoir des Derviches se consolide. Le Calife, El-Taïchi, successeur du Mahdi et son principal lieutenant Osman Digma, deviennent tout puissants.

Mais voilà que la Grande-Bretagne, qui avait refusé de combattre des bandes irrégulières faciles à disperser, entreprend dix ans plus tard d'abattre l'empire du Mahdi : contradiction à vrai dire incompréhensible, mais qui s'explique tout de même par l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Ceux-ci cherchent à profiter des événements pour atteindre leur but principal : la prolongation de l'occupation. Et pour atteindre ce but ils déclarent que l'Egypte est menacée par l'empire du Mahdi. Inévitablement l'Egypte était menacée, mais il fallait le comprendre au début et combattre l'insurrection au lieu de l'encourager. Mais l'ordre une fois rétabli en Egypte et au Soudan, il fallait se résigner à l'évacuation de toute la Vallée du Nil. C'est pourquoi on a laissé à l'insurrection le

(1) F. DESPAGNET, *R. D. I. P.*, année 1899, tome VI, p. 169 et suivantes.

temps de se développer pour devenir un véritable danger (1). Le but de cette politique est visible : démontrer à l'Europe que l'Egypte est menacée par des hordes barbares et que l'évacuation ne peut s'opérer, tant que le Soudan n'est pas rendu à l'Egypte.

Le suprême idéal des hommes d'Etat anglais, était sans doute, à ce moment-là, en dépit de leurs déclarations (2) la mise pure et simple de l'Egypte sous leur tutelle, pour la transformer en colonie de la Grande-Bretagne. Mais incorporer brutalement la Vallée du Nil à l'Empire Britannique, était par trop risqué même en face d'une Europe sans volonté et d'une Turquie « *malade* », étant donné les conventions qui fixent la condition de l'Egypte et que l'Angleterre a signées, ainsi que ses nombreuses déclarations de désintéressement (3). Il fallait donc chercher autre chose ; et c'est le Soudan Egyptien qui offrit le biais depuis si longtemps cherché.

En effet, la situation en Egypte n'offrait plus aucun prétexte au prolongement de l'occupation. L'ordre était rétabli, la sécurité des étrangers assurée et de l'aveu des hauts fonctionnaires britanniques (les conseillers délégués auprès de chaque ministère) de prodigieuses réformes étaient accomplies dans l'ordre social, administratif et judiciaire. Bien plus, l'assainissement des finances était réalisé, après ce déséquilibre financier, qui avait mo-

(1) F. DESPAGNET, *op. cit.*

(2) Voir MILNER, *England in Egypt*, 1893. Milner qualifie ces déclarations de « *maladroites* » (*awkward déclarations*).

(3) Les hommes d'Etat anglais, conservateurs et libéraux, ont fait 63 déclarations de désintéressement et de promesses d'évacuation.

tivé l'intervention franco-anglaise (1) et qui devait finalement aboutir à l'intervention armée de la Grande-Bretagne. Plus rien donc ne s'opposait au départ. Mais Downing Street ne pouvait se résigner à avouer l'œuvre de pacification terminée, sans être contrainte à évacuer. Le Soudan devint alors le continuel prétexte pour prolonger l'occupation et la transformer en perpétuel établissement de fait, jusqu'au jour où le moment serait propice pour rendre légale la situation au mépris des engagements antérieurs. Et l'Angleterre qui, comme nous l'avons dit, recula devant les menaces du fanatisme du Mahdi, finit par le surexciter en évacuant le Soudan, jusqu'au jour où les succès décisifs du sirdar Kitchener, épuisèrent « *la mine à prétextes* » (2).

Il fallut alors chercher encore autre chose. Et cette autre chose fut la convention du 19 janvier 1899 que nous analyserons à son heure. Par cette convention, ils se reconnurent le droit à la moitié du Soudan. A partir de cette date, le rôle du Soudan devient net, tel que nous l'avons signalé.

A l'Europe, et notamment à la France, dans l'incident de Fachoda, la Grande-Bretagne dira que le Soudan Egyptien, n'a jamais été un territoire vacant, et qu'elle l'a repris pour le compte du Khédive, qui doit conserver son autorité au Soudan si l'on veut protéger l'Egypte.

Quant à l'Egypte elle-même, si on s'avisait de lui en demander l'évacuation, elle répondrait qu'on ne peut con-

(1) Voir PENZA, *op. cit.*, chapitre I, et Anatole LEROY-BEAULIEU, « Le contrôle anglo-français en Egypte », dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1882.

(2) F. DESPAGNET, *op. cit.*

server le Soudan au Khédive et désormais à elle par moitié, sans conserver la voie du Nil qui y mène. Et l'Europe et la Turquie et le leader nationaliste, Mustapha Kamel (1), ne sortiront que difficilement de ce cercle vicieux. Qu'ils parlent de l'Egypte, « *on leur répondra Soudan* » ; qu'ils parlent du Soudan, « *on leur dira Egypte* » (2). Et l'occupation de l'Egypte put ainsi se prolonger jusqu'en 1904 et de là jusqu'en 1914. La position de la Grande-Bretagne se consolide dans la Vallée du Nil, surtout après l'accord intervenu avec la France (3). Et le Soudan commence à revêtir pour l'Angleterre, une importance plus grande encore que celle de l'Egypte.

Seulement la question égyptienne ayant évolué dans un certain sens, la Grande-Bretagne en profite pour utiliser le Soudan dans un autre but. Et c'est cet autre but que nous allons examiner.

II. — Nous avons vu, que prenant pour prétexte le Soudan, l'Angleterre a pu se maintenir en Egypte et prolonger son occupation, jusqu'au jour où à la faveur de la tourmente générale de l'Europe, elle déclara son Protectorat le 18 décembre 1914. Ce protectorat devait prendre fin, du moins nominalemeut, le 28 février 1922.

Que s'est-il passé dans la période qui s'étend de la Grande Guerre à nos jours ? Une grande évolution de la question égyptienne : elle a perdu son caractère interna-

(1) MUSTAPHA KAMEL PACHA, *Egyptiens et Anglais*, 1905.

(2) F. DESPAGNET, *op. cit.*

(3) Voir FAUCHILLE, *Traité de Droit international public*, p. 289.

tional pour devenir une simple question de politique intérieure de la Grande-Bretagne. Cela est d'abord le fait des Puissances elles-mêmes. Par l'accord de 1904, la France s'engage à ne plus demander l'évacuation à l'Angleterre, en échange de sa liberté au Maroc. Et le 28 juin 1919, l'Europe, sanctionne le Protectorat anglais à Versailles et l'inscrit dans les traités qui suivirent. Enfin les leaders égyptiens eux-mêmes contribuèrent pour beaucoup, par leurs négociations avec le Foreign Office et même avec le Colonial Office (1), à faire perdre à la question égyptienne, son caractère international.

Mais si la question avait évolué, l'Egypte aussi avait évolué. Un mouvement nationaliste grisé par les principes wilsoniens, se dessine nettement le 13 novembre 1918 (2), deux jours après l'armistice et va s'accéléralant. Par la déclaration du 28 février 1922, l'Angleterre abolit le Protectorat de 1914 et proclame l'indépendance de l'Egypte, en faisant toutefois quatre réserves qui rendent cette indépendance illusoire. Parmi ces quatre réserves, la dernière nous intéresse particulièrement ici : c'est la réserve faite à propos du Soudan. L'Angleterre se réserve la question du Soudan « *à la complète discrétion du gouvernement de Sa Majesté* ». Ce qui pratiquement revient à dire, qu'elle se propose de détacher le Soudan complètement de l'Egypte.

Ainsi, à partir de cette date, il n'est plus question d'appuyer l'autorité du Souverain de l'Egypte sur le Sou-

(1) Négociations Milner-Zaghloul en 1920. Lord Milner était alors ministre des Colonies.

(2) Entrevue de Zaghloul et de deux de ses collègues futurs avec Sir Wingate, le résident.

dan. Il semble même que la déclaration du 28 février 1922, ne tient plus compte de la convention du 19 janvier 1899, qui du point de vue anglais doit être considérée comme ayant tranché la question du Soudan, tout en l'ayant réglée définitivement.

Ce revirement dans la politique anglaise s'explique. Le Soudan Egyptien est apparu comme la source d'incalculables richesses. La culture du coton a réussi admirablement. Il pourra remplacer l'Egypte à la rigueur et même la surpasser en fertilité. Il faut d'ailleurs songer à ce dérivatif, depuis que l'Egypte libérée, de tous liens avec la Turquie demande l'indépendance complète. On a été forcé d'accorder, par sagesse politique, une satisfaction, minime d'ailleurs, aux exigences du nationalisme égyptien. Peut-être un jour, se verra-t-on obligé d'accorder tout et en accordant tout on évacuera. Et alors ? il faudra rester au Soudan, qui pourra largement suppléer à la perte de l'Egypte. Seulement, il faudra éloigner dès maintenant l'Egypte du Soudan et lui imposer le fait accompli. Et plus tard dans les négociations futures, pour résoudre la question des quatre réserves, accorder le plus grand nombre de concessions possibles, en échange de l'abandon du Soudan (1).

Ainsi définie sa politique actuelle à l'égard du Soudan Egyptien, la Grande-Bretagne depuis 1922, emploie tout son effort pour éloigner l'Egypte de l'administration du Soudan, à toute occasion, même au mépris de la conven-

(1) C'est ce qui s'est passé aux dernières négociations Henderson-Nahas (mai 1930). Le Soudan a été la cause de la rupture. Voir *infra*, p. 153 et suivantes.

tion de 1899. En 1922, quelques mois après la déclaration de février, elle fait pression pour modifier un article de la Constitution Egyptienne en voie d'élaboration, qui stipulait que le roi d'Egypte, porterait le titre de Roi d'Egypte et du Soudan. L'article fut modifié et le mot Soudan disparut. Après l'attentat contre le Sirdar le 20 novembre 1924, dans une note présentée sous forme d'ultimatum, elle demande le rappel de toute l'armée égyptienne en garnison au Soudan. Elle l'obtint naturellement et elle crée à cet effet une milice soudanaise. Cela viole manifestement les stipulations de la convention de 1899.

A côté de cet effort d'appropriation qui a abouti à l'expulsion de l'Egypte du Soudan, les Anglais ont accompli une œuvre immense, qui a alarmé l'Egypte à bon droit. En exécution de leurs desseins de remplacer la perte de l'Egypte le cas échéant, par un pays plus fertile, le Soudan, ils ont construit un barrage avec réservoir, à Meckwar près de Senâar sur le Nil Bleu pour irriguer et fertiliser les terres de Djéziréh. Le Nil Bleu, qui apporte le limon fertile des monts volcaniques de l'Abyssinie, est la cause de la fertilité du sol de l'Egypte. L'Egypte privée de ses eaux et réduite aux eaux marécageuses du Nil Blanc, ne peut subsister. Bien plus, même pour les eaux du Nil Blanc, on prépare d'autres travaux destinés apparemment à augmenter le rendement du Nil Blanc, en captant les eaux qui se perdent dans les marais de Bahrel-Ghazal et les « *rapides* » de la région des Grands Lacs. D'autres projets se préparent aussi sur le cours supérieur du Nil Bleu et même sur le lac Tsana en territoire abyssin, d'où sort le Nil Bleu.

La conséquence logique qui découle de tout cela est la

suivante : les Anglais cherchent effectivement à mettre la main sur les eaux du Nil, en **détournant autant que possible**, le cours naturel du fleuve, par des barrages et des réservoirs plus grands que celui d'Assouan. Ils alimenteront d'abord les terres de Djezireh, concédées à une Compagnie cotonnière anglaise, et tout ce qu'on peut irriguer de terres au Soudan, terres propres à produire du coton. L'Egypte aura sa part habituelle certainement ; mais elle ne pourra pas l'avoir continuellement, le jour où le Nil sera complètement « *cadé* » un retard volontaire de vingt jours pendant l'époque qui précède la crue, peut anéantir la récolte entière du coton égyptien. L'Egypte deviendra donc à la merci de l'Angleterre, même libérée de toute influence anglaise. De sorte qu'aujourd'hui à côté de la question politique du Soudan, une autre question se pose : celle des eaux du Nil, entièrement dominée par la première.

On comprend donc que le Soudan soit actuellement pour l'Egypte une question de vie ou de mort. C'est pour cela du reste qu'il est le point le plus délicat de la question égyptienne, le point de friction où se heurtent Anglais et nationalistes et qui rend difficile à résoudre, la question des quatre réserves qu'a posée la déclaration du 28 février 1922. Pour les trois premières réserves, c'est-à-dire, pour la sécurité des communications impériales, la défense de l'Egypte contre toute agression ou immixtion étrangère et la protection des intérêts étrangers et des minorités, les Anglais sont allés bien loin sur le terrain des concessions, surtout depuis que les travaillistes sont au pouvoir. Mais malheureusement, en ce qui concerne le Soudan, l'intransigeance britannique se main-

tient, même avec des hommes comme M. Ramsay Mac Donald et M. Henderson. Cette intransigeance s'est d'ailleurs toujours manifestée dans toutes les négociations qui se sont poursuivies depuis 1920, avec Lord Milner, Lord Curzon (1921), M. Ramsay Mac Donald (1924), Sir Austen Chamberlain (1927) et M. Henderson (1929-1930) (1).

Devant cette intransigeance britannique, les hommes d'Etat égyptiens ou plutôt les négociateurs égyptiens, n'essayèrent point de trancher la difficulté, en prenant leurs responsabilités. Il est vrai que, au début, l'intransigeance britannique se maintenait même en ce qui concerne l'Egypte. Mais si l'accord avait été établi sur les trois premières réserves de la déclaration de 1922, la quatrième réserve, celle du Soudan, aurait été tranchée de la manière suivante : elle aurait fait l'objet d'un accord ultérieur. C'est ce qu'avait proposé Saroit Pacha dans ses négociations avec Sir A. Chamberlain en 1927 et ce que proposa Nahas Pacha en 1930 à M. Henderson. Ce dernier refusa naturellement et les négociations furent rompues, car si le parti travailliste offrait de si beaux avantages à l'Egypte et en particulier la fin de l'occupation militaire réduite à la zone du Canal de Suez, c'était pour obtenir en échange la reconnaissance du fait accompli au Soudan depuis 1920 et en particulier depuis la note de novembre 1924. Ce fait accompli, c'est l'abandon du

(1) Pour les négociations Milner-Zaghloul, voir le *Mémoire* de Lord Milner du 18 août 1920 dans le *Bulletin de l'Afrique Française*, avril 1921, p. 61. — Négociations Adly pacha-Curzon, *op. cit.*, décembre 1921, p. 402. — Pour les autres, voir *Livre Blanc*, 1928 et 1930.

Soudan. En tout cas on ne peut comprendre comment un accord peut intervenir sur la question du Soudan, après la liquidation de la question égyptienne proprement dite. Les deux problèmes ne peuvent être dissociés. Toute solution de l'un, réagit sur l'autre. Et l'Égypte qui signerait un premier accord avec la Grande-Bretagne, tout en réservant la question du Soudan pour plus tard, reconnaîtrait implicitement le fait accompli et abdiquerait tout ce qui lui reste de souveraineté sur le Soudan.

Le problème des quatre réserves doit donc être résolu entièrement. Laisser la question du Soudan en suspens, c'est la reconnaissance formelle que le Soudan ne fait pas partie du territoire de l'Égypte, conformément aux conventions antérieures.

L'objet que nous nous proposons dans ce modeste ouvrage, n'est point une polémique contre l'Angleterre. Nous nous ne placerons point sur le terrain subjectif, mais sur le terrain purement objectif, c'est-à-dire sur celui des traités et des conventions, en un mot sur celui du Droit International, car notre principal objet est de démontrer qu'au point de vue du droit, le Soudan fait partie intégrante de l'Égypte.

Dans une partie historique, nous parcourrons les liens si puissants qui ont toujours rattaché l'Égypte au Soudan, lequel a été considéré comme le prolongement de la première depuis la plus haute antiquité.

Nous étudierons ensuite le statu quo et la convention qui le régit, convention intéressante au point de vue du Droit International, intervenue le 19 janvier 1899.

Enfin nous parlerons d'une question importante qui se

résume dans ces mots : la raison d'être des revendications égyptiennes sur le Soudan. Pourquoi l'Egypte tient au Soudan ? pour garantir sa part aux eaux du Nil. Et c'est cette question, celle des eaux du Nil qui fera particulièrement l'objet de notre attention.

PREMIÈRE PARTIE

Des liens naturels et traditionnels qui rattachent l'Égypte au Soudan

A côté des liens naturels qui rattachent sans nul doute l'Égypte au Soudan, liens qui existent par le fait même que ce grand fleuve bienfaisant qu'on nomme le Nil, arrose les deux pays, des liens traditionnels et historiques ont présidé aux relations qui existent entre l'Égypte et le Soudan depuis l'aube de l'histoire Égyptienne. Le grand fleuve magique qu'est le Nil, auquel les anciens égyptiens ont attribué une source divine, a toujours attiré vers ses sources autrefois mystérieuses, les Pharaons, les Ptolémées, les légions romaines, les Arabes, en un mot tous les maîtres successifs qu'a connus l'Égypte.

Ce mirage du Nil était tellement puissant qu'Hérodote écrivait déjà cinq siècles avant l'ère chrétienne que « *l'Égypte est un don du Nil* ». Un don du Nil, à la vérité, et l'on cherchait à savoir d'où venait le Nil. Remontant le cours du fleuve sans pouvoir toutefois atteindre ses sources, les Anciens conclurent qu'il venait du ciel. Aujourd'hui il est établi qu'il vient du Soudan, plus précisément de la région des Grands Lacs et traverse avant de pénétrer dans le Soudan, les provinces de l'Equatoria, de l'Ounyoré et une partie de l'Ouganda, conquises par Ismaïl, peu après la découverte des sources du Nil en 1858. L'anglais Speke, pénétrant par la voie du Zambèze,

avait découvert le lac Victoria-Nyanza, comme étant la source du Nil. Sa découverte fut confirmée deux ans plus tard, lorsque remontant le cours du fleuve, Samuel Baker, le rencontra à Gondokoro sur le Nil, dans la province Equatoria. Samuel Baker était parti lui aussi du Soudan à la tête d'une expédition, sur l'ordre du Khédive Ismaïl, à la recherche de ces sources et pour planter aussi le drapeau de l'Égypte.

Mais les Anciens, pour n'avoir point découvert les sources du Nil, ont du moins remonté le cours du fleuve à peu près jusqu'à la hauteur de l'actuelle Khartoum, c'est-à-dire jusqu'au confluent du Nil Bleu. Et de là, ils ont poussé jusqu'aux confins de la frontière Abyssinienne. L'histoire parle en effet, des guerres qui mirent aux prises les Pharaons et les Ethiopiens. D'aucuns même prétendent que les Anciens Égyptiens sont d'origine asiatique et ont pénétré en Afrique, par l'Arabie, en traversant l'Abyssinie et en remontant le cours du Nil jusqu'au Delta. Des égyptologues avancent l'idée, à l'appui de cette thèse, que la civilisation égyptienne est même originaire d'Éthiopie. Ce qui est certain, c'est que les Ethiopiens pénétrèrent à un moment de l'histoire en Égypte et soumirent une bonne partie de la Haute-Égypte. Mais comme les Hycsos, ils furent refoulés. Et les Pharaons pour assurer désormais la sécurité de l'Égypte, pénétrèrent plus au sud, et soumirent une bonne partie du Soudan, celle qui s'étend de la première cataracte du Nil à la frontière de l'Éthiopie. Ils appelèrent ces territoires le pays de « *Kouch* » (1).

On a découvert en Éthiopie, en effet, des ruines et des

(1) PENZA, *L'Égypte et le Soudan Égyptien*, p. 241.

vestiges, qui prouvent que l’Egypte antique a laissé des traces de sa civilisation dans ce pays. Des temples et des statues prouvent que l’Ethiopie adora les dieux égyptiens. Et ce contact de l’Egypte avec l’Abyssinie ne pouvait se faire qu’à travers le Soudan. Le pays de « *Kouch* » fut donc connu des Pharaons.

Les Ptolémées (1), tout en transportant leur capitale à Alexandrie, ne renoncèrent point à la domination égyptienne sur le Soudan. Les Césars y envoyèrent leurs légions combattre des tribus qui attaquèrent à plusieurs reprises l’Egypte, alors province romaine (2). Et les conquérants arabes ne manquèrent point à la tradition de soumettre, après l’Egypte, les territoires du sud, qui, au regard de tous les envahisseurs, furent considérés comme le prolongement naturel de l’Egypte, l’*Arrière-Egypte* après la Basse et Haute-Egypte.

Le Soudan suivit donc, à travers l’histoire, le sort de l’Egypte. Il embrassa sa civilisation et adora ses dieux quand elle était encore au culte d’Osiris, d’Isis et d’Amon, il devint chrétien, quand l’apôtre Saint Marc y prêcha l’Evangile, et après la conquête arabe, il suivit l’Egypte dans la nouvelle religion qui lui fut imposée.

Cette dernière conquête, qui garde aujourd’hui encore ses empreintes, est celle qui a survécu à l’histoire des temps.

Le Soudan garde donc comme l’Egypte, à l’heure actuelle, la langue et la religion arabe. Les descendants arabes y forment même la majeure partie de la population qui dans son ensemble n’est pas exclusivement de race

(1) PENSA, *L’Egypte et le Soudan Egyptien*, p. 241.

(2) *Op. cit.*

noire. Le Mahdi et les Derviches étaient des arabes.

Après la conquête turque, l'Égypte tomba dans l'anarchie. Le Soudan suivit le même sort. Quand l'anarchie féodale des Mameluks, une fois brisée par Bonaparte, fut totalement anéantie par Mehemet-Ali au début du xix^e siècle, le Soudan retourna à l'Égypte.

Mehemet-Ali, comme il avait soumis l'Égypte, fit de même au Soudan (1) : il conquist la Nubie et le Kordofan (1818-1820). Et son petit-fils Ismaïl étendit plus loin encore ses conquêtes, en conquérant tout le Haut-Nil, jusqu'à la région des Grands Lacs, et à l'est, jusqu'à la mer Rouge et la côte des Somalis. Il essaya même de pénétrer en Abyssinie. Mais il subit le sort que devait subir plus tard l'Italie.

De cet exposé succinct, nous pouvons affirmer que de tout temps les conquérants de l'Égypte, pour assurer leur conquête, ont eu tendance à s'étendre jusqu'aux sources du Nil, dont l'existence ne fut soupçonnée que bien tard. Mais, ils cherchèrent toujours à tenir entre les mains le fleuve qui est le fondement de la vie de l'Égypte.

Et nous allons essayer de relater les principaux faits, que l'histoire a gardés des différentes dominations qui se sont succédées en Égypte, dans ses rapports avec le Soudan.

(1) Voir Pensa, *op. cit.*, p. 243.

CHAPITRE PREMIER

Le Soudan à l'époque des Pharaons

L'historien latin Pline rapporte que, sous le règne de Memnon (Amenotep III), le Soudan était florissant et n'était qu'une simple province égyptienne. Ce témoignage est donné par le docteur Bedg, conservateur de la section des antiquités égyptiennes au « *British Museum* » dans son livre intitulé « *Egyptian Sudan* » (1). Le docteur Bedg ajoute que sous le règne de la reine Hatchpsut (celle qui édifia le temple de Deir-Bahari à Thèbes), les anciens égyptiens ont soumis le Haut-Nil et que leur souveraineté s'étendit jusqu'à la mer Rouge et le cap Gardafui.

Les deux grandes statues du pharaon Sepk-Hotep III qui se trouvent dans l'île d'Argou, le prouvent. Cette île se trouve, en effet, au milieu du Nil à 205 milles au sud de Ouadi-Halfa.

Un égyptologue allemand, Lepsius (2), dit notamment, que pendant l'invasion des Hycsos, la dynastie pharaonique quitta Thèbes et avec une grande partie de la popu-

(1) Livre cité par le Dr Mahgoub Bey Sabet, dans ses articles sur le Soudan Egyptien, parus dans le journal égyptien *Ahram*, en 1920.

(2) Cité par le Dr Mahgoub Bey Sabet.

lation de la Haute-Egypte, émigra vers cette île. Il ajoute que cette émigration est l'une des plus grandes de l'histoire, car une grande partie du peuple égyptien s'y fixa définitivement, même après l'expulsion des Hycsos.

Sous la treizième dynastie, un pharaon, qui régnait sur le Delta en Basse-Egypte, s'était fait appeler « *le roi du Nord et du Sud* ». Or cette appellation ne veut pas dire la Basse et la Haute-Egypte. Elle signifie l'Egypte et le Soudan, car cette dénomination est ainsi conçue en langue hiéroglyphique: « *Râ-Nâssi* ». Or « *Nâssi* » veut dire noir. Une autre inscription ajoute : « *Le fils royal noir* ». L'égyptologue suisse, Naville (1), suppose que ce pharaon était noir et qu'il était le fils d'un pharaon qui a conquis le Soudan et qui par ce fait succéda sur les deux trônes à son père.

Sous le règne de Thoutmès I, le Soudan était partagé en provinces comme l'Egypte, d'après Pline cité par le docteur Bedg. A la tête de tous les gouverneurs, il y avait un prince de la dynastie pharaonique qu'on appelait le prince de « *Kouch* » (2). Kouch était le mot qu'employaient les anciens égyptiens pour désigner le Soudan. Ce prince avait rang de vice-roi. Cet état de choses qui persista sous Thoutmès II est prouvé par les inscriptions qui se trouvent au temple de Ouadi-Halfa, bâti par ce pharaon.

Ce qui est frappant encore, et prouve que les anciens égyptiens ont pénétré jusqu'au Haut-Nil, c'est que les nains découverts par Stanley dans la région du lac Albert-

(1) Cité par Mahgoub Bey Sabet.

(2) PENSA, *Op. cit.*, p. 241.

Edouard et les grandes forêts de l'Equateur, ont été retrouvés, fidèlement reproduits sur des bas-reliefs appartenant à la cinquième dynastie, d'après les recherches de Maspero.

Se fondant sur ces constatations, le docteur Bedg écrit (1) : « Après l'examen de ces vérités, il est incontestable que l'Egypte et le Soudan ont été liés au point de vue administratif et commercial, pendant tout le règne de la IV^e, de la V^e et de la VI^e dynastie. Il est incontestable aussi que le pouvoir des pharaons d'Egypte, a été assez puissant, pour qu'un fonctionnaire égyptien (Onh, général de Pépi I) puisse lever une armée, construire une flotte avec le concours des habitants de Amam, qui se trouve au sud de Khartoum et qu'il puisse se transporter jusqu'à la région des grandes forêts équatoriales à l'ouest du Nil-Blanc et à l'est jusqu'à Sênâar ».

Ce gouverneur du Soudan « Onh » ne rapporte rien qui puisse supposer révolte, ni sédition, ce qui prouve que vers l'an 3230 av. J.-C., les relations entre l'Egypte et le Soudan étaient puissantes et les liens qui les unissaient indissolubles, puisque l'autorité de Pépi I, était reconnue à plus de 1.600 milles au sud de Memphis.

Le docteur Bedg termine en disant : « En fait, le Soudan a été considéré depuis l'aube de l'Histoire Egyptienne, comme le *prolongement* de l'Egypte ».

Sous la XVIII^e dynastie, à laquelle appartient le fameux Tut-Ankh-Amén, le Soudan resta malgré les troubles d'Egypte, rattaché à celle-ci. En effet, Amenhotep IV qui prit le nom d'Akhnaton, avait abjuré la religion de ses

(1) BEDG, *Egyptian Sudan*, p. 519-546.

ancêtres et adoré le disque du soleil ou « *Aton* » à la place du dieu Amon. Les prêtres d'Amon s'étaient révoltés et une grande agitation ne cessa de régner en Egypte, jusqu'à la fin de cette dynastie, quand Horemheb retourna définitivement au culte d'Amon. Cette agitation qui ébranla le pouvoir royal resta sans effet en ce qui concerne le Soudan. Tut-Ankh-Amen, répara le temple de Djebel-Barkel en Nubie, qu'avait construit son père Aménophis III. Et comme il était lui retourné au culte d'Amon, il édifia à Amon un temple, toujours à Djebel-Barkel. Ce qui prouve que l'autorité des pharaons était bien assise au Soudan. Ces temples furent découverts en 1835 à Djebel-Barkel. Deux lions en granit se trouvent au Musée Britannique : l'un porte le cartouche et le nom de Tut-Ankh-Amen, sur l'autre est gravé le portrait d'Aménophis III. L'inscription dit que ces lions ont été capturés par Amon-Asrou roi de Nubie et vassal des deux Pharaons.

Nous pouvons même ajouter, que parmi les dernières découvertes du tombeau de Tut-Ankh-Amen, se trouve la canne du pharaon, sur laquelle sont incrustées deux têtes, dont l'une est celle d'un noir, affirmation allégorique de la domination de l'Egypte sur le Soudan à cette époque.

Après la mort de Tut-Ankh-Amen, l'agitation avait repris en Egypte. Mais grâce à la bonne administration du prince de Kouch « *Bâour* », le Soudan resta toujours calme. Témoin le temple qu'édifia Bâour à Abou-Sembel, où des bas-reliefs représentent le Pharaon qui régnait alors, offrant des présents aux dieux, « *Phtah* », « *Rà* » et « *Hour* ».

Le pharaon Horemheb, le dernier de la XVIII^e dynastie, resserra bien plus encore les liens qui rattachaient l'Égypte et le Soudan. Il opéra des réformes administratives qui empêchèrent les gouverneurs de pressurer d'impôt les habitants, et distribua à ces derniers des terres. Il fonda des temples et fit régner une parfaite sécurité dans les communications entre l'Égypte et le Soudan. Ce qui permit aux caravanes qui transportaient l'or nécessaire à la magnificence des Pharaons, de redoubler d'activité, n'étant plus inquiétées par les pillards. Ceux-ci châtiés sévèrement par Horemheb comprirent qu'il n'était pas profitable de s'attirer la colère du Pharaon.

C'est ainsi que, jusqu'à la conquête de l'Égypte par les Mèdes et l'extinction des dynasties pharaoniques, le Soudan eut constamment des rapports avec l'Égypte. Malgré le peu de témoignages qu'ont pu reconstituer les savants, on peut affirmer que le Soudan fut réellement soumis et rattaché à l'Égypte par les Pharaons et que d'après Pline, il était en pleine prospérité et n'était qu'une province égyptienne.

CHAPITRE II

Le Soudan sous les Ptolémées

En 517 avant J.-C. meurt le roi de Nubie, Nachtaïn, vassal des Pharaons d'Égypte. Après sa mort, on ignore ce qu'était devenue la Nubie et les pays au delà. Mais il est certain que les rois de Nubie, qui ont été toujours les vassaux des Pharaons d'Égypte, ne devaient plus craindre la colère de ces derniers.

En effet en 515, avant l'ère chrétienne, Cambyse avait conquis l'Égypte et la dernière dynastie pharaonique s'éteint avec Psamétik III. Les Mèdes allaient rester en Égypte jusqu'à la conquête d'Alexandre le Grand. Mais les liens d'autrefois ne furent pas rompus entre l'Égypte et la Nubie. Certes, les Mèdes n'inquiétèrent pas la Nubie : le grand Darius, appliqua tout son effort à accroître la richesse de l'Égypte. Mais il est certain que l'or que payait l'Égypte en tribut à Darius, était puisé à Ouadi-El-Alaki, qui se trouve précisément en Nubie. C'est l'opinion du docteur Bedg. Les caravanes continuaient à circuler entre l'Égypte et le Soudan, ramenant de l'or, de l'ivoire, de l'ébène et même des Nubiens qui venaient résider en Égypte. Ainsi, même sous la domination étrangère, l'Égypte continuait ses rapports avec le Soudan. Hérodote, prétend même que Darius imposa à la Nubie

un tribut qui devait être payé en or, en ivoire et en bois d'ébène (1).

Ces rapports ne consistaient pas seulement en des échanges commerciaux. Entre l'Égypte et le Soudan il y avait des liens de parenté et d'alliance qui existaient depuis longtemps. En effet, Hérodote parle d'un certain peuple qu'il appelle les « *Automoli* » qui vivait à la distance de douze mois de marche sur le Nil au sud de Meroua. Il prétend que ce sont les descendants d'une ancienne armée égyptienne qui comptait 240.000 hommes, qu'avait envoyée Psamétik I sur le Haut-Nil et qu'il laissa fort longtemps sans la rappeler, ni la relever. Le docteur Bedg écrit à ce propos : « De ce que dit Hérodote, il ressort catégoriquement que ces émigrés qu'on nomme les « *Automoli* » ont habité une région sur le Nil-Blanc à la distance de quatre mois de marche de l'île Eléphantine et à la distance de quelques milles au sud de l'emplacement de l'actuelle Khartoum. Ce sont des tribus que l'histoire ignore et qui ont habité la région connue aujourd'hui sous le nom de province de Senâar ». Mais il est certain que si cette tribu a disparu de l'histoire, c'est qu'elle s'est assimilée à la population d'alors.

C'est ce qui explique du reste que même après la fin des dynasties pharaoniques, des liens puissants continuaient à rattacher l'Égypte au Soudan. Après la conquête d'Alexandre, ces liens vont se resserrer plus encore, grâce à la politique bienveillante des Ptolémées vis-à-vis du Soudan, qui les intéressa beaucoup.

Ce fut Ptolémée II Philadelphie, qui s'intéressa parti-

(1) Cité par BEDG, dans son livre *Egyptian Sudan*.

culièrement au Soudan. Il commença par nouer des relations amicales avec le roi de Nubie Arkmen Awarguimènes. Ce qui eut pour résultat un redoublement de l'activité commerciale entre les deux pays. Cette politique pacifique de Ptolémée Philadelphie, il la préféra à la politique brutale de l'annexion, car son seul but n'était point la domination effective du Soudan, mais simplement la possession des mines d'or de Ouadi-El-Alaki. Cette sage politique contribua donc à resserrer plus encore que par le passé, les liens d'alliance et de parenté qui rattachaient l'Egypte au Soudan.

Pour atteindre ces mines d'or, il fallait que Ptolémée II étendît son influence sur toute la Vallée du Nil, jusqu'au sud de Dekka. A cette époque, la région comprise entre Amara et Dekka n'était soumise à aucun souverain. Elle mesure près de 130 milles en longueur. La tâche de Ptolémée II, qui convoitait uniquement ces mines d'or, fut donc rendue facile de ce fait. Il put l'occuper sans se heurter à ses alliés les Nubiens. Les historiens grecs rapportent qu'il la soumit sur une longueur qui ferait aujourd'hui cent milles.

L'effort de Ptolémée Philadelphie ne s'arrêta pas là. Fervent adepte des sciences, il envoya une expédition d'études et de recherches scientifiques. Cette expédition ne rapporta pas tout ce qu'il en attendait. Il s'occupa alors d'exploiter la région côtière du Soudan, c'est-à-dire la côte de l'Erythrée et des Somalis, celle qu'Ismail devait conquérir au milieu du XIX^e siècle.

En effet, le professeur Edouard Naville, de Genève (1),

(1) Cité par le Dr Mahgoub Bey Sabet.

découvrit en 1884, dans les fouilles opérées à Pithom (Tel-Maskhouta), situé au sud du lac Timsah, une pierre portant l'inscription suivante qui signifiait : que Ptolémée envoya du golfe de Suez une flotte qui devait explorer la région côtière du Soudan sur la Mer Rouge et que son général lui rapporta des richesses précieuses. L'inscription ajoutait que quand Ptolémée s'aperçut des richesses immenses du nouveau pays, il fonda la ville de Epithéras. Cette ville devait être non loin de l'actuelle Souakim et elle devint rapidement un centre de relations commerciales. Les historiens grecs affirment en outre, que pendant tout le règne de Ptolémée II, non seulement l'Egypte lui fut docile, mais que le Soudan aussi lui resta fermement attaché. Le docteur Bedg soutient cette idée.

Cette voie de la Mer Rouge explorée par Ptolémée II fut suivie longtemps sous le règne de ses successeurs. Sous les dernières années du règne de Ptolémée IV Philopator (222 à 205 avant J.-C.), notamment, plusieurs expéditions furent envoyées par la Mer Rouge pour capturer des éléphants qu'on utilisait pour la guerre. Ptolémée IV répara aussi le temple de Dekka qui fut construit par Arkmin, roi de Nubie.

D'ailleurs, d'après le docteur Bedg, tous les Ptolémées s'intéressèrent toujours au Soudan et cherchèrent constamment à exploiter ses richesses. Surtout, ils eurent constamment le souci, comme leur prédécesseur Ptolémée II, de posséder les mines d'or de Djebel-El-Alaki. Le docteur Bedg conclut : « La paix régna constamment, sous le règne des Ptolémées, entre l'Egypte et le Soudan. Le commerce entre les deux pays fut prospère. Les caravanes allaient et revenaient sans trêve, sans être

inquiétées que par de rares pillards et les taxes que les gouverneurs des villes imposaient aux marchandises qu'on offrait à la vente dans leurs villes ».

Ainsi pendant cette période, les liens entre l'Egypte et le Soudan ne se resserrèrent pas moins que pendant la période précédente. Le Soudan fut complètement assimilé à la civilisation égyptienne d'alors, par le fait qu'il adora les dieux égyptiens. La religion était en effet à cette époque le fondement de toute civilisation. Témoin les temples égyptiens qui furent retrouvés au Soudan et principalement en Nubie. Arkmin roi de Nubie et contemporain de Ptolémée IV, prit même le nom de « *Tananeg-Amon-te-Râ* » ce qui veut dire « la main vivante d'Amon qui porte en elle la force de Râ ». Sur le temple de Dekka on trouve gravé, qu'il se fit aussi appeler « le Fils d'Osiris, d'Isis et de Set », surnoms empruntés aux dieux d'Egypte. Cette pratique de se donner le surnom d'un dieu égyptien fut suivie par beaucoup de souverains nubiens.

Il est donc incontestable, après ce qui vient d'être vu, que des liens politiques, commerciaux et religieux, ont rattaché le Soudan à l'Egypte pendant toute la période du règne des Ptolémées, tout aussi bien que sous le règne des Pharaons. Examinons maintenant, la période qui suit, celle de la conquête romaine.

CHAPITRE III

Le Soudan sous la Conquête Romaine (1)

Pendant la période romaine, les empereurs et les gouverneurs romains de l'Égypte, ne cessèrent pas de s'intéresser au Soudan et de travailler à resserrer les liens qui unissaient déjà l'Égypte au Soudan. Leur but était de rechercher les sources du Nil, le fondement de la vie de l'Égypte et de la protéger contre toute incursion venant du sud. Ils voulaient aussi s'assurer les richesses du Soudan et notamment l'or qu'on y trouvait à foison.

Mais contrairement aux époques précédentes, cette période fut troublée par des luttes interminables qui mirent aux prises les Romains et les tribus du Soudan. Car les Romains visèrent à la domination effective du Soudan, qu'ils considéraient comme le prolongement naturel de l'Égypte, qu'un même fleuve unissait l'un à l'autre. D'où la lutte ; lutte terrible et dans laquelle les habitants de l'Égypte se joignirent à plusieurs reprises avec les tribus du Soudan pour secouer le joug romain.

Après la défaite de Marc-Antoine et la mort de Cléopâtre, l'Égypte devint une province romaine. Son premier gouverneur fut Cornélius Gallus, lequel rendit de

(1) Rapporté par le Dr Mahgoub Sabet, d'après Bedg, suivant le témoignage de Pline. Voir Dr BEDG, *Egyptian Sudan*.

grands services à l'empereur Auguste en achevant de soumettre toute l'Égypte. Après la prise d'Héliopolis, il s'était avancé en effet dans la Haute-Égypte qu'il soumit entièrement. Mais les villes de Caphte et de Thèbes demeurèrent un foyer perpétuel de complots contre les Romains, entretenu par les habitants et encouragé par la Nubie. Une telle situation risquait de rendre précaire la domination romaine en Égypte. Aussi quand Cornélius soumit ces villes, il se porta sur Assouan et entra en négociation avec les tribus de Nubie qui avaient encouragé la résistance égyptienne contre le joug romain. Ces tribus étaient cantonnées en masse non loin de l'île Éléphantine prêtes à prendre contact avec les Romains. Cornélius Gallus leur signifia que Rome et César avaient des droits sur cette autre partie de la Vallée du Nil, droits qu'elle avait hérités des anciens souverains de l'Égypte.

Les Nubiens qui, en fait, avaient joui d'une grande indépendance pendant tout le règne des Ptolémées refusèrent de se soumettre et combattirent les Romains. Le capitaine Lyons (1) découvrit à Philoë une inscription en langue hiéroglyphique, grecque et latine, qui rapporte qu'une révolte fut réprimée par les Romains en l'an 29 avant J.-C. Après cette révolte, on peut déduire que les Nubiens se soumirent et signèrent un accord avec les Romains vers l'an 29 ou 28 avant J.-C. Mais cet accord n'allait pas durer longtemps.

En effet, peu après cette révolte, Gallus, gouverneur d'Égypte, prépara une expédition contre l'Arabie Heu-

(1) Cité par Mahgoub Sabet, dans ses articles au journal *Ahram*, parus en 1920.

reuse (le Yémen) avec une grande flotte et une puissante armée. Mais cette expédition devait échouer piteusement. Les troupes furent décimées par la maladie et Gallus rentra en Egypte sans avoir rien entrepris et après avoir perdu presque tous ses vaisseaux.

Les habitants de la Nubie, apprenant que le gouverneur d'Egypte était aux prises avec les Arabes, saisirent l'occasion favorable et entreprirent eux aussi une expédition contre Thèbes. Ils assiégèrent donc Assouan et sa garnison romaine qui capitula, et saccagèrent Thèbes après l'avoir prise. Ils firent tomber notamment les statues de César des temples égyptiens et remportèrent un énorme butin, parmi lequel se trouvaient ces statues.

Quand Rome apprit la nouvelle de cette révolte, elle dépêcha le proconsul Pétronius, qui venait d'être nommé gouverneur d'Egypte, à la tête d'une grande armée. Les Nubiens furent battus, et refoulés se retirèrent jusqu'à l'actuelle Dekka, toujours poursuivis par les Romains. Mais Pétronius trouva prudent, au lieu de combattre encore, d'entrer en négociation avec eux, leur demandant de restituer le butin pris à Thèbes et de s'expliquer sur les causes de leur révolte. Les Nubiens répondirent que la cause de leur révolte était les mauvais traitements infligés par leur Reine. Pétronius répondit que cette reine n'était point la souveraine du pays, et qu'ils ne devaient pas reconnaître son autorité, attendu que le pays n'avait d'autres souverains que César à l'autorité duquel ils devaient se soumettre purement et simplement. Et il leur accorda trois jours pour faire leur soumission. Le délai étant expiré sans avoir rien obtenu, Pétronius les attaqua et

leur fit essuyer une défaite complète. Leurs chefs furent faits prisonniers et envoyés à Alexandrie.

Puis, pénétrant au sud de Dekka, Pétronius s'avança jusqu'à Iprim après avoir pris toutes les villes et vint mettre le siège devant la ville de Napata, capitale de la Nubie. La Reine de Nubie, Candas, n'y était pas. Néanmoins elle entra en négociation avec Pétronius ; elle offrit de livrer les prisonniers romains et de rendre les statues de César prises à Thèbes. Pétronius répondit en prenant et en mettant à sac la ville de Napata. Mais il fut obligé de retourner à Iprim ; la chaleur et les sables l'empêchaient de s'avancer plus au sud. Il laissa alors une garnison à Iprim avec des vivres de deux ans, et retourna à Alexandrie. La Reine profita de son départ pour attaquer Iprim. Pétronius retourna à temps pour sauver la ville. Et de nouveau la Reine lui offrit la paix. Pétronius renvoya ses émissaires à l'empereur, qui se trouvait à Samos et qui accepta toutes leurs demandes. Il supprima notamment le tribut que payait la Nubie à l'Egypte. Mais en revanche, la Reine reconnut les droits de Rome sur le pays (1).

Sous Néron, les Romains pensèrent conquérir le pays du sud de la Nubie, qu'ils appelaient « *l'Ethiopie* », mais qui est la province de Senâar et non l'Abyssinie. Leur but était de l'exploiter, car ils pensaient qu'il était la source de grandes richesses. Mais avant d'entreprendre la conquête, ils envoyèrent des émissaires pour découvrir ces régions, lesquels conclurent à leur complète aridité. Aussi y renoncèrent-ils.

(1) Rapporté par Bedg, d'après Pline et cité par le Dr Mahgoub Bey Sabet.

Mais en revanche, de l'année 54 après J.-C. jusqu'à 260, les Romains ne rencontrèrent plus aucune difficulté de la part des Nubiens. Ils restèrent les maîtres de la Nubie jusqu'à Iprim, mais sans pénétrer plus au sud et ne furent jamais inquiétés.

Mais en l'an 261 commence pour eux une nouvelle période de troubles, qui ne finira qu'avec la fin de la domination romaine en Egypte.

Des tribus du Soudan, connues des Arabes sous le nom de « *Yaga* » ou Auaks (1), auxquelles s'étaient mêlées des tribus de la région de Meroua, attaquèrent les Romains, aidées des Nubiens et des habitants de la Haute-Egypte, ceux de Caphte et de Thèbes qui supportaient mal le joug romain. Ces guerriers étaient redoutables et l'on va assister à une lutte sans merci, ni répit, qui nous prouve, que, même sous la domination étrangère, le Soudan et l'Egypte restaient liés l'un à l'autre, et visèrent ensemble à chasser les intrus.

En 260, les « *Yagas* » pénétrèrent en Egypte, à la fois au sud par la Nubie et à l'ouest par le désert et arrivèrent jusqu'à Thèbes, qui soulevée se joignit à eux.

Mais en 261, Marcus Julius parvint à les refouler jusqu'à la première cataracte.

Cependant, ils ne tardèrent pas à attaquer de nouveau les villes de la Haute-Egypte, aidés par la population elle-même, sous le règne de l'empereur Claudius II. Grâce à l'aide des habitants de Caphte et de Thèbes, les Yagas, secondés par le fils de la Reine de Nubie, purent se maintenir en Haute-Egypte de 270 à 275.

(1) Voir le livre du Comte Linant de Belfont sur les « *Yagas* ».

En 274, sous le règne de l'empereur Aurélien, ils furent battus par les Romains, qui reprirent la ville de Caphte mais ne parvinrent pas à les refouler entièrement hors d'Égypte.

Au début du règne de Dioclétien (284-305) leurs attaques contre l'Égypte redoublèrent de vigueur. Dioclétien châtia sévèrement les rebelles d'Égypte (1) mais n'osa pas attaquer les Yagas. Il retira ses avant-gardes d'Assouan et concentra tout son effort sur la défense de l'Égypte elle-même. Et entre temps, Dioclétien négocia. D'abord avec une tribu hostile aux Yagas, à laquelle il accorda des terres, et lui paya tribut moyennant la promesse de défendre l'Égypte contre les attaques des Yagas ou Auaks. C'était la tribu de Napata.

Ensuite il négocia avec les Yagas elles-mêmes. Il leur fit la paix, moyennant un tribut.

Ceci fait, Dioclétien bâtit une forteresse non loin de Philoë et un temple où les dieux Romains alternaient avec les dieux Égyptiens, qu'adoraient les Yagas. Ce temple était destiné à faire régner la concorde entre romains et yagas. En cas de conflit, les deux parties devaient trancher leurs démêlés entre les mains de prêtres appartenant aux deux cultes, sans recourir à la guerre.

Cette politique sage de Dioclétien fit régner le calme pendant près d'un siècle.

Mais sous le règne de Théodose II (408-440), les Yagas

(1) C'est à cette date que commence l'ère copte, celle des chrétiens d'Égypte, qui combattirent vaillamment les Romains aidés par la Nubie

ou Auaks, attaquèrent à la fois les Romains et les tribus de Napata déchirant le pacte de Dioclétien. Ils furent attaqués, sous le règne de l'empereur Marcien (451-457), par le gouverneur d'Égypte Maximanus. Celui-ci à la tête d'une grande armée leur infligea un grand désastre. Ils furent décimés et contraints de payer un grand tribut. Maximanus ne leur accorda la paix que moyennant des otages qui lui furent livrés pour s'assurer de l'avenir et les empêcher de reprendre la lutte. Mais en échange, il leur accorda le droit de se rendre au temple d'Isis à Philoë, temple construit par l'empereur Dioclétien.

Après la mort de Maximanus, les tribus de Napata et des Yagas, jusque-là divisées, firent cause commune contre les Romains. Mais le gouverneur d'Alexandrie, Florus, accourut et les contraignit à respecter le pacte de Maximanus, qui était valable pour cent ans.

Ce pacte expira vers la fin du règne de Justinien (527-565). Les tribus de Napata et des Yagas songèrent alors à attaquer l'Égypte de nouveau. Justinien, pour les prévenir, commença par fermer le temple d'Isis à Philoë et les temples environnants. En effet, en vertu du pacte de Maximanus, les tribus des Yagas et de Napata avaient le droit de s'y rendre et pénétraient ainsi en Égypte en toute liberté sous ce prétexte. Justinien interdit aussi le culte d'Isis.

Les attaques des tribus Yagas recommencèrent sous le règne de Tibérius II (578-582). Elles furent repoussées par les légions romaines. Mais l'empire étant de plus en plus attaqué par les Perses, les Romains portèrent leur

effort ailleurs. Ils n'inquiétèrent plus les tribus du Soudan, qu'ils laissèrent se gouverner librement.

C'est ainsi que même sous la domination des Césars, l'Egypte resta liée au Soudan. Ils fraternisèrent ensemble en luttant contre les Romains. Il semble même, puisque les Egyptiens les aidèrent, que ces tribus combattaient non pour piller, mais pour conquérir leur indépendance et celle de l'Egypte, qui supportait difficilement le joug oppresseur des Romains.

Mais il est incontestable aussi que les Césars, essayèrent d'étendre leur domination sur le Soudan. Ils parvinrent à en conquérir et à en soumettre effectivement une bonne partie. S'ils envoyèrent leurs légions qui furent constamment aux prises ce n'était pas en vain. C'est qu'eux aussi considéraient le Soudan comme le prolongement de l'Egypte, et qu'on ne peut gouverner cette dernière, sans s'assurer tout le cours, alors connu, du Nil. Ainsi donc, la possession de l'Egypte n'est jamais certaine, sans celle du Soudan.

C'est ce que tous les conquérants d'Egypte ont compris. Et c'est ce qu'allaient bientôt faire les Arabes.

CHAPITRE IV

Le Soudan après la Conquête de l'Egypte par les Arabes

En 641, Amr-ibn-El-Àss, lieutenant du Calife Omar, conquiert l'Egypte qui devint, avec la partie du Soudan que les Romains avaient conservée, une province de l'Empire Arabe.

En 642, un an après, Amr envoya un de ses lieutenants, Abdallah-ibn-Saad, en Nubie à la tête d'une armée de 20.000 hommes. La lutte fut rude, plus rude que ne l'avait pensé Ibn-Saad. Aussi, après avoir demeuré quelque temps en Nubie, il fut rappelé par Amr, qui devait rester, du reste, aux prises avec les Nubiens, pendant toute la durée de son gouvernement.

Amr fortifia Assouan, qu'il transforma en un camp retranché, destiné à défendre l'Egypte et à servir, le cas échéant, de centre d'action et de point d'appui pour une expédition contre la Nubie.

Mais, quand Abdallah-ibn-Saad fut rappelé par Amr à Fostat (1), le flot des Nubiens déborda les Arabes qui se retirèrent et assistèrent impuissants à la destruction et

(1) Ville fondée par Amr sur l'emplacement de l'antique Memphis. Elle fut détrônée par Le Caire, fondé en 961, par Gohar.

au pillage de plusieurs villes de la Haute-Egypte. Cette attaque de la Nubie allait bientôt lui être néfaste.

En 652, en effet, Abdallah-ibn-Saad les attaqua vigoureusement et refoula les Nubiens après une sanglante défaite. Poussant hardiment en avant, il occupa Ouadi-Halfa et remontant le Nil, vint mettre le siège devant Dongola. Dongola, à 280 milles au sud de Ouadi-Halfa, était depuis l'année 450, la capitale du royaume des Yagas, les mêmes qui avaient été aux prises avec les Romains, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

Abdallah-ibn-Saad bloqua la ville de la terre et du Nil avec ses vaisseaux. Dongola se rendit avec le roi des Yagas, Daclidoros, à qui Abdallah rendit la liberté (l'aman) à la condition de payer un tribut annuel, que les Arabes appelèrent « *Bokt* ».

Voici ce qu'écrivit à ce sujet, l'historien et géographe arabe El Makrizi dans son livre intitulé « *Khittat* » page 200 (1) :

La première fois que ce « *bokt* » fut imposé, c'était sous le gouvernement d'Amr-ibn-el-Ass, qui avait envoyé en Nubie, après la conquête de l'Egypte, Abdallah-ibn-Saad-ibn-Abi Sarh, en l'année 20 ou 21 de l'hégire, à la tête d'une armée de vingt mille combattants, qui y resta un certain temps. Amr lui écrivit, lui ordonnant de rentrer. Après la mort d'Amr, la Nubie dénonça le traité conclu avec Abdallah-ibn-Saad, et leurs hordes semèrent, à plusieurs reprises, la dévastation et la ruine en Haute-Egypte. Abdallah-ibn-Saad-ibn-Abi Sarh les battit alors pour la deuxième fois, étant devenu émir d'Egypte, sous le califat d'Osman, en l'an 31 de l'Hégire, et les assiégea dans leur capitale Dongola. Le siège fut terrible. Il lança contre eux le feu

(1) Cité par Mahgoub Bey Sabet. Traduction de l'arabe.

grégorien que les Nubiens ignoraient et détruisit leur église avec un rocher, ce qui les étonna si fort, que leur roi, qui se nommait Daclidoros, demanda la paix et vint trouver Abdallah, en montrant beaucoup de faiblesse et de soumission. Abdallah l'accueillit avec bienveillance, l'honora et traita avec lui, demandant trois cent soixante têtes d'esclaves par an et il lui promit des céréales, car le roi s'était plaint du manque de nourriture dans son pays. Il leur écrivit le pacte que voici :

« Ce pacte, de la part de l'émir Abdallah-ibn-Saad-ibn-Abi Sarh au Grand de Nubie et à tous les habitants de son royaume, affirme, au profit de tous les habitants de Nubie, de la terre d'Assouan à la terre Eloua, que lui, Abdallah-ibn-Saad, leur a donné l'aman et la paix entre eux et les Musulmans de la Haute-Egypte, les autres Musulmans et leurs protégés ; que vous, habitants de Nubie, êtes sous la protection de Dieu et sous la protection de Mahomet son prophète. Prenons l'engagement de ne pas vous faire la guerre, ni chercher à vous créer des difficultés, tant que vous respecterez les conditions fixées entre vous et nous, et que voici :

« Ne pas entrer dans notre pays, ni le traverser que pour y séjourner ;

« Protéger les Musulmans qui entrent dans votre pays jusqu'à ce qu'ils vous quittent ;

« Ramener les esclaves des Musulmans qui s'échappent jusqu'aux terres de l'Islam, sans que vous les preniez ;

« Veiller à la mosquée que les Musulmans ont bâtie dans votre ville et n'empêcher personne d'y prier ; à vous aussi de la balayer, de l'éclairer et de la respecter ;

« Vous devez fournir chaque année trois cent soixante têtes, que vous devez livrer à l'Imam des Musulmans (le calife), parmi les esclaves de votre pays, en âge moyen, sains, mâles et femelles, ne se composant ni de vieillards, ni d'enfants adolescents et dont le gouverneur d'Assouan prendra livraison.

« Le musulman ne payera pas de droit d'entrée, ni de transit dans votre pays et défense d'interdire son entrée dans l'espace limité par la terre d'Eloua et la terre d'Assouan.

« Donc, si vous prenez l'esclave du Musulman, si vous tuez un Musulman ou un protégé des Musulmans ; si vous faites des dommages à la mosquée que les Musulmans ont bâtie dans votre ville ; si vous refusez de livrer les trois cent soixante têtes d'esclaves, il sera dit que la paix n'existera plus entre nous, ni l'Aman, et nous redeviendrons comme nous étions, jusqu'à ce que Dieu juge entre vous et nous et Il est le meilleur des juges.

« Prenons l'engagement de respecter ce pacte sur la foi en Dieu et Mahomet son prophète et avons l'assurance que vous le respecterez sur la foi que vous avez en la religion du Christ et de ses Apôtres et tous ceux que vous honorez en votre religion.

« Que Dieu soit témoin de ceci entre vous et nous.

« Ecrit pendant le mois de Ramadan de l'an 31. »

Les Nubiens payèrent ce tribut ou « *bokt* » pendant près de six siècles. Mais sous le Califat d'Omar-ibn-Abdel-Aziz, Calife Omniade de Damas, l'émir d'Egypte se livra à des vexations et à des brutalités envers le patriarche Copte d'Egypte. Il l'emprisonna, notamment et détruisit plusieurs reliques saintes. Les coptes, les chrétiens d'Egypte, se soulevèrent. Les Nubiens à cette nouvelle furent émus en apprenant qu'on avait maltraité leurs coreligionnaires d'Egypte, car ils étaient chrétiens depuis l'évangélisation de l'Egypte. Leur roi Tyrax partit à la tête d'une armée de cent mille hommes pour attaquer l'Egypte et ne s'arrêta qu'à la demande du patriarche lui-même, que l'émir venait de relâcher. Un autre traité fut alors conclu entre le roi de Nubie et Ibn-el-Higab.

Sous le règne des Ommoniades et des Abassides, les habitants d'Assouan acquirent plusieurs terres de Nubie, moyennant achat. Mais sous le règne du Calife El Mâ-

moun, le roi de Nubie protesta et demanda au Calife de faire cesser les incursions des habitants d'Assouan sur le territoire de la Nubie. Le Calife le renvoya au gouverneur, qui valida après accord l'achat intervenu. Ce qui eut pour conséquence l'agrandissement de la province d'Assouan au détriment de la Nubie.

Mais si les habitants d'Assouan faisaient quelquefois des incursions sur le territoire de la Nubie, les Nubiens profitaient chaque fois de la circonstance pour attaquer l'Égypte. Las de leurs attaques, Abdallah-ibn El Gahm, en 831 de l'ère chrétienne, à la tête d'une forte armée, attaqua la Nubie, battit son roi Canoun et lui imposa un nouveau traité. Ce traité stipulait que les Nubiens paieraient un tribut annuel de cent chameaux et de trois cents dinars. En plus, ils cédaient en toute propriété au Calife la région comprise entre Assouan et Dahlak (près de Massaouah). Traité qu'ils respectèrent d'ailleurs, pendant un certain temps, avant de revenir à leurs attaques.

En 833, la Nubie montrant un certain retard à payer le « *bokt* », le tribut, l'Égypte, en signe de représailles, coupa les vivres qu'elle avait coutume d'envoyer au roi de Nubie, depuis le traité d'Abdallah-ibn Saad. Son roi, Zacharie Bahnas, sur le conseil de son fils Firki, refusa alors catégoriquement de payer le « *bokt* » et se prépara à combattre son suzerain le Calife El Môtassem (833-842). Mais par prudence, il crut sage de négocier directement avec le Calife et d'obtenir de son bon vouloir, ce qu'il ne pouvait obtenir par la force du gouverneur de l'Égypte. A cet effet, il envoya son fils Firki à Bagdad qui eut gain de cause auprès du Calife. Celui-ci le ren-

voya avec de riches présents et lui fit une concession en ce qui concerne le « *bokt* » qui ne devait plus être payé que tous les trois ans.

Cet avantage n'empêcha pas les Nubiens d'attaquer l'Egypte en 854, de dénoncer leurs engagements et de piller les villes d'Esna et d'Edfou en Haute-Egypte. Le gouverneur d'Egypte cria son alarme au Calife à Bagdad, qui envoya une grande armée qui opéra à la fois par Assouan et par la Mer Rouge à El Kosseir. Mohamed ibn El Kimi qui était à la tête de l'armée, s'avança jusqu'à Dongola et réduisit le roi de Nubie, une fois de plus, à demander la paix. Cette paix renouvela les traités antérieurs.

Malgré tout, la situation resta trouble jusqu'à l'avènement de la dynastie des Akhchidites en Egypte. Il semble que sous cette dynastie, la situation ne fut point troublée entre l'Egypte et le Soudan. En effet, cette dynastie compte parmi elle, un roi qui se nommait Kafour, qui était un noir, et qui fut célébré et méprisé tour à tour par le grand poète arabe El Motanabi. Sous son règne l'Egypte avait soumis une bonne partie de la Nubie, et sa suzeraineté devait s'étendre sur tout le reste du territoire du Soudan, du moins nominalemeut. El Motanabi dit en effet à la louange de Kafour :

Il commande de l'Egypte à Aden,

A l'Arabie, et de la terre des Noirs à la Nubie (1)..

Cependant, cette suzeraineté nominale, qui était ébranlée, comme nous l'avons vu, de temps en temps, ne pouvait se transformer en annexion, à cause de la reli-

(1) Cité par le Dr Mahgoub Bey Sabet.

gion. La Nubie était demeurée chrétienne et l’Egypte ne l’était plus. Les Nubiens en défendant leur pays contre les Arabes, défendaient leur religion et se battaient non contre l’Egypte, mais contre l’Islamisme. Ils ne voulaient point de la domination arabe mais ils ne répugnaient pas à l’assimilation avec l’Egypte qu’ils avaient toujours considérée comme ne formant avec eux qu’un même territoire. Cette résistance à l’Islam allait bientôt fléchir, contrairement à ce qui devait se passer en Abyssinie.

En 969, Gohar El Sakilli (le Sicilien) envoya au roi de Nubie, Guirguès, une mission pour réclamer le paiement du tribut et lui demander de se convertir à l’islamisme. Le roi, reçu avec honneur la mission, paya le tribut, mais refusa de se convertir.

La lutte allait prendre du côté des Arabes un caractère religieux. Jusque-là, ils s’étaient défendus contre les attaques de leurs adversaires. Maintenant ils allaient les attaquer pour les convertir, persuadés que les Nubiens devenant musulmans, n’oseraient plus attaquer l’Egypte et obtiendront ainsi la soumission de tout le pays et son annexion par sa conversion. Cette soumission devait aboutir en 1275, sous le règne du Sultan d’Egypte El Zaher Bibars.

Mais elle commença dès le règne même de Salah-El-din, plus connu pendant les croisades sous le nom de Saladin.

En 1173, l’émir Fakhr Eldin, frère de Saladin, se porta en Nubie à la tête d’une armée pour réclamer le tribut, que les Nubiens avaient mis une certaine lenteur à payer. Son but était aussi de rechercher un refuge

sûr pour Saladin qui était en guerre avec le Sultan de Damas Nour Eldin, pour le cas où ce dernier qui avait investi l’Egypte, arriverait à vaincre Saladin et l’obligerait à fuir. L’émir Fakhr Eldin attaqua la Nubie par la Mer Rouge et s’avança jusqu’à Iprim qu’il assiégea. La ville se rendit. Il fit prisonniers tous les habitants, y compris l’archevêque et enleva la croix de l’Eglise qui fut convertie en mosquée. Il se retira ensuite en laissant une garnison (1).

Mais Saladin qui avait réprimé une révolte en 1174 (le gouverneur d’Assouan s’était révolté contre lui), fit de nouveau la paix avec la Nubie et jusqu’à sa mort en 1193, entretint de bonnes relations avec elle.

Cependant la Nubie s’affaiblissait de jour en jour. Les tribus arabes d’Assouan, ayant droit de s’y installer d’après les traités antérieurs, pénétraient toujours plus nombreuses et gagnaient le pays à l’islamisme. Le pouvoir royal lui-même chancelait par suite de querelles intestines, qui fournirent l’occasion au Sultan d’Egypte Zaher Bibars d’intervenir en 1275 et d’annexer le pays.

En effet, le roi de Nubie David, avait, en 1274, refusé de payer le tribut. Il avait, en outre fait incursion sur le territoire nubien cédé à l’Egypte, détruit les récoltes et emprisonné bon nombre de musulmans.

Entre temps, était arrivé au Caire, Shakanda, neveu du roi David, demandant au Sultan d’Egypte secours et protection contre son oncle qui l’avait maltraité. Le Sultan Zaher Bibars, apprenant les méfaits de David et sa razzia, voulut se venger de lui et envoya avec Sha-

(1) BEDG, cité par le Dr Mahgoub Sabet, *Egyptian Sudan*, p. 193.

kanda une grande armée à la tête de laquelle se trouvaient deux émirs. Ils se rencontrèrent et se mesurèrent avec l'armée de David sur le territoire de la Nubie. L'armée de David fut mise en déroute et son général prêta serment de fidélité à Shakanda. S'avançant à la fois par terre et par le Nil ils prirent toutes les villes et forteresses de Nubie et bloquèrent finalement David et son frère dans une petite forteresse. Quand elle fut prise. David était parvenu à s'échapper ; mais son frère fut fait prisonnier. Les deux émirs proclamèrent Shakanda roi de Nubie ; celui-ci s'engagea à payer un fort tribut. De plus, presque le quart de la Nubie fut annexé à l'Egypte et Shakanda dut en outre payer un dinar en or, par chaque habitant, pour pouvoir rester chrétien. Les deux émirs rasèrent toutes les églises de Nubie et emportèrent les richesses qui y étaient accumulées (1).

De ce fait, les chrétiens devinrent une faible minorité ; payant l'impôt, ils préférèrent ne plus l'être pour ne rien payer. L'ancien royaume si redoutable des Yagas était démembré. La dynastie elle-même ne tarda pas à disparaître. Et à la fin du treizième siècle, toute la Nubie et le reste du Soudan jusqu'à la frontière de l'Abyssinie, qui elle résista jusqu'au bout à l'Islam, étaient annexés à l'Egypte.

(1) *El Makrizi*, p. 202. Cité par le D^r Mahgoub Sabet.

CHAPITRE V

Conclusions

La conclusion que l'on doit tirer de ce que nous venons de voir est la suivante : le Soudan au point de vue ethnographique, historique et géographique doit être considéré comme le prolongement de l'Égypte.

Lord Milner dans son rapport sur la commission d'enquête sur les troubles d'Égypte en 1920, n'est pas de cet avis. Il dit notamment l'impossibilité qu'il y a « à solutionner la question du Soudan d'après les principes, sur lesquels on veut résoudre la question égyptienne ». Et lord Milner explique « que la grande majorité des habitants d'Égypte forme un tout homogène dans son ensemble ; tandis que le Soudan est divisé en arabes et noirs. Et dans ces deux grandes divisions qui ne sont point homogènes, il existe des tribus qui diffèrent les unes des autres à tous les points de vue et qui sont hostiles les unes aux autres le plus souvent. Les arabes du Soudan parlent la même langue que ceux d'Égypte et se rapprochent par la religion de l'Islam, qui d'ailleurs se propage bien vite même entre les habitants qui ne sont pas de race arabe. Ceci atténue en partie les divergences qui séparent les habitants des deux pays, mais les renforce sur un certain point, en ce qui concerne le souve-

nir du gouvernement des Egyptiens, qui fut dur et tyrannique. Quant aux liens politiques qui ont rattaché l’Egypte au Soudan, dans le passé, et à certaines époques déterminées, ils ont toujours été factices, car l’Egypte n’a jamais soumis effectivement le Soudan et ne l’a jamais assimilé à elle par une incorporation parfaite à tous les points de vue » (1).

Cette insinuation de lord Milner ne résiste pas à l’examen des faits. S’il prétend démontrer au point de vue ethnographique, que le Soudan et l’Egypte diffèrent par la race, ce qui n’est pas précisément l’opinion des savants qui ont recherché l’origine des anciens égyptiens, il ne peut nier que effectivement le Soudan a été soumis et rattaché à l’Egypte sous Mehemet-Ali et Ismaïl. Il ne peut nier non plus que ces territoires ont été reconnus par l’Europe, comme faisant partie de l’Egypte et des possessions de la Sublime-Porte en Afrique. Il ne peut nier enfin, que la convention du 19 janvier 1899, qui reconnaît à l’Angleterre des droits spéciaux sur le Soudan, va à l’encontre de toutes les règles du droit. Si l’Egypte n’a aucun droit sur le Soudan, ni au point de vue ethnographique, ni historique, ni géographique, il serait bien intéressant de nous démontrer les droits de l’Angleterre reposant sur cette pauvre convention, se basant uniquement sur leur théorie de la conquête. Ceci est inadmissible.

Le docteur Mahgoub bey Sabet, qui nous a fourni tous les éléments de notre partie sur les liens historiques qui ont rattaché l’Egypte au Soudan, a fait une intéressante

(1) Cité par le D^r Mahgoub Bey Sabet.

étude sur le Soudan, parue en 1920, 1921 et 1922, dans le journal *Ahram*, en une série d'articles, qui démontre au contraire que des liens ethnographiques rattachent l'Egypte au Soudan.

Il est d'abord incontestable que la majorité des habitants du Soudan est de race arabe. D'après lui, les habitants d'Egypte, ou du moins les anciens égyptiens sont de race arabe ou sémitique qui ont émigré jadis de l'Arabie vers l'Ethiopie et la Vallée du Nil en traversant la terre de « *Ponte* ». Cette terre amena jadis des controverses entre les savants qui cherchaient à la situer tantôt en Asie, tantôt en Afrique.

D'après Maspéro et Edouard Naville, la terre de « *Ponte* » se trouve en Afrique à une grande distance du sud-est de l'Egypte, sur la rive ouest de la Mer Rouge, de sorte que les conquérants arabes du ^{vii}^e siècle et les habitants d'Egypte ne faisaient qu'un. Et cette émigration des anciens égyptiens venus d'Asie, a dû se faire à travers l'Ethiopie et le Soudan, avant de s'installer définitivement en Egypte. Telle est l'opinion de certains savants qui trouvent des ressemblances frappantes entre la civilisation égyptienne et l'ancienne civilisation de l'Ethiopie.

De plus, d'après le docteur Mahgoub bey Sabet, les tribus égyptiennes arabes ont encore à l'heure actuelle des liens de parenté avec celles du Soudan. Et il cite des exemples fort typiques. Il insiste en outre sur les ressemblances frappantes qui existent entre les Anciens Egyptiens et les Ethiopiens en ce qui concerne les animaux qu'ils adoraient comme symboles de leurs divinités, notamment l'ibis, le serpent, la pintade, et qui or-

naient les couronnes des Pharaons. Ce qui a amené certains savants à se demander si la civilisation égyptienne a été empruntée à l'Ethiopie ou si l'Ethiopie a copié les Anciens Egyptiens. En tout cas, il est évident que ce contact entre l'Ethiopie et l'Egypte ancienne, qui est incontestable, n'a pu se faire qu'à travers le Soudan.

Lord Milner semble ignorer aussi, ou du moins atténuer la valeur des liens historiques qui ont rattaché l'Egypte au Soudan. Le témoignage de l'historien latin Pline, cité par le docteur Bedg dans son livre « *Egyptian Sudan* » page 193, est significatif à ce sujet. Pline rapporte que le Soudan était florissant à l'époque des Pharaons et « *n'était qu'une province égyptienne* ».

Tous les historiens s'accordent aussi pour dire que les Ptolémées ont eu des relations avec le Soudan. Et les Césars ont essayé, eux aussi, de conquérir le Soudan et ont été aux prises fort longtemps avec les tribus des « Yagas ». Ce qui fait dire d'ailleurs au docteur Bedg : « que le Soudan a été considéré dès l'aube de l'Histoire Egyptienne, comme le *prolongement* de l'Egypte ».

Et à propos de cette domination effective que nie lord Milner, il est incontestable qu'elle a été accomplie en 1275, par le Sultan d'Egypte El Zaher Bibars. Après la conquête turque par le Sultan Sélim, l'Egypte tomba dans l'anarchie et les liens qui la rattachaient au Soudan se sont relâchés. Mais au dix-neuvième siècle, quand Mehemet-Ali a abattu l'anarchie féodale des Mameluks, il a entrepris de soumettre le Soudan et a conquis effectivement la Nubie et le Kordofan en 1818 et 1820. Mehemet-Ali qui ignorait certainement l'histoire des Pharaons, des Ptolémées et des Césars, a pourtant suivi leur

chemin, guidé par l'instinct et l'affinité qui relie les deux contrées et qui a fait que de tout temps le Soudan a été considéré comme le prolongement de l'Égypte.

Son petit-fils Ismaïl, après la découverte des sources du Nil, a poussé plus loin encore ses conquêtes, pour s'assurer le cours du fleuve en entier.

Il est faux de dire que le Soudan se rappelle la domination égyptienne comme un fâcheux souvenir. Le Soudan, à l'heure actuelle, ne demande que le retour à l'Égypte. Le gouvernement égyptien est celui qui lui convient le mieux, à cause des affinités de langue et de religion qui existent malgré tout entre l'Égypte et le Soudan.

Le mouvement du Mahdi en 1883, n'était pas un mouvement politique, mais un mouvement de fanatisme religieux (1). Le Mahdi s'était déclaré prophète et voulait imposer sa nouvelle religion par les armes. La révolte d'Arabi pacha et sa défaite ont contribué beaucoup à son soulèvement. Ce n'était pas une riposte et une conséquence fatale de la manière dont les Égyptiens gouvernaient le Soudan. La présence des anglais en Égypte a contribué beaucoup aussi à exciter le fanatisme religieux des Derviches.

Telle n'est pas aujourd'hui l'opinion des Anglais qui prétendent que le gouvernement des Égyptiens était tyrannique et brutal vis-à-vis du Soudan. Ces allégations ne sont que mensongères et ne sont soutenues au Soudan que par quelques tribus arabes qui se sont enrichies grâce à la protection et à l'aide des Anglais. Et le cas

(1) Voir Pensa, *L'Égypte et le Soudan Égyptien*, p. 245 et suiv.

existe en Egypte même, où certaines personnes aujourd'hui encore célèbrent les bienfaits que l'occupation anglaise en Egypte leur a valus. Pour ce cas comme pour l'autre, il s'agit d'intérêt d'abord.

Mais il n'est pas douteux que depuis 1899, les Anglais travaillent au Soudan à montrer les Egyptiens comme des tyrans, dont le gouvernement est intolérable, parce que barbare et injuste, en un mot à dénaturer le gouvernement de l'Egypte pour empêcher le retour du Soudan.

C'est ainsi que les faits suivants se répétaient chaque jour autrefois. Un fonctionnaire supérieur anglais ordonnait verbalement à un fonctionnaire subalterne égyptien d'emprisonner un tel qui n'avait pas payé l'impôt par exemple, pour lui faire subir une contrainte par corps. Le fonctionnaire égyptien exécutait son ordre. Mais le soir même le fonctionnaire supérieur anglais allait voir le prisonnier dans sa prison et ordonnait son élargissement, non sans lui avoir dit qu'il n'avait jamais donné un tel ordre et qu'au contraire il payerait l'impôt quand il le pourrait. L'individu, qui était souvent un chef de tribu ou un notable, sortait de prison en rendant grâce à la justice des Anglais et en maudissant la tyrannie des Egyptiens.

Dans l'armée, pareil fait se passait tous les jours. On a vu des soldats soudanais condamnés par des conseils de guerre égyptiens pour indiscipline ou autres motifs plausibles, se voir grâciés totalement par le gouverneur général qui est toujours Anglais.

Ces faits ne sont pas fantaisistes ; ils sont rapportés

par tous ceux qui ont été au Soudan et qui les ont constatés.

Pour essayer de détacher encore la population soudanaise de l’Egypte, les Anglais ont fondé à Khartoum un collège pour élever l’élite de la population dans l’amour de l’Angleterre ; ils l’ont baptisé Collège Gordon, bien faible hommage à celui qui a été, nous le verrons, si bien sacrifié. Cela n’empêche pas les Soudanais de venir nombreux en Egypte, surtout à l’Azhar.

Malgré tout, le Soudan reste fermement attaché à l’Egypte. En 1919, le mouvement nationaliste égyptien a eu sa répercussion au Soudan. En 1924, sous le gouvernement de Zaghloul pacha, des manifestations se sont déroulées à Khartoum en faveur de l’Egypte. Des manifestants ont été condamnés pour avoir crié : « Vive Fouad 1^{er}, roi d’Egypte et du Soudan ».

En conclusion, trop de liens rattachent l’Egypte au Soudan, pour que celui-ci ne préfère point son retour à l’Egypte. D’autant plus que les Soudanais savent qu’en retournant à l’Egypte, l’Egypte entend les associer effectivement à elle, et les incorporer sans aucune distinction de couleur, à leur gouvernement commun, dans un but de civilisation et de progrès.

DEUXIÈME PARTIE

Le Statut du Soudan au point de vue du Droit International

Pour bien comprendre la situation juridique du Soudan Egyptien, il faut remonter jusqu'à la période de l'avènement de Mehemet-Ali en Egypte.

Mehemet-Ali, en effet, a créé au dix-neuvième siècle, une nouvelle Egypte, une Egypte qui pendant tout le siècle n'a cessé de revenir sur le tapis, devant le concert européen, qui semblait l'ignorer avant lui. Et c'est ce concert européen qui a fixé le Statut de l'Egypte à Londres en 1840, à la grande colère de la France (1).

Rappelons en quelques mots les origines du traité de Londres du 15 juillet 1840. Ces origines se trouvent à la base du conflit Turco-Egyptien qui éclata en 1830, immédiatement après la crise de l'insurrection Grecque.

Le Sultan Mahmoud avait fait appel à Mehemet-Ali dans sa lutte contre les Grecs. Il en coûta au Pacha d'Egypte en trois ans, 30.000 hommes, sa flotte détruite à Navarin et 20 millions. Mehemet-Ali pensa que de pareils sacrifices méritaient récompense : il demanda l'hérédité pour son pachalik d'Egypte et le gouvernement de la Syrie.

(1) M. Thiers et le gouvernement de Louis-Philippe cherchaient à assurer de grands avantages à Mehemet-Ali. Par contre, l'Angleterre s'opposait.

Le Sultan repoussa les deux demandes et Mehemet-Ali prenant pour prétexte une affaire de contrebande favorisée par son voisin le Pacha de Saint-Jean-d'Acre, jeta ses armées, en octobre 1831 sur la Syrie, 50.000 hommes et son fils Ibrahim. Celui-ci enleva Saint-Jean-d'Acre (27 mai 1832) et Damas (14 juin 1832), puis le Sultan se refusant toujours aux concessions et considérant Mehemet-Ali comme un sujet rebelle, Ibrahim franchit le Taurus, passa en Asie-Mineure et infligea à Koniah (21 décembre 1832) une telle défaite aux Turcs qu'il put pousser ses avant-gardes jusqu'à Brousse et jusqu'à la mer de Marmara.

Mais la victoire d'Ibrahim devait émouvoir l'Europe entière. En effet, le Sultan affolé, voyant déjà les Egyptiens à Constantinople, demanda l'aide du Tsar. Nicolas 1^{er} envoya une escadre et 15.000 hommes qui occupèrent les rives du Bosphore. Cette occupation alarma au plus haut point l'Angleterre, la France et l'Autriche qui craignirent que ce ne fût le premier acte de l'établissement du Protectorat russe à Constantinople. Aussi pressèrent-elles le Sultan de désarmer Mehemet-Ali par des concessions. Le Sultan céda et par le traité de Koutaieh (5 mai 1833) il accorda à Mehemet-Ali le gouvernement de la Syrie et du district d'Adana.

Mehemet-Ali se trouvait ainsi à la tête d'un empire qui réunissait l'Egypte, la Nubie, le Haut-Nil (1818-1820), l'Hedjaz (1811-1818) et la Syrie, véritable empire plus redoutable que l'Empire turc.

La signature de la paix obligea le Tsar Nicolas à rap-peler ses troupes. Mais son intervention lui rapporta tout le profit qu'il en attendait : il signa à Unkiar-Ske-

lessi (8 juillet 1833) un traité d'alliance, dans lequel il promettait au Sultan toutes les troupes nécessaires à sa défense. Le Sultan s'engageait de son côté à fermer la Mer Noire à tous vaisseaux de guerre autres que les vaisseaux russes et se transformait ainsi en une sorte de protégé russe. Cette alliance fut un des faits essentiels de la question d'Orient, car elle détermina la politique ultérieure des grandes puissances à l'égard de la Turquie, à savoir empêcher le Tsar de remplir son rôle de protecteur, en mettant à leur tour la Turquie sous leur propre sauvegarde. Ceci explique l'intervention de 1840, dans le second conflit Turco-Egyptien.

En effet, cinq ans plus tard, Mahmoud tenta de reprendre la Syrie. Mais dès son entrée en campagne, bien que réorganisée à l'européenne, l'armée turque forte de 100.000 hommes, fut en deux heures détruite à Nezib, sous les yeux de son principal instructeur, le futur maréchal de Moltke. Le vainqueur, Ibrahim, ramassa 12.000 prisonniers, 25.000 fusils, et plus de 160 canons (24 juin 1839). Quand la nouvelle du désastre parvint à Constantinople, Mahmoud venait de mourir (1^{er} juillet), laissant pour héritier un enfant de seize ans, Abdul-Medjid. Le capitán-pacha, l'amiral de la flotte ottomane, conduisit ses vaisseaux à Alexandrie et les livra à Mehemet-Ali. L'empire Turc semblait sur le point de tomber au pouvoir du pacha d'Egypte.

Redoutant qu'en vertu du traité d'Unkiar-Skelessi la Russie n'occupât Constantinople, l'Angleterre et l'Autriche proposèrent en hâte une intervention collective des puissances et le règlement par ces puissances du conflit turco-égyptien. La France, la Russie et la Prusse ac-

ceptèrent. Mais la France très favorable à Mehemet-Ali, cherchait à lui assurer de larges avantages. Par contre l'Angleterre était hostile au pacha, parce qu'elle ne voulait pas laisser former à mi-chemin de l'Inde un empire puissant où dominerait l'influence française. En fin de compte l'Angleterre l'emporta. Palmerston détermina le Tsar, mal disposé pour Louis-Philippe, et avec lui les gouvernements d'Autriche et de Prusse, à régler par le traité de Londres, à l'insu du gouvernement français, le conflit turco-égyptien.

Le traité de Londres du 15 juillet 1840, sanctionne l'indépendance de fait de l'Egypte vis-à-vis de la Turquie. Il confie à Mehemet-Ali, le gouvernement de l'Egypte à titre héréditaire et le gouvernement de Saint-Jean-d'Acre et le sud de la Syrie, à titre viager. Seulement l'acte séparé annexé à la convention, stipulait les conditions suivantes :

« Si dans le délai de dix jours, fixé ci-dessus, Mehemet-Ali n'accepte pas le susdit arrangement, le Sultan retirera alors son offre d'administration viagère du pachalik d'Acre, mais Sa Hautesse, consentira encore à accorder à Mehemet-Ali pour lui et ses descendants en ligne directe, l'administration du Pachalik d'Egypte, pourvu que cette offre soit acceptée dans l'espace des dix jours suivants, etc... » art. 2.

Mehemet-Ali, repoussa d'abord ces conditions, et en vertu de l'acte séparé, les puissances décidèrent de ne plus lui laisser que l'Egypte. Sous la menace du bombardement d'Alexandrie, il se soumit.

La situation internationale de l'Egypte venait ainsi d'être définie par le traité de Londres. Celle du Soudan

allait bientôt être définie, par le Firman du 13 février 1841, qui sanctionne le susdit traité. Ce Firman est le premier acte juridique qui reconnaît à l’Egypte la possession du Soudan. Voici le texte traduit :

Constantinople, 21 zilhidje 1256.

(13 février 1841).

A mon vizir Mehemet-Ali pacha, gouverneur d’Egypte, à qui je confie à présent l’administration des provinces de Nubie, Darfour, Khordofan et Sennâar.

Ainsi qu’il a été dit dans une autre ordonnance impériale, j’ai jugé à propos de te réintégrer dans le gouvernement de l’Egypte comprise dans ses limites connues et d’y ajouter l’hérédité sous certaines conditions. De plus, j’ai pris la gracieuse résolution de t’accorder, sans l’hérédité, le gouvernement de Nubie, Darfour, Khordofan et Sennâar, avec toutes leurs annexes situées hors des limites de l’Egypte, et j’ai rendu à ce sujet une ordonnance impériale.

« Tu t’appliqueras donc, par suite de ton habileté et de ta sagesse, à administrer et à faire prospérer ces pays, conformément à mes instructions pleines de justice, et à assurer le repos et le bien-être de leurs habitants. Tu soumettras aussi à Ma Sublime-Porte une liste exacte des revenus annuels desdites provinces.

Les incursions que les troupes ont coutume de faire, de temps en temps, dans les villages des pays ci-dessus nommés, et par suite desquelles les individus jeunes et vigoureux des deux sexes sont faits captifs et restent entre les mains des soldats, en paiement de leur solde, entraînent nécessairement la ruine et le dépeuplement de ces contrées et sont contraires à Notre sainte loi et aux maximes de la justice.

Comme donc cet usage, ainsi que celui de réduire quelques-uns desdits captifs à la condition d’ennuques est, sous tous les rapports, opposé à Ma Volonté Impériale, et qu’en général de

pareils actes de cruauté répugnent aux principes de justice et d'humanité que j'ai hautement proclamés dès Mon avènement au trône, tu aviseras avec la plus grande sollicitude aux moyens de les défendre sévèrement et de les abolir d'une manière définitive, etc...

Le Hatti-Chérif de la même date règle les rapports de la Sublime-Porte avec l'Egypte.

L'analyse du Firman du 13 février 1841, fait ressortir les deux grands traits suivants :

1° Le Sultan accorde à Mehemet-Ali le gouvernement de la province de Nubie, du Darfour, du Khordofan et de Senâar. Ces trois dernières constituent ce qu'on appelle le Haut-Nil.

2° Le Sultan demande à Mehemet-Ali de combattre la traite des noirs.

Le premier trait, quoique essentiel pour nous au point de vue juridique, pour prouver la possession du Soudan par l'Egypte, est pourtant atténué dans son fondement. En effet, le Sultan accorde ces provinces à Mehemet-Ali à titre viager et non à titre héréditaire comme l'Egypte elle-même. Et la question se pose de savoir si ces provinces forment un tout distinct de l'Egypte, rattachées à elle par une sorte d'union personnelle.

La réponse à cette question est négative. D'abord, quoique l'Egypte ait été donnée à Mehemet-Ali à titre héréditaire, ses successeurs ont toujours reçu du Sultan, à leur avènement, un Firman qui leur donnait l'investiture légale. Ce Firman était presque toujours la reproduction des Firmans antérieurs. Il mentionnait les limites d'Egypte et ses dépendances, c'est-à-dire les pro-

vinces qui constituent le Soudan et réglait les rapports de l'Égypte et de la Porte.

Deuxièmement, l'octroi du gouvernement de ces provinces à Mehemet-Ali, même à titre viager, n'était que la sanction d'un fait accompli. Et il aurait été impossible au Sultan d'en confier le gouvernement à un autre.

D'ailleurs cette atténuation des droits de l'Égypte sur le Soudan disparaît totalement et définitivement par le Firman du 8 juin 1873 adressé au Khédive Ismaïl, qui modifie l'ordre d'accession au trône, en établissant le mode de succession par ordre de primogéniture. Nous extrayons le passage suivant :

« J'ai voulu établir et J'établis comme loi de succession que le Khédiviat d'Égypte et ses dépendances, ainsi que les caïmakamies de Souakim et de Massaouah avec leurs dépendances (1), passeront comme il a été dit plus haut, à ton fils et après lui, conformément à la loi de primogéniture, aux fils aînés de ceux qui seront Khédives ».

Nous trouvons de même dans le Firman du 7 août 1879, adressé au Khédive Tewfik, le passage suivant :

« Nous te confions le Khédiviat d'Égypte tel qu'il se trouve formé par ses anciennes limites et en comprenant les territoires qui y sont annexés ».

Ainsi, à la veille de l'occupation anglaise, le Soudan, au point de vue juridique, forme un territoire annexé à l'Égypte. Au regard du droit international, il ne forme ni une terre vacante, ni une dépendance directe du Sul-

(1) Les dépendances de Massaouah sont l'Erythrée et la côte des Somalis.

tan. Il forme avec l'Egypte, un tout indivisible, vassal de la Turquie. Aussi, à la conférence de Berlin de 1884, pour le partage de l'Afrique, il a été expressément convenu que « les stipulations de l'acte international ne sont pas applicables aux possessions de la Sublime-Porte en Afrique, aucune occupation de ces possessions ne pouvant être admise ».

Le droit de l'Egypte sur le Soudan ainsi défini, nous allons essayer de voir si l'occupation anglaise de 1882 et surtout la convention du 19 janvier 1899 ont modifié ce droit. Nous examinerons aussi la situation juridique du Soudan, après le protectorat de 1914 et la déclaration du 28 février 1922. Ce sera l'objet de la deuxième partie de cette thèse.

CHAPITRE PREMIER

Les origines de la Convention du 19 janvier 1899

Nous avons vu au début de cet ouvrage (1), comment le Soudan a joué un rôle primordial, pour retarder l'évacuation de l'Égypte, promise par Gladstone en 1884 et la transformer en un véritable établissement de fait. Le résultat ainsi obtenu est dû en majeure partie à la signature d'une convention intervenue le 19 janvier 1899, entre le gouvernement khédivial, et l'agent britannique au Caire, par laquelle ledit gouvernement reconnaît à la Grande-Bretagne la possession de la moitié du Soudan et s'associe avec elle dans son administration, désormais placée sous le condominium des deux gouvernements respectifs.

Avant d'aborder cette convention dans ses détails, recherchons ses origines.

Ses origines, comme nous l'avons dit, se trouvent à la base de l'occupation de l'Égypte par les Anglais, après la défaite de Tel-el-Kébir.

Le 16 septembre, en effet, l'ambassadeur anglais, Lord Dufferin, informait la Porte, que l'armée d'Arabi

(1) Voir p. 1 à 15. Introduction.

pacha, avait été dispersée à Tel-El-Kébir et que depuis le 13, son gouvernement se disposait à rappeler une partie des troupes britanniques. Le Sultan répondit en félicitant l'Angleterre, de ce qu'elle avait fait en Egypte, en écrasant les officiers rebelles à l'autorité du Khédive et à la sienne, pour assurer le respect du traité de 1841 et des Firmans qui consacrent les droits de l'empire Ottoman et la pria « de vouloir bien lui faire savoir à quelle époque devrait s'effectuer l'évacuation des troupes anglaises dont lord Dufferin lui avait annoncé en partie le renvoi ».

Les Anglais rappelèrent en fait une partie de leurs troupes ; mais pour ce qui est de l'évacuation complète, lord Dufferin informa le Sultan, qu'elle ne pourrait avoir lieu que lorsque « le Khédive serait en mesure de déclarer l'ordre entièrement rétabli » parce que ajoutait-il, « le licenciement de l'armée égyptienne imposait au gouvernement de Sa Majesté britannique le devoir et l'obligation de prolonger l'occupation par ses troupes ».

Cependant, le 19 octobre 1882, le Sultan revenant à la charge, de nouveau proposa d'ouvrir des négociations pour régler la question de l'évacuation complète. Mais le Sultan, s'il avait encore des illusions là-dessus, allait bientôt les voir s'évanouir. L'opinion anglaise montrait des vellétés d'occupation définitive et elle ne reculait que devant les engagements antérieurs.

Voici, en effet, ce qu'écrivit l'ambassadeur français Tissot, de Londres au Ministre des Affaires Etrangères à la date du 1^{er} novembre 1882 :

« Le parti qui est au pouvoir proteste, et sincèrement, nous voulons bien le croire, contre cette résolution radi-

cale. Elle ne s'impose pas moins par la force des choses dans la pensée du parti conservateur et dans la conviction des hommes politiques de l'Angleterre qui sont le plus au courant des affaires égyptiennes. C'est l'opinion qu'émettait ces jours-ci M. Rivers Wilson. *L'annexion lui paraît chose fatale*. Elle peut être ajournée par les whigs : elle se fera par les mains de leurs adversaires le jour où ces derniers arriveront au pouvoir ».

Gladstone pourtant, déclara le 14 novembre à la Chambre des Communes que le corps expéditionnaire avait été réduit de beaucoup et que l'occupation n'était que provisoire. Aussitôt, presque toute la presse anglaise protesta contre cette parole et le *Times* en particulier semblait dire que ce n'était pas encore le moment de l'annexion et que par le cours des événements, cette occupation provisoire, deviendrait définitive.

L'opinion publique toute puissante ne tarda pas à influer sur le Foreign Office lui-même, qui entra dans la voie où le poussaient ses désirs secrets. Lord Granville, en effet, dans une note adressée le 30 décembre 1882 au gouvernement français, proposa à la France, le remplacement du contrôle franco-anglais (1) des finances égyptiennes, par un contrôleur unique anglais. C'était l'affirmation de la situation prépondérante et exclusive de l'Angleterre en Egypte. Et lord Granville fit prévaloir qu'ayant eu seule la mission de rétablir l'ordre en Egypte et ayant consenti de lourds sacrifices, il était juste que la Grande-Bretagne eût une situation privilégiée à

(1) Voir Anatole LEROY-BAULIEU : « Le contrôle anglo-français en Egypte », *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1882.

l'encontre de toute autre puissance. Il obtint gain de cause.

Mais il n'en fut pas de même, quand il voulut toucher à la commission de la Dette Egyptienne, institution organisée et garantie par l'Europe. Il fut donc obligé de demander le 19 avril 1884, la réunion d'une conférence pour examiner la question. Jules Ferry, fort habilement, demanda que la conférence fût appelée à examiner d'autres questions connexes et il amena ainsi lord Granville à faire une grave déclaration au sujet de l'évacuation de l'Egypte :

« Le gouvernement de Sa Majesté, afin d'écarter toute espèce de doute à l'endroit de cette affaire, et en égard aux déclarations faites par la France, s'engage à retirer ses troupes *au commencement de l'année 1888*, à condition que les puissances seront alors d'avis que l'évacuation peut se faire sans compromettre la paix et l'ordre en Egypte ».

Gladstone, premier ministre, fait la même déclaration à la Chambre des Communes, le 23 juin 1884 :

« Nous prenons l'engagement de ne pas prolonger notre occupation militaire en Egypte au delà du 1^{er} janvier 1888, si les puissances déclarent alors que l'état du pays permet notre départ, sans risque pour l'ordre de l'Egypte ».

Quand on approcha du terme fixé, l'Angleterre proposa au Sultan, en 1887, la conclusion d'un traité, par lequel l'Angleterre se retirerait d'elle-même complètement, sous la réserve que la Grande-Bretagne serait autorisée par la Porte, à reprendre possession de l'Egypte, au cas où des désordres y surviendraient. La combinai-

son était ingénieuse : d'une part l'Europe n'aurait plus rien à réclamer ; d'autre part maîtresse de revenir au moindre désordre, dont elle seule jugerait la gravité, l'Angleterre s'implanterait de nouveau en Egypte du consentement du suzerain, écartant ainsi et les protestations du Sultan et celles des puissances. Le projet échoua grâce à l'intervention de la France et de la Russie auprès du Sultan, lui signifiant leur veto absolu. Et l'année 1888 passa sans que l'évacuation intervînt.

Que s'est-il donc passé pour que l'Angleterre manquât ainsi gravement à sa parole ?

Tout simplement, le Soudan avait été évacué par l'Egypte sous la pression de la Grande-Bretagne en 1885 et celle-ci ne cessa de signaler dès lors, que cet abandon était une menace perpétuelle pour la paix de l'Egypte (1).

La réserve qu'avait faite dans leur déclaration, lord Granville et Gladstone, entraînait en jeu. Les puissances ne pouvaient se mettre d'avis sur ce point que l'évacuation pouvait se faire sans compromettre la paix de l'Egypte, puisque l'abandon de la région du Haut-Nil créait une menace redoutable pour l'Egypte elle-même. Et le Soudan, devint ainsi jusqu'en 1899, un prétexte pour retarder l'évacuation si solennellement promise.

Pourquoi et comment l'Egypte a-t-elle abandonné le Soudan ? C'est ce que nous allons expliquer.

Au lendemain de l'occupation anglaise, un vaste mouvement insurrectionnel éclata au Soudan. A la tête de ce

(1) DESPAGNET, *R. D. I. P.*, année 1899. Tome VI, p. 169 et suivantes.

mouvement se trouvait un certain Mohamed Ahmed el Mahdi, qui transforma rapidement ce mouvement en une véritable guerre sainte (1). Le Mahdi, en effet, s'était déclaré prophète, le prophète qui guiderait tous les hommes dans le droit chemin, d'où son nom, et par qui la religion islamique serait imposée à tous les peuples de la terre. Et il groupa ainsi autour de lui les confréries religieuses, qu'on appelait les Derviches, tous descendants des anciens conquérants arabes, pour la plupart pillards et pratiquant la traite des noirs.

Le Mahdi commença par bloquer les petits postes égyptiens dispersés où se tenaient de faibles garnisons, toutes les troupes ayant été retirées du Soudan par Arabi Pacha, pour faire face à l'invasion anglaise. Soudain il s'empara d'Obeïd, capitale du Kordofan, le 15 janvier 1883 et souleva toutes les populations fanatisées par sa victoire. Le mouvement prit plus d'ampleur et la situation devint extrêmement grave (2).

Quel parti fallait-il prendre ? Il fallait ou bien secourir les garnisons bloquées dans leurs postes et qui tenaient toujours et combattre l'insurrection, ou bien s'en tenir à la défense de Khartoum pour écarter une menace future contre l'Egypte. Mais le parti de Gladstone n'était ni l'un, ni l'autre. Homme libéral, anti-impérialiste, il voulait abandonner tout simplement, le Soudan entier, y compris Khartoum (Khartoum fondé en 1843 par Mehemet-Ali), comme étant une cause de ruine pour l'Egypte. Aussi en avril 1883, ordre fut donné à Slatin

(1) PENZA, *L'Egypte et le Soudan Egyptien*, p. 245.

(2) PENZA, *op. cit.*, 245 et suivantes.

Bey, gouverneur du Darfour (1), d'évacuer sa province, prélude de toute l'évacuation, en essayant d'organiser, s'il le pouvait, une autorité locale (2).

Mais il fallait compter avec le gouvernement égyptien et celui-ci refusait d'évacuer les conquêtes de Mehemet-Ali et d'Ismaïl et refusait d'abandonner trente mille égyptiens, qu'il ne pouvait laisser massacrer par les soldats du Mahdi. On décida donc d'envoyer une armée de secours pour faciliter l'évacuation et protéger les ressortissants égyptiens. Une armée de secours fut donc envoyée à Khartoum, sous le commandement du général Hicks pacha. Cette armée composée de paisibles fellahs, recrutés nouvellement, constituait de fort mauvaises troupes : elle se laissa surprendre le 3 novembre 1883 dans le défilé de Kashgil par le Mahdi et fut entièrement massacrée. Sur 12.000 hommes un seul échappa au massacre : le chamelier d'un officier nègre, qui apporta la nouvelle du désastre (3). Et peu après, le 4 février 1884, une autre colonne de 3.500 hommes, sous le commandement de Baker pacha, éprouva un désastre complet à Teb, infligé par le principal lieutenant du Mahdi et son futur successeur, Osman Digma (4). Mais une armée anglaise envoyée sous les ordres du général Graham, vengea ces désastres sur Osman Digma lui-même, et compléta sa victoire à Tamanieh, le 13 mars 1884 (5). Mais

(1) Voir Pensa, *L'Egypte et le Soudan Egyptien*, p. 247 et 254.

(2) BLANCHARD, R. D. I. P. (L'affaire de Fachoda), année 1899, tome VI, p. 380 et suivantes.

(3) Pensa, *L'Egypte et le Soudan Egyptien*, p. 251.

(4) *Op. cit.*, p. 253.

(5) *Op. cit.*, p. 256.

au lieu de poursuivre sa marche triomphale sur Khar-toum, le général revint subitement vers Souakim.

Comment s'explique ce revirement ? C'est que lord Granville qui allait faire sa déclaration sur l'évacuation prochaine de l'Egypte, avait arrêté la marche triomphale de l'armée de secours anglaise, à laquelle ordre fut donné de se diriger vers la Mer Rouge, au lieu de pénétrer vers Khartoum. Les Anglais s'étaient alarmés de leur victoire. Ils voyaient déjà le Mahdi écrasé, le Soudan pacifié et la menace qui pesait sur l'Egypte écartée. Et la conséquence allait être l'évacuation de toute la Vallée du Nil pour l'année 1888. Et pour donner à l'insurrection mahdiste, le loisir de s'étendre et de se fortifier, ils décidèrent sans aucune tergiversation d'évacuer le Soudan (1). Lord Granville donna donc l'ordre à l'agent britannique au Caire, Sir Evelyn Baring, puis tard Lord Cromer, de demander au gouvernement khédivial d'évacuer sans retard. Chérif pacha, le président du Conseil, refusa énergiquement d'abandonner le Haut-Nil : « Si nous abandonnons le Soudan, il ne nous abandonnera pas, dit-il ». Mais en face de son opposition il fut renversé par la Grande-Bretagne, qui le remplaça par un arménien, Nubar pacha, qui ordonna aussitôt l'évacuation du Soudan.

Mais l'évacuation du Soudan était une opération difficile. Les garnisons égyptiennes étaient disséminées sur tout le territoire ; les ramener était une chose qui présentait de graves périls. Pour diriger les opérations né-

(1) F. DESPAGNET, *R. D. I. P.*, année 1899. Tome VI, p. 169 et suivantes.

cessaires dans ce but, le cabinet de Londres fit alors choix du général Gordon. C'était un homme d'une énergie indomptable, qui plaçait son devoir avant tout, un vétéran des guerres de Crimée et de Chine et ancien gouverneur général du Soudan pour le compte de l'Égypte, avant l'occupation. C'était l'homme qui convenait donc, en raison de sa connaissance du pays.

La mission de Gordon était nettement indiquée par la déclaration de Gladstone à la Chambre des Communes, le 4 février 1884 et par le Firman du Khédive du 27 janvier 1884 qui est ainsi conçu : « A Son Excellence l'honorable Gordon pacha. — Vous savez que l'objet de la mission de Votre Excellence au Soudan est d'opérer l'évacuation de ce pays par nos troupes et par les fonctionnaires du gouvernement qui s'y trouvent, ainsi que d'assurer l'arrivée en Égypte à ceux des habitants du Soudan qui voudraient s'y transporter avec leurs familles et leurs biens. Nous sommes certains que Votre Excellence saura prendre les mesures nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Après avoir réglé cette affaire vous prendrez les arrangements indispensables pour établir dans ces provinces un gouvernement fort qui assure le maintien de l'ordre et préserve la masse ignorante des calamités qui fondraient sur elle, si elle était abandonnée sans chef. J'ai pleine confiance dans votre jugement et votre énergie pour mener à bonne fin la tâche qui vous est prescrite. — Signé et scellé : Mehemet Tewfik » (1).

La mission de Gordon était donc précise. Elle consis-

(1) BLANCHARD, *R. D. I. P.* (Affaire de Fachoda), année 1899. Tome VI, p. 405 et suivantes.

tait à ramener les soldats, les fonctionnaires et négociants égyptiens et leurs familles ; de plus, à laisser installer un gouvernement fort sous l'autorité des anciens rois du pays. Une proclamation de Tewfik pacha aux habitants du Soudan, qu'emportait Gordon, donnait des précisions sur ce genre de gouvernement que voulaient installer les Anglais au Soudan. La proclamation déclarait d'abord que l'Egypte avait conquis le Soudan pour le civiliser : « Mais la grande distance, dit-elle, qui nous sépare offre certains inconvénients qui ont amené des soulèvements contre notre gouvernement. Cette rébellion a eu pour unique résultat de grandes pertes d'hommes et d'argent et a été pour la terre d'Egypte un très lourd fardeau. Aussi avons-nous résolu de rendre l'indépendance aux anciennes familles des Rois du Soudan... » (1).

Gordon partit ainsi avec la mission et l'intention d'évacuer le Soudan et d'organiser, derrière lui, un gouvernement des descendants des anciens rois. Mais à peine arrivé à Khartoum, que menaçait déjà le Mahdi, il changea d'avis. En effet, les Derviches avaient fait de tels progrès qu'il était impossible de ramener les troupes des garnisons bloquées. Se retirer purement et simplement, c'était abandonner ces troupes bloquées à leur sort, jusqu'au jour où elles tomberaient entre les mains du Mahdi pour être massacrées. Gordon ne put se résoudre à un tel abandon qui lui sembla une « vilenie ». Il s'appuya donc sur l'élément indigène et traita avec le fameux négrier Zobeir pacha, dont il voulait faire le chef du gou-

(1) *Op. cit.*

vernement nouveau, et chercha à se maintenir dans Khartoum, afin de pouvoir délivrer les garnisons et leur permettre de rejoindre l'Égypte (1).

Enfermé dans Khartoum dès le 16 avril 1884, il refuse de sortir, malgré les injonctions du Cabinet de Londres, et son attitude héroïque risquait de dérouter tous les plans de la Grande-Bretagne. Celle-ci exige l'abandon immédiat du Soudan, quels que soient les sacrifices qui en découlent. Lui, au contraire, s'obstine, ne consent à évacuer Khartoum qu'une fois toutes les troupes et tous les fonctionnaires égyptiens mis en sûreté. Il réclame du secours, des soldats anglais, indous, égyptiens : tout lui fut impitoyablement refusé. Il demande à se retirer par le Bahr-El-Ghazal et l'Equatoria, pour ramener les garnisons : même refus. Et pendant ce temps, le flot mahdiste grossissant sans cesse, menace Khartoum d'être submergé. Inconscient du péril qui le menace, Gordon s'obstine à y rester et, n'espérant plus de secours, s'amuse à envoyer des boutades à son gouvernement : « Je fais remarquer, écrivit-il le 13 septembre, que je ne désigne pas les ennemis du nom de rebelles. La question est douteuse, en effet, de savoir si ce n'est pas nous qui sommes les rebelles, puisque j'ai entre les mains un firman qui restitue le Soudan à ses anciens chefs » (2).

Cependant l'opinion anglaise, quand elle apprit qu'il était réellement en danger, s'émut et, indignée par les calculs égoïstes de la politique, imposa l'envoi d'une ar-

(1) Fachoda, BLANCHARD, *Revue Internationale de Droit public*, Tome VI, année 1899, p. 408.

(2) *Op. cit.*, p. 409.

mée de secours. Cette armée, sous le commandement du général Wolseley, partit au secours de Khartoum le 15 août 1884. Les instructions de Lord Wolseley étaient les mêmes que celles de Gordon : c'était encore l'abandon du Haut-Nil et l'effort limité au rapatriement des Egyptiens. Mais pour délivrer Gordon, il pourrait à la rigueur conserver une autorité sur Khartoum, qui serait d'ailleurs totalement indépendante de l'Egypte pour l'administration intérieure.

Mais les événements allaient confirmer les vues de l'Angleterre et l'armée de secours arrivait trop tard. Khartoum succomba le 26 janvier 1885, après 317 jours de siège. Et Gordon fut massacré par les derviches sur les marches de son palais. La nouvelle, deux jours après, fut connue de l'avant-garde du général Wolseley. Celui-ci, à cette nouvelle, rétrograda vers Le Caire, abandonnant à leur sort toutes les garnisons, sans même songer à venger Gordon et à reprendre Khartoum, et laissant même prendre par les Mahdistes Dongola et Kassala, qui se trouvèrent par ce fait sur la frontière de la Nubie. Le Mahdi devait mourir le 21 juin 1885 ; mais son successeur le Calife restait maître de toutes les conquêtes de Mehemet-Ali et d'Ismail.

Restait, cependant, une région où le drapeau de l'Egypte flottait encore : c'était la province Equatoria, où Emin pacha se maintenait toujours et gouvernait au nom de l'Egypte. L'Angleterre voulut à tout prix que cette province encore cessât d'appartenir à l'Egypte comme les autres. Le 27 mai 1885, à l'instigation du gouvernement britannique, le président du conseil égyptien Nubar pacha, faisait savoir à Emin pacha que

toutes les provinces du Soudan ayant été abandonnées, il devait se retirer à son tour.

A Emin-Pacha, gouverneur de Gondoroko. — Le soulèvement du Soudan oblige le gouvernement de Sa Hautesse à abandonner ces régions. En conséquence, nous ne pouvons vous envoyer aucun secours. D'autre part, nous ne savons pas exactement dans quelle position vous vous trouvez, vous et vos hommes. Nous n'avons donc aucune ligne de conduite à vous indiquer. Cette lettre qui vous parviendra viâ Zanzibar par l'intermédiaire de Sir John Kirk, consul de Sa Majesté britannique à Zanzibar, a pour objet de vous laisser une entière et complète liberté d'action... Vous êtes autorisé à vous procurer de l'argent en faisant des traites sur Sir John Kirck. Je vous répète que vous avez carte blanche pour vous en tirer de votre mieux, vous et vos hommes. La seule voie que vous puissiez prendre, si vous êtes résolu à quitter Gondokoro, est celle qui aboutit à Zanzibar. Dès que vous aurez pris une décision, communiquez-la-moi. —
Le Président du Conseil : NUBAR-PACHA.

Pourquoi cette invitation déguisée au départ ? Tout simplement parce que lui aussi était devenu un gêneur comme Gordon, avec la seule différence qu'il ne demandait pas du secours et se maintenait par ses propres moyens (1). En effet, Emin pacha était parvenu à se maintenir dans sa province avec ses soldats, qui peu à peu s'étaient transformés en colons vivant sur le pays, dont ils cultivaient le sol. Emin n'avait donc besoin ni d'argent, ni de secours ; il ne demandait en réalité que de le laisser dans l'oubli où il s'était enfermé. Il fit donc la sourde oreille, si bien qu'en 1889 l'Angleterre décida

(1) DESPAGNET, *op. cit.*

d'en finir avec lui. Pour le contraindre à évacuer, elle organisa une expédition pour aller à sa recherche, expédition qui avait un caractère humanitaire, soi-disant pour le délivrer, à la tête de laquelle fut placé Stanley (1). Et par une ironie du sort, ce fut Emin pacha lui-même qui délivra Stanley tombé en mauvaise posture, quand il le rencontra le 29 avril 1889, totalement épuisé et sans vivres, sur les bords du lac Victoria-Nyanza. Stanley informa alors Emin que toutes les provinces soudanaises ayant été évacuées, il devait rentrer au Caire s'il voulait rester encore au service du Khédive. Si Emin voulait rester dans sa province, il devait alors quitter le service du Khédive et faire disparaître le drapeau égyptien de cette contrée. Dans ce cas il pourrait garder l'Equatoria pour le compte du Roi-Souverain de l'Etat du Congo, qui lui confierait l'administration de la province avec un traitement de 250.000 francs par an et le titre de général. Enfin, si le service de l'Etat indépendant du Congo ne lui convenait pas, il pourrait encore passer sous les ordres de la Compagnie anglaise de l'Est africain. Emin refusa tout d'abord et réfléchit longtemps. Il craignait qu'en abandonnant l'Equatoria il ne servît les intérêts de l'Angleterre au détriment de ceux de l'Egypte. Finalement il céda, moitié de gré, moitié de force. Abandonnant sa province, il se rendit avec Stanley sur la côte orientale de l'Afrique. Il comprit alors, mais trop tard, qu'il avait fait le jeu de l'Angleterre, et

(1) DESPAGNET, *R. D. I. P.* Année 1899, tome VI. BLANCHARD, « Affaire de Fachoda » (*op. cit.*). Et PENZA, *L'Egypte et le Soudan Egyptien*.

comme il ne tenait nullement à rendre service à cette dernière, il se mit au service de l'Allemagne, l'alliée de sa patrie d'origine, l'Autriche (1). Dès lors, au Soudan, il ne restait plus rien à l'Egypte.

De tout cela, il résulte que c'est l'Angleterre qui contraignit sciemment l'Egypte à abandonner tous ces territoires. Bien plus, elle s'évertua à considérer ces territoires comme « *res nullius* » ; libre au premier occupant d'en disposer. Et elle en disposa en fait à son profit et au profit d'autres puissances, moyennant la reconnaissance par ces puissances que la vallée du Nil faisait partie de la sphère d'influence britannique et moyennant d'autres avantages territoriaux. En 1890, l'Allemagne reconnaissait cette prétention et en 1891 ce fut le tour de l'Italie, qui recevait en compensation Massaouah, tandis que l'Angleterre prenait pour son propre compte Berbera et Zeïla, points qui faisaient partie du Soudan égyptien. Il s'agissait en effet pour elle d'encercler le Soudan et de le soustraire à l'activité d'autres rivaux, en l'isolant. En 1893, elle s'établit dans la partie méridionale du Soudan égyptien, dans l'Ouganda et l'Ounyoro : le 31 mars de cette année, elle abolit la Compagnie à charte installée dans ces territoires, et les plaça sous sa domination directe.

La Grande-Bretagne continua ce travail d'annexion et d'isolement. En 1894, craignant de voir surgir de la Vallée du Haut-Oubanghi des compétiteurs français qui viendraient lui disputer le Haut-Nil, elle signa avec l'Etat du Congo un traité le 12 mai 1894. Deux impor-

(1) *Op. cit.*

tantes provinces égyptiennes étaient cédées à bail par l'Angleterre au Roi-Souverain du Congo, et qui faisaient partie du domaine du Khédive. C'était la province Equatoria, dont elle avait eu tant de peine à faire sortir Emin-Pacha ; l'autre était celle du Bahr-El-Ghazal, dont le gouverneur Lupton-Bey (1) avait été pris dès 1883 par le cheik Keremallah Mohammad, lieutenant du Mahdi. Et elle les cédait à bail, comme si ces provinces lui appartenaient en propriété. Aussi les contractants firent-ils une vague allusion aux droits de l'Egypte et de la Turquie. En compensation, l'Angleterre recevait également à bail un long ruban de terrain d'une largeur de 25 kilomètres, allant du lac Tanganika au lac Albert-Edouard. La France protesta et le traité du 14 août 1894 entre la France et l'Etat indépendant détruisit en partie ce traité. Mais il ne disparut pas totalement puisque les Belges occupent encore aujourd'hui Lado et Redjaf. Et les Anglais en profitèrent pour annexer à l'Ouganda, Gondokoro avec le surplus de la province Equatoria. Mais la province du Bahr-El-Ghazal fait aujourd'hui partie du Soudan anglo-égyptien parce que Fachoda en faisait partie. Et nous arrivons à ce pénible incident qui mit aux prises l'Angleterre et la France.

Depuis la mort du Mahdi, en 1885, l'Angleterre savait que son empire se désagrégeait et pourtant elle ne voulut point profiter de la situation pour reconquérir le Soudan au profit de l'Egypte. Elle se bornait à encercler le Soudan par les accords que nous avons vus et mettait aux prises l'Italie avec le Négus Ménélik, qui lui aussi

(1) Voir Pensa, *op. cit.*, p. 248, 254 et 258.

avait des prétentions sur le Haut-Nil et voulait reculer la frontière de l’Ethiopie jusqu’au Nil. Le 1^{er} mars 1896, le Négus fut délivré de l’Italie par la sanglante défaite qu’il infligea aux Italiens à Adoua. D’où possibilité pour lui d’agir et d’occuper certains territoires du Haut-Nil. Le 10 avril 1891, il avait en effet adressé aux chancelleries une circulaire où il énonçait ainsi ses projets d’expansion : « En indiquant aujourd’hui les limites actuelles de mon empire, je tâcherai, si le bon Dieu veut m’accorder aujourd’hui la vie et la force, de rétablir les anciennes frontières de l’Ethiopie jusqu’à Khartoum et jusqu’au lac Nyanza avec tous les pays gallas. Je n’ai point l’intention d’être spectateur indifférent si les puissances lointaines se présentent avec l’idée de se partager l’Afrique, l’Ethiopie ayant été pendant plus de quatorze siècles une île des chrétiens au milieu de la mer des païens (1). » Le Négus recouvrant donc sa liberté pouvait pénétrer au Soudan et conquérir toute la rive droite du Nil, pendant que la France de son côté cherchait à pénétrer par la rive gauche pour conquérir les territoires du Bahr-El-Ghazal, ceux-là mêmes cédés à bail à l’Etat du Congo, par la convention du 12 mai 1894, et que M. Hanotaux avait déclarée nulle et non avenue au regard de la France.

En face de ces dangers, surtout du danger français, qui risquait, par l’occupation des régions du Bahr-El-Ghazal, d’anéantir le beau rêve anglais du chemin de fer du Cap au Caire, la Grande-Bretagne se décida à agir. Pour barrer la route aux Français, elle tenta d’atteindre

(1) BLANCHARD, « Affaire de Fachoda », *op. cit.*

le haut fleuve par le Sud, par l'Ouganda, à l'aide de la mission Macdonald. La mission échoua. C'est alors qu'elle annonça son intention de reprendre d'accord avec l'Egypte la conquête du Soudan. A cet effet elle prépara une expédition en Egypte sous le commandement du Sirdar Kitchener. Cette expédition n'eut à son début pour objectif officiel que l'occupation de Dongola. Le 14 mars 1896, l'ordre de marche en avant fut donné au Sirdar, dont l'armée était composée en majeure partie d'unités égyptiennes, ce qui lui permit d'opérer à un moment où la chaleur devenait accablante en Nubie. Et il fallait se presser. Pourtant le Sirdar n'avança que lentement, mais à coup sûr, suivi du chemin de fer et du télégraphe qui le reliaient constamment à la Basse-Egypte, montrant par là un grand talent d'organisation. Il établit un grand fort à Akachah et, malgré le choléra qui se déclara dans son camp, occupa Dongola le 22 septembre. Ce fut l'objectif de l'année 1896.

L'année suivante, le corps expéditionnaire occupa Abou-Hamad, situé au sommet de la grande boucle que forme le Nil entre ce point et Ouadi-Halfa. Et à travers le désert le Sirdar construisit un chemin de fer qui relia Abou-Hamad à Ouadi-Halfa. Au prix d'une grande patience et d'un pénible labeur, il parvint à contourner la troisième cataracte du Nil, en traînant ses canonnières sur terre, tirées au moyen de cordes, par ses soldats. Le 6 septembre 1897, ces canonnières s'emparèrent de Berber. Et Kassala occupé par le général Baratieri, gouverneur italien de l'Erythrée, le 17 juillet 1894, fut, à la demande du Sirdar, évacuée par les troupes italiennes le

25 décembre 1897. Ainsi se termina la campagne de 1897.

L'année 1898 allait être marquée par l'anéantissement de la puissance mahdiste. En effet le Sirdar, prenant pour point d'appui Kassala, enlevait le 8 avril le camp de l'Emir Mahmoud sur l'Atbara. Et le 2 septembre il livrait la bataille d'Omdourman, sur l'autre rive du fleuve, face à Khartoum. Le Khalife Taïchi y fut définitivement écrasé. Le lendemain le Sirdar Kitchener rentrait à Khartoum. Gordon était vengé.

Dans la pensée du Sirdar, la prise de la capitale du Mahdi devait faire passer tout l'empire de ce dernier entre les mains de l'Angleterre agissant au nom du Khédive. Mais il se trompait, car depuis le 10 juillet 1898 le drapeau français flottait sur Fachoda.

Le 25 juin 1896, une mission avait quitté la France, sous les ordres du capitaine Marchand, ayant pour objectif d'opérer la pacification du Haut-Oubanghi, de pousser jusqu'au Bahr-El-Ghazal et d'occuper Fachoda sur le Nil. La mission débarqua à Loango le 23 juillet 1896. Après diverses péripéties, l'expédition, qui emprunta la voie fluviale du M'Boumou, affluent du Congo, puis celle du Bokou, affluent du premier, en faisant transporter d'un bief navigable à un autre le vapeur « Faidherbe » et la flottille de la mission, arriva au seuil qui sépare les eaux du Congo de celles du Nil. Marchand fit alors établir une route de 160 kilomètres, qui réunit le réseau navigable du Congo à celui du Bahr-El-Ghazal, et au mois de novembre 1897 la flottille de la mission se trouva transportée sur le Soueh, sous-affluent du Nil.

Mais là la saison sèche l'immobilisa longtemps, de sorte qu'elle dut attendre la crue d'hiver pour atteindre le Nil proprement dit. Marchand en profita du reste pour s'établir solidement dans le Bahr-El-Ghazal, en fondant des postes et des centres de ravitaillement. Et quand la crue du fleuve arriva, le 10 juillet 1898, le drapeau français flottait sur Fachoda.

Le Sirdar Kitchener ne se doutait de rien. Il allait bientôt le savoir. Le 26 août, bien qu'aux prises avec ce dernier, le Khalife El Taïchi envoya une flottille composée de deux vapeurs et de dix chalands, avec 1.200 hommes, pour chasser Marchand de Fachoda, dont la prise l'avait inquiété. Les forces du Khalife, après une journée de combat, se retirèrent après avoir subi de lourdes pertes, et ce succès des Français décida le chef des Chillouks à signer avec Marchand un traité qui le plaçait sous le protectorat de la France. Mais, le 2 septembre, Kitchener, à Omdourman, avait détruit la puissance mahdiste. Et peu de jours après il s'empara d'une canonnière derviche qui fuyait Fachoda depuis le combat du 26 août. L'équipage de la canonnière lui apprit qu'une troupe européenne occupait ce point. Le Sirdar, en hâte, franchit les 600 kilomètres qui séparent Khartoum de Fachoda, et le 19 septembre, il rencontra Marchand. L'entrevue fut courtoise. Kitchener déclara qu'il avait l'ordre du gouvernement égyptien d'occuper tout le Soudan et protesta contre la présence des Français à Fachoda. Et Marchand répliqua qu'il était là pour obéir aux instructions de son gouvernement, et qu'il resterait tant qu'il n'aurait pas reçu l'ordre de se retirer. Les deux adver-

saïres restèrent sur leurs positions. Il appartenait donc à la diplomatie de trancher le différend.

Les négociations qui s'engagèrent alors entre la France et la Grande-Bretagne furent des plus ardues. A plusieurs reprises on envisagea la guerre. L'opinion anglaise, qui ne pardonnait pas à la France son attitude vis-à-vis de la Commission internationale de la Dette égyptienne, lors de l'expédition Kitchener, ne permit aucune transaction. Et le 11 décembre 1898 le drapeau français fut amené à Fachoda. La mission Marchand remonta le Sobat et gagna l'Abyssinie pour s'embarquer vers l'Europe. Un traité conclu le 21 mars 1899 avec l'Angleterre consacra la renonciation de la France à la vallée du Nil.

Ainsi, après avoir considéré le Soudan comme « *res nullius* », après avoir disposé des provinces soudanaises au profit d'autrui et d'elle-même, l'Angleterre dénia à la France le droit d'occuper une partie d'un territoire qui était devenu vacant, il faut bien l'avouer, par le fait de l'Angleterre.

La Grande-Bretagne objecta que ces territoires n'avaient jamais été sans maître et n'avaient jamais cessé d'appartenir au Khédive, pour le compte duquel elle venait de faire cette conquête. Et elle opposa à la France les traités passés avec l'Allemagne, l'Italie et l'Etat du Congo, qui reconnaissaient l'influence britannique comme ayant pour sphère la vallée du Nil. Pour la France, évidemment, ces traités étaient « *res inter alios acta* ». Elle ne pouvait se voir opposer des traités auxquels elle n'avait pas participé.

La France tirait son argument de ce que l'Angleterre s'était évertuée à considérer ces territoires comme vacants, et qu'ils l'étaient en fait depuis 1885, après l'évacuation, par la renonciation du Khédive à ces territoires du fait même de l'abandon du pays. Et, première occupante de Fachoda, elle avait les droits du premier occupant.

Cet argument de la France est en tout point juridique. Mais d'après M. Georges Blanchard, et nous nous rangeons à son avis, la France ne pouvait plus invoquer cet argument en 1898. A l'instar de toutes les nations qui s'intéressaient au Haut-Nil, la France, depuis 1894, ne pouvait plus considérer le Soudan comme « *res nullius* ». D'abord par un argument théorique. Le firman de 1892 qui donnait l'investiture au Khédive Abbas-Hilmi mentionnait le Soudan comme faisant partie du Khédivat d'Egypte, conformément au firman ou hatti-chérif du 13 février 1841 que nous avons rappelé plus haut (1). Ce firman, la France l'a approuvé, d'ailleurs, comme tous les firmans d'investiture auxquels elle donnait son approbation. Mais à la suite du traité anglo-congolais du 12 mai 1894, la France, par la bouche de M. Hanotaux, avait déclaré le 7 juin 1894 qu'elle considérait le traité comme nul et non avenu, parce qu'il menaçait l'intégrité de l'Empire ottoman : « La France, a-t-il dit, s'appuyant sur le fait que la convention anglo-congolaise est en contradiction manifeste avec les principes, les doctrines, le texte de l'acte de Berlin, qu'elle atteint ou menace l'intégrité de l'Empire ottoman, la

(1) Page 59.

France considère cette convention comme contraire au droit. » Cette déclaration de M. Hanotaux liait donc la France depuis 1894, qui considérait le Soudan comme faisant partie des possessions ottomanes en Afrique. Et c'est au nom de l'intégrité de l'Empire ottoman que la France a protesté en 1894 contre le traité anglo-congolais. Cette intégrité, d'ailleurs, que la France reconnaissait, ne pouvait non plus être méconnue par les puissances signataires du traité de Paris de 1856 et de l'acte de Berlin de 1884, ainsi que du traité de Berlin de 1877.

Pourtant cette intégrité de la Porte n'empêcha point l'Angleterre, après l'incident de Fachoda, de signer avec l'Egypte, le 19 janvier 1899, une convention qui lui reconnaissait une certaine souveraineté sur le Soudan, qu'elle prétendit avoir acquise par « *droit de conquête* ». Ainsi le Soudan, après avoir servi de prétexte à la Grande-Bretagne pour retarder l'évacuation promise de l'Egypte, devenait une possession britannique, pour une part et la meilleure, grâce à la convention intervenue le 19 janvier 1899.

C'est cette convention dont nous avons expliqué les origines que nous allons analyser et discuter dans les chapitres qui suivent.

CHAPITRE II

La Convention du 19 janvier 1899

Nous avons vu à la suite de quels événements fut conclue au Caire, le 19 janvier 1899, entre le gouvernement khédivial et l'agent britannique au Caire, Lord Cromer, une convention qui règle les rapports de l'Égypte et de l'Angleterre au Soudan. Cette convention demeure, en principe, toujours en vigueur et règle le *statu quo*. Nous verrons plus loin les atteintes qu'elle a reçues. Pour le moment, examinons son contenu. Voici d'abord le texte :

Attendu que certaines provinces du Soudan qui étaient en rébellion contre l'autorité du Khédive, sont maintenant reconquises, grâce aux efforts militaires et financiers joints du gouvernement de Sa Majesté Britannique et du gouvernement du Khédive ;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de choisir un système d'administration et d'établir des lois pour les dites provinces reconquises, en tenant compte des conditions rétrogrades et troublées d'une grande partie de ces régions, ainsi que des besoins divers des différentes localités ;

Attendu le désir de donner satisfaction aux titres qu'a acquis le gouvernement de Sa Majesté britannique par droit de conquête, de participer au présent règlement, ainsi qu'à la mise en œuvre et au développement dudit système de législation ;

Attendu qu'il est évident que, pour de nombreux motifs,

Houady-Halfa et Souakim peuvent être administrés d'une manière plus effective, en connexité avec les provinces reconquises auxquelles ces territoires sont adjacents ;

Il est agréé et déclaré par les présentes entre les soussignés dûment autorisés pour cet objet, ce qui suit :

1° Dans la convention anglo-égyptienne, le mot Soudan désigne tous les territoires situés au sud du 22° parallèle de latitude, qui n'ont jamais été évacués par les troupes égyptiennes depuis 1882, et ceux qui, ayant été administrés par le gouvernement du Khédive avant la rébellion du Soudan, ont été ou seront ultérieurement reconquis par le gouvernement anglais et le gouvernement égyptien agissant de concert.

2° Les drapeaux anglais et égyptiens seront arborés dans toute l'étendue du Soudan, excepté dans la ville de Souakim où le drapeau égyptien seul devra être hissé.

3° Le commandement suprême au Soudan sera confié à un officier qui sera désigné sous le nom de gouverneur général du Soudan. Il sera nommé par décret khédivial avec la sanction du gouvernement britannique.

4° Les lois, décrets et règlements promulgués en vue de la bonne administration du pays, pourront être modifiés ou abrogés par une proclamation du gouverneur général. Cette proclamation sera notifiée à l'agent britannique au Caire et au Président du Conseil des Ministres du Khédive.

5° Aucune loi égyptienne, décret ou arrêté ministériel non encore promulgué ne sera applicable au Soudan, à moins que le gouverneur général ne juge à propos de les adopter et d'en faire l'objet d'une proclamation.

6° En ce qui concerne les conditions sous lesquelles les Européens seront admis à résider ou à faire du commerce, ou à acquérir des propriétés au Soudan, aucun privilège spécial ne sera accordé aux sujets d'aucune des puissances.

7° Les droits d'importation ne frapperont pas les marchandises pénétrant dans le Soudan par la voie des territoires égyptiens, mais ces droits devront être perçus sur les marchandises venant d'ailleurs que des territoires égyptiens ; toutefois, les

marchandises entrant au Soudan, à Souakim ou dans les autres ports du littoral de la mer Rouge, payeront pour le moment des droits équivalents à ceux perçus sur les marchandises entrant en Egypte de pays étrangers.

8° Les marchandises quittant le Soudan pourront être soumises à des droits, et ces droits pourront être modifiés de temps en temps par proclamation.

9° La juridiction des tribunaux mixtes ne sera étendue, en aucun cas, à aucune portion du Soudan, excepté à la ville de Souakim.

10° La loi martiale est et restera, jusqu'à nouvel ordre, en vigueur dans tout le Soudan, à l'exception de la ville de Souakim.

11° Ni consuls, ni vice-consuls, ni agents consulaires ne seront accrédités et ne pourront résider au Soudan sans avoir préalablement été reconnus par le gouvernement britannique.

12° L'importation et l'exportation des esclaves au Soudan sont absolument prohibées.

13° Les deux gouvernements ont convenu de donner leur attention toute spéciale à l'application de l'Acte de Bruxelles du 2 juillet 1890, en ce qui concerne l'importation, la vente et la fabrication d'armes à feu, de munitions et de boissons distillées ou spiritueuses.

Le Caire, 19 janvier 1899.

Signés : BOUTROS-PACHA, CROMER.

Ainsi faite, procédons à l'analyse de cette convention.

On a souvent dit à ce propos et on le répète toujours, que cette convention a établi un condominium anglo-égyptien au Soudan. Pour beaucoup, elle apparaît, aujourd'hui, comme le dernier mot de la sagesse politique, la chose qui concilierait à la fois les aspirations nationales égyptiennes nées du besoin vital de conserver à l'Egypte les sources du Nil et le droit des Anglais, né du fait de l'occupation.

Elle serait peut-être ainsi, si elle établissait un véritable condominium, autant qu'un condominium peut durer.

En effet, la question des condominiums est trop délicate en droit international et revêt en pratique une forme temporaire. La plupart du temps, les puissances qui font appel à ce mode de droit cherchent à éviter un conflit immédiat, ce qui ne les empêche pas d'éviter un conflit futur, qui s'est toujours terminé par l'annexion au profit de l'une des deux souverainetés en présence.

Ainsi la question des Duchés a eu son épilogue à Sadowa en 1866, et l'Autriche s'est vue définitivement exclue de l'Allemagne, au profit de la Prusse.

De même le condominium russo-japonais sur la Corée devait céder la place au protectorat japonais, à la suite de la guerre russo-japonaise en 1905.

Et la question de la Bosnie et de l'Herzégovine devait se terminer en 1907 par l'annexion qu'en fit l'Autriche.

Nous ne devons pas oublier aussi qu'au début de la crise égyptienne, un condominium financier franco-britannique avait été imposé à l'Egypte avant l'occupation anglaise. Ce condominium devait aussi disparaître, deux années après l'intervention anglaise, c'est-à-dire en 1884 (1).

En réalité, la convention de 1899 n'établit pas un condominium au sens juridique du droit international, comme nous le verrons plus loin, lequel suppose une égalité parfaite entre les coprotecteurs. Il serait même téméraire de voir là un protectorat exercé par plusieurs

(1) Voir page 65.

puissances, comme celui de l'Allemagne, de l'Angleterre et des Etats-Unis sur les îles Samoa.

Le condominium suppose premièrement deux ou plusieurs Etats souverains ; deuxièmement une égalité parfaite entre les souverains. Le premier caractère suffit donc à lui seul pour nous démontrer qu'il ne peut y avoir aucune espèce de condominium ou d'association entre la Grande-Bretagne, Etat souverain, et l'Egypte, Etat mi-souverain, reconnu comme tel depuis 1840.

Quant à l'égalité parfaite qu'exige un condominium, la souveraineté égyptienne est ici à peu près inexistante, à côté de la souveraineté britannique (1). D'après la convention, la souveraineté égyptienne se révèle peut-être moins, soit juridiquement, soit pratiquement, que celle de la Turquie, à côté de l'autorité de l'Autriche en Bosnie et en Herzégovine.

D'ailleurs ce « *condominium anglo-égyptien* » ne tarde pas à imiter les autres exemples. La souveraineté égyptienne s'effrite de jour en jour, surtout depuis 1924, et le rappel des troupes égyptiennes après le meurtre du Sirdar sir Lee Stack. On peut dire qu'aujourd'hui, au Soudan, il ne reste plus comme attribut de la souveraineté égyptienne qu'un simple pavillon hissé sur les principales villes.

Il serait donc vain aujourd'hui de parler de condominium anglo-égyptien sur le Soudan. La réalité est que la convention du 19 janvier 1899 ne constitue ni un condominium, ni toute autre espèce d'association, mais simplement une véritable mainmise de l'Angleterre sur

(1) Voir SARKISSIAN, *Le Soudan Egyptien* 1913.

le Soudan, avec une petite place pour l'Égypte à titre nominal de co-souveraine, pour justifier Fachoda. Et ce simple condominium extérieur de l'Égypte, réduit à un rôle passif, n'empêche nullement le Soudan d'être incorporé à l'Empire britannique (1).

Voici exactement le système introduit par cette convention et qui a continué à fonctionner jusqu'à l'ultimatum de novembre 1924.

Le paragraphe I^{er} de la convention s'applique à délimiter les territoires détachés de l'Égypte et qui seront placés sous l'empire de la dite convention. Il donne une définition du mot Soudan et dit notamment que ce mot signifie les territoires situés au sud du 22^e parallèle et qui n'ont jamais été évacués par l'Égypte ainsi que les territoires évacués et réoccupés par les armées du Sirdar Kitchener.

Les territoires situés au sud du 22^e parallèle comprennent l'ancienne province de la Nubie avec Ouadi-Halfa et Souakin qui n'ont jamais été évacués et par conséquent n'ont pas été occupés par les Mahdistes. Le préambule de la convention cherche à expliquer pourquoi ils ont été détachés de l'Égypte, sans y parvenir, du reste. Il est dit : « Attendu qu'il est évident que pour de nombreux motifs (2), Houady-Halfa et Souakin peuvent être administrés d'une manière plus effective, en connexité avec les provinces reconquises auxquelles ces territoires sont adjacents ». Le fait que ces territoires

(1) Voir F. DESPAGNET, *op. cit.*, et FAUCHILLE, *Traité de Droit International Public*, p. 685.

(2) Lesquels ?

sont adjacents aux provinces reconquises ne suffit pas à démontrer la nécessité d'une administration commune, parce que ces territoires sont aussi adjacents à la province égyptienne d'Assouan, peuplée en majeure partie par des Nubiens. Ainsi, si la convention de 1899 s'explique et se justifie par le droit de conquête, on ne peut comprendre comment elle peut s'appliquer à des territoires qui n'ont jamais été évacués par l'Égypte, ni conquis par l'armée de Kitchener. La convention place aussi sous son autorité les territoires qui seront occupés ultérieurement par le gouvernement britannique et le gouvernement égyptien agissant de concert.

Au point de vue administratif, le Soudan continue comme par le passé à être divisé en moudirichs (ou provinces). Les provinces sont divisées en markaz (sous-préfectures). A la tête de chaque province se trouve un moudir (préfet) et à la tête de chaque markaz un mâmour (sous-préfet). Le moudir est Anglais et le mâmour est quelquefois Égyptien, tous deux officiers de l'armée égyptienne.

A la tête de l'administration centrale se trouve un gouverneur général, toujours Anglais, qui remplit en même temps les fonctions de commandant en chef de l'armée égyptienne. Il s'appelle le Sirdar. Comment est nommé ce Sirdar ? Le gouvernement égyptien présente à l'approbation du gouvernement britannique plusieurs noms de hauts officiers anglais de l'armée égyptienne. Quand le gouvernement britannique donne son agrément à un nom, il est nommé par décret khédivial.

L'étendue des droits du gouverneur général est im-

mense, si l'on en juge d'après les paragraphes 4 et 5 de la convention. Les lois, décrets et règlements promulgués en vue de la bonne administration du pays pourront être modifiés ou abrogés par une proclamation du gouverneur général. Aucune voie de recours contre lui ou de contrôle de la part de l'administration égyptienne. Il n'est astreint qu'à une simple formalité : communiquer sa proclamation au Président du conseil des ministres du Khédive et aussi à l'agent britannique au Caire. Ce dernier, quoique ne possédant aucun contrôle officiel sur le gouverneur général d'après les textes (et ceci pour le libérer de tout contrôle égyptien), exerce cependant une véritable tutelle officieuse sur le gouvernement général du Soudan et lui dicte tous ses actes.

Pour ne point entraver l'action du gouverneur général, la convention stipule encore qu'aucune loi égyptienne, décret ou arrêté ministériel, ne sera applicable au Soudan, à moins que le gouverneur général ne juge à propos de les adopter et d'en faire l'objet d'une proclamation.

Il y a donc une scission absolue au point de vue législatif entre le Soudan et l'Égypte. Cette scission est encore plus marquée en ce qui concerne le régime des Capitulations. La convention stipule que la juridiction des tribunaux mixtes ne s'étend en aucun cas à aucune portion du Soudan, excepté en ce qui concerne la ville de Souakim. Néanmoins aucun privilège spécial ne sera accordé aux sujets d'aucune des puissances. Les consuls et vice-consuls étrangers ne seront pas accrédités sans avoir été préalablement reconnus par le gouvernement britannique.

La convention stipule aussi comme signe de co-souveraineté que les drapeaux anglais et égyptien seront hissés sur toute l'étendue du territoire soudanais, à l'exception de la ville de Souakim, où flottera seul le drapeau égyptien. La loi martiale continuera à régir jusqu'à nouvel ordre le pays, à l'exception de Souakim.

Une barrière douanière est établie pour marquer nettement la séparation qui existe du fait de la convention, entre l'Egypte et le Soudan.

La traite des noirs est rigoureusement prohibée. Et enfin les deux gouvernements conviennent d'accorder une attention spéciale à l'application sur le nouveau territoire de l'acte de Bruxelles du 2 juillet 1890 en ce qui concerne la réglementation de la vente des armes à feu et des boissons distillées et spiritueuses.

Comme on le voit, la convention de 1899 a cherché et a établi une cloison étanche entre l'Egypte et le Soudan. Peut-on qualifier ce système de condominium ?

La réponse à cette question est assez malaisée. L'appellation des nouveaux territoires reconquis *Soudan anglo-égyptien* présume l'existence d'une co-souveraineté, de deux sphères d'influence si l'on aime mieux, non départagées et s'exerçant en même temps sur toute l'étendue du territoire, à titre de co-protecteurs ou de co-souverains. Ces deux influences émanant de deux puissances européennes auraient abouti à un condominium ou à un protectorat exercé par plusieurs puissances comme celui de l'Allemagne, des Etats-Unis et de l'Angleterre sur les îles Samoa.

Mais dans le cas qui nous intéresse ici, il n'y a pas

deux souverainetés, deux influences en présence l'une de l'autre. L'influence égyptienne est annihilée par l'influence anglaise qui s'exerce sur l'étendue de toute la vallée du Nil proprement dite depuis 1882. Il ne s'agit donc pas d'un condominium. Il s'agit tout simplement d'un véritable protectorat colonial anglais sur tout le Haut-Nil, avec une co-souveraineté égyptienne, dont les attributs purement nominaux se résument en ceci :

1° Un drapeau hissé à côté du drapeau anglais sur les principales villes ;

2° Nomination du gouverneur général par décret khédivial ;

3° Paiement d'une somme de 750.000 livres égyptiennes par an pour subvenir aux dépenses des dits territoires.

Ainsi, ce simple condominium extérieur et passif en même temps que nominal, n'empêche en aucune sorte le Soudan d'être considéré comme véritablement annexé à l'Empire britannique.

C'est la conclusion de l'analyse de la convention du 19 janvier 1899.

CHAPITRE III

Valeur de la Convention au point de vue du Droit International

La valeur juridique de la convention du 19 janvier 1899 doit être appréciée à deux points de vue : premièrement en ce qui concerne la capacité de l'Égypte pour conclure un accord semblable ; deuxièmement en ce qui concerne les droits acquis des autres puissances sur ce territoire, autrement dit en ce qui concerne l'abrogation des Capitulations en vertu de cette convention sur tout le territoire soudanais, excepté à Souakim.

A. — De la capacité contractuelle de l'Égypte :

Nous avons vu que le Statut juridique de l'Égypte jusqu'en 1914 a été fixé par la Convention de Londres du 15 juillet 1840, signée par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie. La France participa à l'accord plus tard, en y adhérant le 13 juillet 1841. Le 13 février 1841, par firman, la Porte avait acquiescé à l'accord des puissances en confiant le gouvernement de l'Égypte à Mehemet-Ali et ses descendants, ainsi que les provinces soudanaises. Le firman fut communiqué aux quatre puissances le 11 mars, et ceux-ci l'acceptaient par une note

collective, qui donnait à ces communications le caractère d'un véritable traité.

La question qui se pose après ces accords est de savoir si l'Egypte doit être considérée comme un Etat vassal et tributaire, ou comme une province privilégiée et en partie autonome de la Turquie. En réalité la discussion de cette question en ce qui concerne la capacité contractuelle de l'Egypte ne présente pas beaucoup d'intérêt. Il va de soi que toute aliénation territoriale est interdite à un vassal, tout aussi bien qu'à un gouverneur.

M. le Professeur Pic est d'avis que l'Egypte est un Etat mi-souverain, puisque depuis 1840, l'Egypte a une personnalité internationale, reconnue par les puissances et qu'à différentes reprises elle a négocié directement avec les puissances, en particulier en 1875 pour la création des Tribunaux Mixtes. Elle ne peut donc être considérée comme une province privilégiée, puisqu'elle possède une personnalité juridique propre, distincte de celle de la Porte (1).

Cependant, d'après l'avis de M. Frantz Despagnet (2), on peut considérer l'Egypte comme une province privilégiée de l'empire ottoman, en partie autonome. Cette solution paraît conforme aux actes qui ont réglé les pouvoirs de Mehemet-Ali et de ses successeurs (3).

En effet, jusqu'au Khédive Ismaïl, tous les descendants

(1) D'autres considèrent l'Egypte comme un Etat vassal, voir FAUCHILLE, *Traité de Droit Inter. Public*, p. 285 et suiv.

(2) Voir *Revue Générale de Droit International*, Tome VI, année 1899, p. 190 et T. III (1896), p. 291, *l'Egypte et les Firmans*.

(3) Voir COCHERIS, *Situation internationale de l'Egypte et du Soudan*, 1903, chapitre II.

de Mehemet-Ali avaient le titre de gouverneur, avec rang de vizir. Et bien que la loi de l'hérédité fût toujours respectée, le Sultan à chaque avènement nommait le nouveau gouverneur par un firman. Ce firman reproduisait les textes antérieurs et octroyait souvent des concessions.

Ainsi des concessions d'ordre intérieur furent octroyées de 1865 à 1872. Ismaïl Pacha se fait accorder le titre de Khédive, moyennant l'augmentation du tribut et le droit de régler la succession en ligne directe par ordre de primogéniture. Le firman du 3 juin 1873 confirma ces concessions. Ces concessions, tout en étant d'ordre intérieur, ne devaient point porter atteinte à la convention de 1840. Aussi le firman fut-il communiqué aux puissances pour que celles-ci pussent s'assurer que les règles essentielles de l'accord de Londres avaient été respectées. D'ailleurs ces concessions ne devenaient aucunement des droits acquis et pouvaient être révoquées, pourvu que la convention de Londres fût observée. Et elles ont été effectivement fort réduites par les firmans d'investiture de Tewfik Pacha (7 août 1879) et d'Abbas Hilmi le 27 mars 1892.

Ainsi les puissances signataires de l'accord de Londres tenaient comme intangible le Statut de l'Egypte fixé par elles. Les firmans devaient se conformer à l'accord. Voici les principaux firmans qui limitent tous la capacité juridique de l'Egypte :

Hatti-Chérif, du 13 février 1841.

C'est avec une vive satisfaction que j'ai été informé de la soumission que tu viens de faire ainsi que des sentiments de fidé-

lité, de dévouement et de loyauté que tu manifestes, tant envers Ma Personne Impériale que pour les intérêts de Mon Empire. Ces sentiments, joints au zèle et à la sagesse dont tu es doué ainsi qu'aux connaissances et à l'expérience que tu as acquises par rapport aux affaires du pays placé depuis si longtemps sous ton administration, me sont garants que tu sauras mériter la bienveillance et la confiance que je veux te donner, c'est-à-dire que tu seras reconnaissant de Mes bienfaits et que tu t'appliqueras à transmettre ces sentiments à tes descendants. Dans cette conviction, Je t'ai réintégré dans le gouvernement d'Egypte, d'après les limites tracées sur la carte qui t'a été envoyée par Mon grand Vizir, et J'ai ajouté le privilège de l'hérédité de ce gouvernement sous les conditions suivantes :

Lorsque le gouvernement d'Egypte deviendra vacant, il sera confié à celui de tes enfants mâles qui sera préféré et choisi par Moi, et le même principe sera suivi à l'égard de leurs enfants mâles. En cas d'extinction de la descendance masculine, Ma Sublime-Porte confiera le gouvernement à quelqu'un autre et les enfants mâles issus de la ligne féminine n'y auront aucune espèce de droit. Celui de tes fils qui sera choisi pour te succéder dans le gouvernement de l'Egypte devra se rendre en personne à Constantinople pour y recevoir l'investiture. Les gouverneurs d'Egypte, bien que jouissant du privilège de l'hérédité, seront assimilés aux autres vizirs, sous le rapport du titre et de la préséance, laquelle se réglera d'après l'ancienneté. Par conséquent, le cérémonial, les dénominations et les titres dont on se sert à l'égard des autres vizirs de Ma Sublime-Porte seront également applicables aux gouverneurs d'Egypte.

Les dispositions salutaires de Mon Hatti-Chérif de Gulhané, ainsi que les lois administratives en vigueur ou à créer dans Mon Empire et tous les traités conclus ou qui pourront l'être entre Ma Sublime-Porte et des cours amies, seront de même exécutés entièrement en Egypte.

Tous les revenus et impôts de l'Egypte seront perçus en Mon Nom et pour que les habitants de l'Egypte qui font partie des sujets de Ma Sublime-Porte ne soient pas exposés à des avanies

et à des perceptions irrégulières, les dîmes, droits et autres impôts y seront réglés d'après le même système suivi dans les autres provinces de Mon Empire.

Le quart des revenus des droits de douane, dîmes et autres impôts, en Egypte, sera prélevé sans aucune déduction et versé au trésor de Ma Sublime Porte; les trois quarts restant serviront à couvrir les frais de perception, de l'Administration civile et militaire et de l'entretien du gouvernement ainsi qu'à payer le blé que l'Egypte doit envoyer chaque année aux villes saintes de la Mecque et Médine. La qualité et le mode d'acquittement du tribut qui revient à Ma Sublime Porte, seront valables, tels qu'ils sont déterminés ici, pendant cinq ans, à dater de l'an 1257 (22 février 1841). Ils pourront, par la suite, être réglés d'une autre manière plus convenable à la situation future de l'Egypte et à la nature de nouvelles circonstances.

Comme il est du devoir de Ma Sublime-Porte de connaître le montant annuel des revenus et de percevoir la dîme et les autres dispositions, et comme cet objet exige une commission de surveillance et de contrôle dans cette province, on y prendra ultérieurement à ce sujet les mesures que Je ferai connaître par une ordonnance impériale.

Le règlement si important des monnaies devant être fixé par Ma Sublime-Porte, de manière à ne plus admettre aucune variation tant pour le titre que pour la valeur, les pièces d'or et d'argent qui seront frappées en Egypte en Mon nom et avec Ma permission impériale devront être égales à celles qui sortent de la Monnaie de Constantinople, soit pour le titre, soit pour la forme et le module.

En temps de paix, dix-huit mille hommes de troupe suffisant à la sécurité intérieure de l'Egypte, ce nombre ne pourra être dépassé. Toutefois, comme les forces de terre et de mer de l'Egypte sont entretenues pour le service de Ma Sublime-Porte, non moins que les autres forces de l'Empire, celle-ci pourra, en temps de guerre, augmenter le dit nombre dans la proportion qui sera jugée convenable.

D'après le nouveau système de service militaire que j'ai adopté

pour tout Mon Empire, les soldats, après avoir servi cinq ans, devant être remplacés par de nouveaux soldats, ce même système sera suivi en Egypte. Ainsi, sur les dernières recrues des troupes égyptiennes qui servent aujourd'hui, l'on choisira 20.000 hommes pour commencer le nouveau service, dont 18.000 seront gardés pour l'Egypte et 2.000 envoyés ici pour faire leur temps.

Le cinquième de ces 20.000 hommes devant être remplacé chaque année, on prendra annuellement en Egypte 4.000 recrues, d'après le mode prescrit par le règlement militaire, au moyen du tirage au sort, et en procédant avec toute l'humanité, l'impartialité et la diligence requise : 3.600 hommes de ces recrues resteront dans le pays et 400 seront expédiés ici. Les soldats qui auront fini leur temps de service, soit en Egypte, soit ici, rentreront dans leurs foyers et ne pourront plus être requis une autre fois.

Quoique le climat de l'Egypte puisse exiger une différence dans l'étoffe des habits militaires, cependant la coupe et la forme de leurs uniformes, ainsi que leurs nichams et drapeaux ne se distingueront en rien de ceux en usage dans les autres troupes de Ma Sublime-Porte. De même les uniformes et nichams des officiers, matelots et soldats de la marine égyptienne ainsi que le pavillon des bâtiments seront les mêmes que ceux d'ici.

La nomination des officiers de terre et de mer, jusqu'au grade de kol-aghasi (major) inclusivement, appartiendra au gouvernement d'Egypte. Les grades supérieurs ne pourront être conférés que par Moi.

Il ne sera pas permis, dorénavant, aux gouverneurs de l'Egypte, de construire des bâtiments de guerre sans l'expresse permission de Ma Sublime-Porte.

Le privilège de l'hérédité du gouverneur de l'Egypte étant soumis aux conditions ci-dessus énoncées, l'inexécution de l'une d'elles motivera le retrait immédiat de ce privilège.

Telle est ma volonté impériale.

Toi, ainsi que tes descendants, vous devrez apprécier avec reconnaissance cette insigne faveur impériale et exécuter scrupuleusement les conditions y établies. Vous aurez à protéger les

habitants de l'Egypte contre toute violence et pourvoyant à leur sûreté et à leur bien-être et en vous gardant de contrevenir à mes ordres contenus dans le présent Hatti-Chérif et enfin faire connaître à Ma Sublime-Porte les affaires importantes du pays confié à ton gouvernement.

Firman du 8 juin 1873 (à Ismaïl).

Constantinople, le 13 rébi-ul-akhir 1270.
(8 juin 1873).

A Mon illustre Vizir Ismaïl Pacha, etc....

Qu'il soit fait notoire que Nous avons pris ta demande en considération, et que Nous avons voulu réunir dans un seul firman tous les firmans et khats humayouns qui, depuis le firman qui accordait l'hérédité de l'Egypte à ton aïeul Mehemet-Ali, ont été octroyés aux Khédivs d'Egypte, soit pour modifier le mode de succession, soit pour accorder à l'Egypte des immunités et privilèges nouveaux en harmonie avec les mœurs des habitants et le caractère et la nature du pays. Nous avons voulu que le présent firman, avec toutes les modifications et explications nécessaires qu'il renferme et les principes et règles qu'il établit, soit toujours exécutoire et respecté et remplace aussi à l'avenir les autres firmans impériaux, et cela ainsi qu'il suit :

L'ordre de succession au gouvernement d'Egypte, accordé par Notre firman impérial, en date du 2 rébi-ul-ewel 1257, a été modifié de manière que le Khédivat d'Egypte passât au fils aîné du Khédiv et après lui, à son fils aîné et ainsi des autres, c'est-à-dire que la succession soit par ordre de primogéniture, dans l'intérêt de la bonne administration de l'Egypte et du bien-être de ses habitants. D'un autre côté, comme j'ai constaté les soins que tu donnes à l'Egypte et les efforts que tu fais pour sa prospérité dont la grandeur et l'importance sont notoires à Mes yeux, ainsi que la fidélité et le dévouement dont tu m'as toujours donné des témoignages, Je t'ai accordé entièrement Mes bonnes grâces et Ma confiance, et pour t'en donner une preuve

éclatante, J'ai voulu établir et J'établis comme loi de succession que le *Khédivat d'Egypte et ses dépendances*, ainsi que les *caïmakamies de Souakim et de Massouah avec leurs dépendances*, passeront, comme il a été dit plus haut, à ton fils et, après lui, conformément à la loi de primogéniture, aux fils aînés de ceux qui seront Khédives. Au cas où celui qui serait Khédive ne laisserait pas d'enfants mâles, le Khédivat passerait à son frère puîné et, dans le cas où son frère ne serait plus, au fils aîné de son frère puîné. Cette règle est établie d'une manière définitive et ne s'applique pas aux enfants mâles dans la ligne féminine.

Afin d'assurer complètement la sécurité dans cet ordre de succession, la régence qui administrera l'Egypte en cas de minorité est réglée comme suit : à la mort du Khédive, si son fils aîné est mineur, c'est-à-dire s'il est âgé de moins de dix-huit ans, comme il sera réellement, quoique mineur, Khédive par son droit à la succession, son firman sera immédiatement envoyé.

Si le Khédive défunt a, durant sa vie, institué la régence dans un document qui doit être contresigné par deux hauts fonctionnaires portés comme témoins dans l'acte, le régent et les membres de la régence qui auraient ainsi été désignés prendront immédiatement en mains l'administration des affaires et en informeront Ma Sublime-Porte, et Mon Gouvernement impérial confirmera le régent et les membres de la régence dans leurs fonctions. Si le Khédive n'a pas pourvu à la régence pendant sa vie, celle-ci sera formée des personnes qui se trouvent à la tête des administrations de l'intérieur, de la guerre, des finances, des affaires étrangères, etc., conseils de justice, de l'armée et de l'inspection générale. Ils procéderont entre eux de la manière suivante à la nomination du régent : ces différents chefs d'administration éliront parmi eux celui qui sera régent ; cette élection se fera soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix. Au cas où des voix se porteraient en nombre égal sur deux personnes, celle qui occupe la fonction la plus importante, à commencer par l'administration de l'intérieur, sera élue régent et les autres membres formeront le conseil de

régence. Ils prendront en main l'administration des affaires et en donneront avis à Ma Sublime-Porte qui les confirmera dans leurs fonctions. Soit que le régent et les membres du Conseil de la régence aient été institués par élection dans l'un comme dans l'autre cas, aucun des membres ne pourra être changé. Si l'un des membres de la régence vient à mourir, les membres survivants choisiront et nommeront un autre fonctionnaire égyptien pour le remplacer. Si c'est le régent qui vient à mourir, les membres du Conseil choisiront son remplaçant parmi eux-mêmes et nommeront à la place que le nouveau régent occupait dans le conseil, un nouveau fonctionnaire égyptien. Lorsque le Khédive mineur sera arrivé à l'âge de dix-huit ans, il sera considéré comme majeur et administrera par lui-même les affaires du gouvernement.

J'attache la plus haute importance à la prospérité de l'Egypte, au bien-être, à la tranquillité, à la sécurité de sa population et, comme ce sont des objets qui reposent sur l'administration civile et financière du pays ainsi que sur le développement des intérêts matériels et autres du pays qui seront du ressort du gouvernement égyptien, Nous mentionnerons comme suit, en les modifiant et en les élucidant, tous les privilèges que Mes firmans impériaux, soit anciennement, soit à nouveau, ont accordés au gouvernement égyptien pour qu'ils soient possédés à toujours par les Khédives qui se succéderont.

L'administration civile et financière du pays et tous les intérêts matériels et autres sous tous les rapports sont du ressort du gouvernement égyptien et lui sont confiés, et comme l'administration, le bon ordre de tout pays, le développement de la richesse et de la prospérité de la population proviennent de l'harmonie établie entre les faits, les relations générales, la condition et la nature du pays ainsi que le caractère et les mœurs des habitants, le Khédive d'Egypte est autorisé à faire des règlements intérieurs et des lois toutes les fois qu'il sera nécessaire.

Il est aussi autorisé à renouveler et à contracter, sans porter atteinte aux traités politiques de Ma Sublime-Porte, des conventions avec les agents des puissances étrangères, *pour les doua-*

nes et le commerce et pour toutes les relations qui concernent les étrangers et toutes les affaires intérieures et autres du pays et cela dans le but de développer le commerce et l'industrie et de régler la police des étrangers, ainsi que leur situation et tous les rapports avec le gouvernement et la population.

Le Khédive a la disposition complète et entière des affaires financières du pays, il a autorisation pleine et entière de pourvoir à tous les moyens et établissements de défense et de protection, conformément aux nécessités du temps et des lieux, et d'augmenter ou de diminuer, selon le besoin, sans qu'aucune limite lui soit imposée, le nombre de Mes troupes impériales d'Egypte.

Le Khédive conservera, comme auparavant, le privilège de conférer des grades, dans l'ordre militaire, jusqu'au grade de colonel et, dans l'ordre civil, jusqu'au grade de *ruthé sanieh*. La monnaie qui sera frappée en Egypte doit être frappée en mon Nom impérial, les drapeaux des troupes de terre et de mer seront les mêmes que les drapeaux de mes autres troupes et autres bâtiments de guerre, les bâtiments blindés seuls ne pourront pas être construits sans Ma permission.

Par Mon ordre Impérial reproduisant les dispositions ci-dessus, Je te fais remettre, par Mon Divan Impérial, le firman illustre orné en tête de Mes caractères Impériaux. Ce firman renferme et complète, en les étudiant et les modifiant, tous les firmans ou khats impériaux qui ont été octroyés jusqu'à présent au gouvernement égyptien, soit pour indiquer l'ordre de succession, la forme de succession, la forme de régence en cas de nécessité, soit pour l'administration civile, militaire, financière, ainsi que les intérêts matériels et autres du pays.

C'est en conformité de Ma volonté impériale que les règles et principes contenus dans ce firman doivent être observés, à toujours et à jamais exécutés en lieu et place de tous les autres contenus dans mes précédents firmans.

Pour toi, conformément à ton caractère plein de droiture et de zèle et aux connaissances que tu as acquises de l'état de l'Egypte, tu exécuteras fidèlement les conditions stipulées de

ce firman et tu feras tes efforts pour bien administrer le pays, pour assurer par tous les moyens possibles la tranquillité des habitants et reconnaître par là Mes faveurs et Mes bontés impériales à ton égard.

Tu apporteras aussi la plus grande attention à remettre chaque année sans retard et dans son entier à Mon trésor impérial les 150 mille bourses de tribut établi.

Firman du 7 août 1879 (à Tewfik).

Constantinople, le 19 châban 1296.

(7 août 1879)

A mon vizir éclairé Tewfik pacha, appelé au Khédivat d’Egypte avec le haut rang de sedaret effectif et décoré de Mes ordres impériaux d’Osmanieh et de Medjidieh en brillants, que le Tout-Puissant perpétue en sa grandeur, etc...

Ismâïl pacha, Khédive d’Egypte, ayant été relevé de ses fonctions le 6 regeb 1296, en égard à tes services, à ta droiture et à ta loyauté tant à Notre personne qu’aux intérêts de Notre Empire, à ton expérience des affaires d’Egypte, à ta capacité pour réformer la mauvaise situation dont ce pays souffre depuis quelque temps et conformément à la règle établie à ce sujet par le firman de moharrem 1283, pour la transmission du Khédivat par ordre de primogéniture de fils aîné en fils aîné, en ta qualité de fils aîné d’Ismâïl pacha, Nous te confions le *khédivat d’Egypte tel qu’il se trouve formé par ses anciennes limites et en comprenant les territoires qui y sont annexés.*

L’accroissement de la prospérité de l’Egypte, et la consolidation de la sécurité et de la tranquillité de ses habitants constituent l’objet de Notre plus haute sollicitude. Nous avons rendu il y a quelque temps, dans ce but, un firman impérial qui confirmait aussi des privilèges anciens de cette contrée. Cependant quelques-unes des dispositions du susdit firman ayant donné lieu aux difficultés actuelles, en vue de confirmer ceux de ces

privilèges qui doivent être maintenus intacts ou de corriger et améliorer ceux de ces privilèges qui ont paru nécessiter quelques modifications, nous avons fait insérer ci-après les dispositions suivantes :

Tous les impôts de cette province seront perçus en Notre nom. Les habitants de l’Egypte étant Nos sujets et ne devant, comme tels, subir en aucun temps la moindre oppression ni acte arbitraire, à cette condition, le Khédive d’Egypte auquel est confiée l’administration civile et financière du pays, aura la faculté d’élaborer et d’établir d’une manière conforme à la justice, tous réglemens et lois intérieures nécessaires à cet égard.

Le Khédive sera autorisé à conclure et à renouveler, sans porter atteinte aux libertés politiques de Notre Empire, ni à ses droits souverains, *les conventions avec les agents des Puissances étrangères pour les douanes et le commerce* et pour toutes les transactions avec les étrangers concernant les affaires intérieures et cela dans le but de développer le commerce, l’industrie et l’agriculture et de régler la police des étrangers et tous leurs rapports avec le gouvernement et la population, et la copie de ces conventions sera communiquée à Notre Sublime-Porte, avant leur promulgation par le Khédive.

Le Khédive aura la disposition complète et entière des affaires du pays, mais il n’aura pas le droit de contracter des emprunts, sauf pour ce qui concerne le règlement de la situation financière présente, et sera parfaitement d’accord avec ses présents créanciers ou les délégués chargés officiellement de leurs intérêts.

Le Khédivat ne saura, sous aucun prétexte, ni motif, abandonner à d’autres personnes, en tout ou en partie, les privilèges accordés à l’Egypte et qui lui ont été confiés et qui sont une émanation des prérogatives inhérentes au pouvoir souverain, ni aucune partie du territoire.

L’administration égyptienne aura soin de payer régulièrement le tribut annuel fixé à 750.000 livres turques.

La monnaie sera frappée en Egypte, à Notre nom.

En temps de paix, 18.000 hommes suffisent pour la garde intérieure de l’Egypte. Ce chiffre ne pourra pas être dépassé ; ce-

pendant comme les forces égyptiennes de la terre et de mer sont destinées aussi au service de Notre Gouvernement, dans le cas où la Sublime-Porte se trouverait engagée dans une guerre, leur chiffre pourra être augmenté dans la proportion jugée convenable.

Les drapeaux des forces de terre et de mer et les insignes des différents grades des officiers seront les mêmes que ceux de Nos armées.

Le khédivat aura le droit de conférer directement des grades aux officiers de terre et de mer jusqu'à celui de colonel inclusivement, et aux employés civils jusqu'à celui de sanieh inclusivement.

Le khédivat ne pourra, comme par le passé, construire de bâtiments blindés sans l'autorisation de Notre Gouvernement.

Tu veilleras au strict maintien des conditions qui précèdent et qui, ayant été sanctionnées par Notre iradé impérial, ont été consignées dans Notre présent firman, orné de Notre autographe impérial, et qui te seras remis par l'un des principaux personnages de Notre Empire, Ali Fuad bey, premier secrétaire de Notre cabinet impérial, décoré de Nos ordres impériaux d'Osmanieh et de Medjidieh.

Firman du 27 mars 1892 (à Abbas-Hilmi).

A mon vizir éclairé, Abbas-Hilmi pacha, appelé au khédivat d'Egypte avec le haut rang de sédaret, décoré de Mes ordres impériaux du Medjidieh en brillants et de la première classe de l'Osmanieh, que le Tout-Puissant perpétue sa splendeur, etc., etc.

Par suite des décrets de la Providence, le Khédiva Mehemet-Tewfik étant décédé, le khédivat d'Egypte avec les anciennes provinces indiquées dans le firman impérial en date du 2 rebi-ul-akhir 1257 (1^{er} juin 1841) ainsi que sur la carte annexée audit firman et les territoires annexés en conformité du firman impérial en date du 15 zilhidjeh 1281 (11 mai 1865) a été conféré à Toi, en vertu de Mon iradé Impérial en date du 7 djémazi-ul-akhir 1309 (8 janvier 1892), comme témoignage de Ma haute

bienveillance et en égard à Tes services, à Ta droiture et à Ta loyauté tant à Ma personne qu'aux intérêts de Mon Empire et à Tes connaissances par rapport à l'état général de l'Egypte et à Ta capacité reconnue pour le règlement et l'amélioration des affaires de l'administration de l'Egypte : à Toi qui es l'aîné du défunt Khédive, conformément à la règle établie par le firman impérial du 12 moharrem 1283 (27 mai 1866) qui établit la transmission du khédivat par ordre de primogéniture de fils aîné en fils aîné.

L'accroissement de la prospérité de l'Egypte et la consolidation de la sécurité et de la tranquillité de ses habitants constituent à Nos yeux l'objet de Notre plus haute sollicitude, nous avons rendu, pour atteindre ce but louable, un firman impérial en date du 19 chaban 1296 (7 août 1879) qui, tout en conférant à Ton défunt père le khédivat d'Egypte, décrétait les dispositions suivantes :

Tous les revenus du khédivat d'Egypte seront perçus en mon Nom impérial. Les habitants de l'Egypte étant mes sujets et ne devant comme tels, subir en aucun temps la moindre oppression ni acte arbitraire, à cette condition, le Khédive d'Egypte auquel est confiée l'administration civile, financière et judiciaire du pays, aura la faculté d'élaborer et d'établir d'une manière conforme à la justice, tous les règlements et lois intérieures nécessaires à cet égard.

Le Khédive sera autorisé à conclure et à renouveler, sans porter atteinte aux traités politiques de Mon Gouvernement impérial ni à ses droits souverains sur ce pays, des conventions avec les agents des Puissances étrangères pour les *Douanes et le commerce* et pour toutes les transactions avec les étrangers concernant les affaires intérieures, et cela dans le but de développer le commerce et l'industrie et de régler la police des étrangers et tous leurs rapports avec le gouvernement et la population.

Ces conventions seront communiquées à Ma Sublime-Porte, avant leur promulgation par le Khédive.

Le Khédive aura la disposition complète et entière des affaires financières du pays, mais il n'aura nullement le droit de con-

tracter les emprunts, sauf pour ce qui concerne exclusivement le règlement de la situation financière présente et en parfait accord avec ses présents créanciers ou les délégués chargés officiellement de leurs intérêts.

Le Khédive ne saura, sous aucun prétexte ni motif, abandonner à d'autres, en tout ou en partie, les privilèges accordés à l'Egypte et qui lui son confiés, et qui font partie intégrante des droits inhérents au pouvoir souverain, ni aucune partie du territoire.

L'administration égyptienne aura soin de payer régulièrement le tribut annuel de sept cent cinquante mille livres turques.

La Monnaie sera frappée en Egypte en Mon nom. En temps de paix, 18.000 hommes de troupes suffisent pour la garde intérieure de l'Egypte. Ce chiffre ne doit pas être dépassé. Cependant comme les forces égyptiennes de terre et de mer sont destinées aussi au service de Mon Gouvernement, dans le cas où la Sublime-Porte se trouverait engagée dans une guerre, leur chiffre pourra être augmenté dans la proportion jugée convenable.

Les drapeaux des forces de terre et de mer et les insignes des différents grades des officiers seront les mêmes que ceux de Mes armées.

Le Khédive aura le droit de conférer directement des grades aux officiers de terre et de mer jusqu'à celui de colonel inclusivement et aux emplois civils jusqu'à celui de sanieh inclusivement.

Le Khédive ne pourra, comme par le passé, construire des bâtiments blindés sans l'autorisation expresse de Mon Gouvernement.

Tu veilleras au strict maintien des conditions qui précèdent et à ce qu'il n'arrive rien de contraire.

En vue de l'accomplissement intégral des dispositions ci-dessus mentionnées, Mon présent firman impérial, orné de Mon autographe impérial, a été rendu et envoyé.

Le 27 châban 1309.

Quelle est, d'après les actes qui viennent d'être cités, la capacité de l'Egypte à passer des conventions ?

Cette capacité n'existe qu'en vertu d'une attribution spéciale du Sultan. Les firmans de 1873, de 1879 et de 1892 ne contiennent qu'une autorisation générale, celle de conclure des conventions commerciales et douanières.

La convention de 1899 ne rentre évidemment pas dans cette catégorie. D'après le statut de l'Egypte fixé par les puissances et garanti par elles en 1840, une autorisation spéciale du Sultan aurait été nécessaire pour passer une telle convention. D'ailleurs cette autorisation du Sultan a été sollicitée plusieurs fois antérieurement. Par exemple en 1874, le Khédivé Ismaïl a demandé au Sultan l'autorisation de traiter avec les puissances pour la création des Tribunaux mixtes et en 1879 à contracter des emprunts pour la liquidation de la situation financière. Pour la dite convention, l'autorisation de la Sublime Porte n'a été même pas sollicitée. Et pour cause.

En effet, les firmans de 1879 et 1892 contiennent cette défense formelle : « Le Khédivat ne saura sous aucun prétexte, ni motif, abandonner à d'autres personnes en tout ou en partie les privilèges accordés à l'Egypte et qui lui ont été confiés et qui sont une émanation des prérogatives inhérentes au pouvoir souverain, *ni aucune partie du territoire.* ».

L'analyse de la convention nous a montré que ce n'était pas seulement un abandon partiel de la souveraineté territoriale de l'Egypte sur le Soudan, mais une véritable annexion de la part de l'Angleterre. D'après les accords de 1840, l'Egypte et ses dépendances forment

un tout rattaché à l'empire ottoman. Les firmans ont réglé la condition de l'Égypte, d'après ces accords, que l'Angleterre a signés et même provoqués. Elle a signé aussi le traité de Paris du 30 mars 1856 et celui de Berlin du 13 juillet 1878 dont les articles, le premier l'article 7, le second l'article 63, garantissent l'intégrité de l'empire ottoman, donc celle de l'Égypte, par les puissances.

De plus, la convention de Berlin (26 février 1885), pour le partage de l'Afrique, déclare que « les stipulations de l'acte international ne sont pas applicables aux possessions de la Sublime Porte en Afrique, aucune occupation de ces possessions ne pouvant être admise ». Les possessions africaines du Sultan, c'étaient l'Égypte et ses dépendances et la Tripolitaine.

L'occupation britannique de l'Égypte en 1882 a-t-elle apporté une modification à son statut international ? La réponse est négative. L'Angleterre a toujours considéré que son occupation était temporaire et n'avait que le caractère d'une mesure de nécessité momentanée, qui devait prendre fin, une fois l'ordre rétabli. Donc, jusqu'en 1899, elle n'avait acquis aucun droit sur l'Égypte et elle n'avait pas non plus dénoncé aucun de ses engagements antérieurs, notamment ceux de garantir l'intégrité de l'empire turc. De plus, depuis son occupation, elle a continué, comme les autres puissances, à considérer l'Égypte comme une dépendance de la Sublime Porte, n'ayant pas de personnalité indépendante au point de vue international. Comme les autres puissances, elle n'envoya pas d'agent diplomatique auprès du Khédive et n'en reçut pas de lui : comme tous, elle

n'avait qu'un consul général. Et après dix ans d'occupation en 1892, elle a laissé promulguer au Caire un firman qui confirmait la subordination du Khédive au Sultan et son incapacité de conclure la convention du 19 janvier 1899.

B. — *Les Capitulations et la convention.*

Les articles 6, 7, 8, 9 et 11 de la convention abrogent les privilèges accordés aux puissances capitulaires, les conventions douanières passées entre le khédive et les puissances étrangères et arrêtent la juridiction des tribunaux mixtes à Souakim. Enfin elle stipule que les consuls étrangers au Soudan devront être admis par le Gouvernement britannique avant d'être tolérés. Tout ceci revient en somme à l'abrogation des Capitulations au Soudan.

Il n'est pas de notre devoir de prendre la défense des Capitulations et de tout le système capitulaire existant en Egypte. Mais nous tenons à souligner, dans l'intérêt du Droit, que même sur le terrain purement juridique, la convention n'a pas respecté les droits acquis des tiers. Pourtant c'est un principe élémentaire et indiscuté du Droit international, à savoir que les traités passés avec un pays, sauf stipulation contraire, s'appliquent à la totalité de son territoire actuel et à ses annexions futures.

Or, le Soudan tel que le définit la convention de 1899, était en partie à l'Egypte, puisque les territoires situés entre Ouadi-Halfa et le 22° parallèle, n'ont jamais été évacués.

Pour le surplus, il a été conquis, ou suivant la thèse

anglaise reconquis, ce qui est plus concluant encore : pour une portion comme pour l'autre, les conventions liant l'Égypte devaient être respectées, et il est absolument contraire à tous les principes du Droit d'y déroger sans le consentement des parties intéressées.

Après l'examen ci-dessus, il ne reste plus aucune validité juridique qui puisse sanctionner la convention du 19 janvier 1899.

Elle est conclue, essentiellement et à tous les points de vue, en marge des règles du droit. Elle méconnaît les conventions antérieures passées entre l'Égypte et les autres puissances et fait table rase de tous les traités et conventions qui ont fixé le statut de l'Égypte depuis 1840.

La convention est donc nulle :

1° Parce que l'Égypte, d'après les firmans qui sanctionnent la convention de 1840, est incapable, sans l'autorisation de la Porte, d'aliéner une partie quelconque des territoires qui lui sont confiés;

2° Parce que les stipulations de l'acte de Berlin de 1885 ne sont pas applicables aux possessions de la Sublime-Porte en Afrique et qu'aucune occupation de ces territoires ne peut être admise;

3° Parce qu'elle porte atteinte à l'intégrité de la Porte, intégrité sanctionnée par l'Europe dans le traité de Paris de 1856 et de Berlin de 1877.

Il reste à savoir si la convention peut se justifier à l'aide d'un droit nouveau, que les Anglais appellent le *droit de conquête*.

C'est ce que nous allons examiner dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE IV

La théorie anglaise de la conquête

Pour justifier la convention du 19 janvier 1899, l'Angleterre a mis en avant une théorie nouvelle, qu'elle appelle *le droit de conquête*. Dans le premier paragraphe (1) du préambule du traité, il est dit que le Soudan est *reconquis* grâce aux efforts combinés du gouvernement de Sa Majesté britannique et du gouvernement du Khédive. Et dans le troisième paragraphe, il est question de « donner satisfaction aux titres qu'a acquis le gouvernement de Sa Majesté britannique par *droit de conquête* ».

De cette théorie, Lord Salisbury donne les explications suivantes, dans sa déclaration faite à la Chambre des Lords, le 6 février 1899:

« Il n'y a rien, dans aucune des paroles dont nous nous sommes servis, qui justifie l'allégation que le Soudan soit devenu possession de la Reine. Nous détenons les domaines du Khalifat à deux titres : d'abord comme ayant fait indubitablement partie des possessions de

(1) « Attendu que certaines provinces du Soudan, qui étaient en rébellion contre l'autorité du Khédive, sont maintenant reconquises, grâce aux efforts militaires et financiers joints, du gouvernement de S. M. britannique et du gouvernement du Khédive. »

l'Égypte, que nous occupons actuellement, et ensuite par ce titre, beaucoup moins compliqué, beaucoup plus ancien et bien plus facile à comprendre, qu'on appelle le droit des conquérants. Les territoires en question ont été conquis par les troupes britanniques et égyptiennes. J'ai eu soin, dans la première communication écrite que j'ai adressée au gouvernement français, de baser notre titre sur le droit de conquête, parce que je crois que c'est le plus utile, le plus simple et le plus salulaire des deux. Mais j'ai vigoureusement répudié les conclusions qu'on pourrait être porté à tirer de cela : *à savoir que nous ayons l'intention de discuter les titres de notre allié le Khédive et de commettre aucune injustice à son égard*. Nous avons reconnu pleinement la position du Khédive. Lord Kimberley a demandé si nous reconnaissons la position d'une autre puissance quelconque, et je réponds : Nous nous basons sur le titre de conquête, que le Soudan ait fait partie ou non des possessions ottomanes à un moment donné, ce dont je doute grandement, et, en tout cas, il ne s'agirait que d'une très minime partie du Soudan. Celui-ci a été conquis et occupé pendant treize ans par le Khalifat et, jusqu'à notre intervention, notre conquête n'a pas été troublée. Or, prétendre que les résultats des efforts de l'armée anglo-égyptienne doivent simplement faire revivre des réclamations que les événements avaient écartées, au profit de tiers n'ayant pas pris part à notre action, c'est une prétention qui ne peut être soutenue en se basant ni sur un précédent historique, ni sur le droit international. Nous tenons le Soudan par la conquête. »

Cette déclaration du premier ministre anglais apparaît,

à l'analyse, bien confuse. Lord Salisbury mêle deux points de vue contradictoires : celui d'une conquête et d'une reprise de possession de territoires momentanément perdus. Il affirme en même temps que le Soudan a fait partie des possessions de l'Égypte, ce que nous avons démontré, et d'autre part qu'il ne lui a jamais appartenu ; que la Grande-Bretagne n'a pas l'intention de spolier son allié le Khédive, parce que le Soudan n'est pas un territoire lui appartenant, mais qui a été cependant conquis par elle. Et il écarte les réclamations des tiers qui n'ont pas pris part à l'action combinée de la Grande-Bretagne et du Khédive, comme ne reposant ni sur un précédent historique, ni sur le droit international. Il vise évidemment la France et fait allusion à l'incident de Fachoda.

Si confuse et contradictoire qu'elle soit, parce que bien inconsistante, nous allons cependant juger cette théorie, sous tous ses aspects, au point de vue du Droit international.

« Nous tenons le Soudan par la conquête », affirme le cabinet britannique ; et d'abord il ne peut être question de conquête pour la partie du Soudan située au sud du 22° parallèle de latitude qui va jusqu'à Ouadi-Halfa. Sur cette partie de territoire l'autorité du Khédive s'est toujours maintenue, même depuis 1882 jusqu'à l'occupation de Khartoum par les troupes du Sirdar Kitchener en 1898. Ce territoire n'a jamais cessé d'être occupé par l'Égypte, même après la chute de Khartoum et la reddition de Gordon. Les troupes égyptiennes se replièrent simplement au nord de Dongola, qu'elles abandonnèrent sans motif, jusqu'à Ouadi-Halfa. Sur cette partie de

territoire, il ne peut donc y avoir question de droit de conquête. Et à supposer cette doctrine conforme au droit international pour le surplus du Soudan, la frontière égyptienne ne doit pas commencer au 22° parallèle de latitude, mais bien en arrière au sud, à Ouadi-Halfa. Ceci paraît évident, et conforme en tous points à la théorie anglaise elle-même. Pour de nombreux motifs, que la convention n'énumère pas du reste, et que nous ne connaissons pas, Ouadi-Halfa et Souakim ont été cependant rattachés aux autres provinces. Il n'est pas douteux que ceci est manifestement contraire au point de vue anglais, et il est indiscutable que cette partie du territoire soudanais demeure égyptienne, parce qu'elle n'a jamais été ni évacuée par les troupes égyptiennes ni reconquise par l'armée du Sirdar. Par conséquent le droit de conquête ne justifie rien sur cette partie du Soudan.

Pour le surplus des territoires tombés en fait aux mains des Mahdistes, la théorie anglaise de la conquête ne peut résister à un examen logique des choses, à la lumière du Droit des gens. Nous envisageons pour résoudre le problème deux hypothèses possibles.

Premièrement ces territoires peuvent être considérés comme ayant été la proie momentanée des rebelles, sans que l'Égypte les ait abandonnés d'une manière absolue, sans que sa souveraineté n'ait cessé à aucun moment de s'exercer sur ces provinces. Son autorité n'aurait jamais cessé d'exister en droit, bien qu'elle fût perdue en fait. Avec l'aide de l'Angleterre, qui a occupé l'Égypte précisément pour rétablir l'ordre, ces provinces ont été réoccupées. La rébellion d'Arabi pacha a eu pour contre-

coup la rébellion du Mahdi ; et c'est en rétablissant le Khédive dans toute la plénitude de ses droits sur l'Egypte et sur le Soudan, droits qu'il détient du Firman de 1841, issu des accords de Londres de 1840, que la Grande-Bretagne aurait accompli la mission qui a légitimé son intervention en Egypte.

Gladstone, le 24 juillet 1882, déclarait en effet à la Chambre des Communes : « La Grande-Bretagne n'a aucune visée ambitieuse en Egypte. Elle n'y envoie des troupes que pour rétablir l'ordre et *rendre au Khédive l'autorité qu'il a perdue.* »

Cette autorité du Khédive s'étendait sur le Soudan aussi bien que sur l'Egypte. Cette autorité, il ne l'a perdue qu'en fait et jamais en droit. C'est la thèse même de la Grande-Bretagne après l'incident de Fachoda. Dans toutes ces communications diplomatiques, elle a affirmé que les terres du Soudan égyptien n'étaient pas devenues *res nullius* après l'évacuation et que par conséquent nul n'avait le droit de s'en rendre maître par occupation.

C'était aussi la thèse du gouvernement français.

Le 12 mai 1894, la Grande-Bretagne signa un accord avec le roi-souverain du Congo, qui donnait à bail à ce dernier le Bahr-El-Ghazal et la province Equatoriale. Cependant une clause accessoire déclarait que les contractants « n'ignoraient pas » les prétentions du Khédive et du Sultan sur ces régions. Mais la Turquie réclama. Le Sultan suzerain de ces régions que possédait l'Egypte avant les succès des Mahdistes, déclara que ces territoires n'étaient pas sans maître et qu'on ne pouvait en disposer sans son consentement. La protestation de la Porte ouvrit la voie à la France, à laquelle le traité anglo-

congolais portait préjudice, pour protester au nom de l'intégrité de l'Empire ottoman, et elle dénia à l'Angleterre le droit de disposer du Soudan, au profit d'autrui. A la Chambre des députés, M. Hanotaux déclara, le 7 juin 1894, qu'il considérait la convention du 12 mai comme nulle et non avenue : « La France, dit-il, s'appuyant sur le fait que la convention anglo-congolaise est en contradiction manifeste avec les principes, les doctrines, le texte de l'Acte de Berlin, qu'elle atteint ou menace l'intégrité de l'Empire ottoman, la France considère cette convention comme contraire au droit et, jusqu'au plus ample informé, comme nulle et de nulle portée à ses yeux. »

Ainsi, d'après cette première hypothèse, il n'y a pas de conquête et il ne peut y avoir de conquête. La thèse anglaise que le Soudan n'est pas *res nullius*, thèse opposée à la France en 1898 après Fachoda et que, comme on vient de voir, la France opposa la première à l'Angleterre lors de la convention anglo-congolaise, s'oppose à tout droit de conquête sur ces territoires. Il n'y a dans l'entrée de Kitchener à Khartoum qu'une simple reprise de possession et l'Angleterre le proclame bien haut. « Il n'y a rien dans aucune des paroles dont nous nous sommes servis, qui justifie l'allégation que le Soudan soit devenu possession de la Reine. » Pour Lord Salisbury même, que nous venons de citer, c'est aussi une reprise de possession.

La deuxième hypothèse à envisager consiste à considérer le Soudan comme n'ayant pas été repris, mais conquis effectivement. On peut sans crainte admettre cette idée et faire cette concession à l'Angleterre. Mais

pour le compte de qui le Soudan a-t-il été conquis ? Ce n'est certainement pas pour le compte de l'Angleterre, ni en vue de le partager, que le gouvernement de Londres et celui du Khédive se sont alliés pour le conquérir : il est évident que c'était pour le compte de l'Egypte, pour rétablir le Khédive dans la plénitude de ses droits sur cette autre partie du territoire égyptien. C'est bien simple. L'Angleterre a prêté son concours à l'Egypte pour opérer les conquêtes dont il s'agit, et c'est au nom de l'Egypte et pour l'extension de sa seule souveraineté que la conquête a été opérée, l'Angleterre ne pouvait entreprendre aucune opération en son nom, puisque ces territoires avaient toujours un maître. Donc le titre de conquérant avec tous les droits qui en découlent revient à l'Egypte et à elle seule, puisque la conquête a été entreprise sous son nom. L'Angleterre n'aurait joué que le rôle d'un simple auxiliaire. Et le Foreign Office l'a affirmé dans toutes ses communications diplomatiques et toutes ses déclarations. Salisbury déclare à M. de Courcel, ambassadeur de France, le 12 octobre 1898 : « La vallée du Nil a appartenu et appartient toujours à l'Egypte (1). » Et à la Chambre des Lords, le 6 février 1899, il dit : « Nous n'avons nullement l'intention de discuter les titres de notre allié le Khédive ni de commettre aucune injustice à son égard. » Comme auxiliaire, l'Angleterre peut prétendre se faire payer le concours donné par elle, ce qui est naturel et fort légitime. Mais elle ne pouvait régler le prix de ce concours avec le Khédive seul, incapable de faire des concessions de terri-

(1) V. *Livre jaune*, 1898.

toires, que, d'après les traités et les firmans, seul peut faire le Sultan, sans porter atteinte à l'intégrité de l'Empire ottoman.

Ainsi même, en écartant l'idée d'une reprise de possession faite avec l'aide de l'Angleterre au profit de l'Égypte et en acceptant l'idée de conquête, aucun droit n'est acquis à l'Angleterre sur ces territoires : le seul conquérant reste l'Égypte. Les deux hypothèses nous conduisent à un dilemme inéluctable : s'il y a reprise de possession c'est au profit de l'Égypte ; s'il y a conquête, c'est l'Égypte toujours qui a seule droit au titre de conquérant avec ses prérogatives. La théorie de la conquête nous met donc devant un dilemme qui conclut toujours au droit de l'Égypte sur ces territoires et exclusivement.

Le droit de conquête n'explique pas non plus l'abolition des Capitulations et les droits acquis des puissances sur ces territoires. Même à supposer que ce droit de conquête confère des droits souverains à la Grande-Bretagne sur cette partie de l'Empire ottoman, ses droits souverains n'annihilent pas les droits souverains de l'Égypte, qui continuent à s'exercer et qui sont reconnus par la convention elle-même. D'après cette dernière, la souveraineté égyptienne est doublé désormais d'une autre souveraineté britannique. Le Soudan égyptien a fait place à un Soudan anglo-égyptien placé sous le condominium des deux pays. Mais alors, l'Égypte pour sa part de souveraineté reste liée avec les puissances et l'Angleterre ne peut à elle seule méconnaître les droits acquis de ces dernières sans leur consentement. Et, même en supposant que l'Égypte tout entière ainsi que le

Soudan soient tombés sous le protectorat anglais, le pays protecteur doit toujours respecter les engagements contractés par l'Etat protégé.

Ainsi, comme on vient de le voir, la théorie de la conquête est absolument sans valeur au point de vue du Droit des gens. Elle ne justifie en rien la convention du 19 janvier 1899. Bien au contraire, elle renforce les droits de l'Egypte, parce que s'il y a eu vraiment conquête et non reprise de possession l'Angleterre n'a joué et ne pouvait jouer que le simple rôle d'auxiliaire. Que l'Angleterre voulût après tout se faire payer le prix de son concours, il n'appartenait pas à l'Egypte seule d'en fixer le prix. C'était au Sultan qu'il fallait s'adresser, à moins de dénoncer les engagements antérieurs, dès le lendemain même de l'occupation de l'Egypte. Mais le respect des traités est une chose chère à la diplomatie anglaise. Le pays qui a su si bien faire honneur à son engagement de 1831 de respecter la neutralité perpétuelle de la Belgique, pouvait aussi bien en 1899 respecter les accords de 1840 et les traités de Paris et de Berlin qui mettaient l'intégrité de l'Empire turc sous la sauvegarde de l'Europe.

Pourra-t-il le faire à l'heure actuelle, où les choses ont changé depuis, où la question d'Orient ne se pose plus de la même manière, où la Turquie, aujourd'hui république, est réduite à ses limites naturelles, où l'Egypte a évolué vers l'indépendance après s'être détachée complètement de la Turquie ?

C'est ce que nous allons essayer d'examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V

Le Soudan après le Protectorat de 1914 et la Déclaration de 1922

Nous avons vu que la convention du 19 janvier 1899 ne donnait aucun droit spécial à l'Angleterre sur le Soudan. Au regard du droit international, le Soudan continue à être considéré comme faisant partie intégrante de l'Egypte, puisque la convention ne repose sur aucun droit juridique et qu'à moins de dénoncer les engagements antérieurs il ne peut être considéré que comme tel. On peut donc définir la situation internationale de l'Egypte, en disant que l'Egypte et ses dépendances (le Soudan) continuent à faire partie des possessions de la Sublime-Porte, tout en étant occupée par les troupes britanniques. L'occupation du Soudan reste, au point de vue du Droit international, comme faisant suite à l'occupation de l'Egypte, ce pays étant une dépendance de cette dernière, mais sans aucun droit spécial pour la Grande-Bretagne. La convention de 1899 ne peut être que nulle et d'une nullité imprescriptible, comme contraire à tous les principes du Droit des gens. La théorie de la conquête ne peut être admise et ne peut s'appliquer au cas qui nous intéresse. Et si par hasard elle était admise à propos du Soudan, pourquoi ne le serait-elle

pas en ce qui concerne l’Egypte elle-même, qui à plus forte raison a été occupée par le seul effort anglais ? L’Angleterre n’avait qu’à déclarer rompus les liens qui rattachaient l’Egypte à la Sublime-Porte et annexer au même titre et l’Egypte et le Soudan comme étant une dépendance de la première, en application de sa théorie de la conquête. Mais ceci aurait été trop risqué, même en face de puissances paralysées par leurs divisions et leurs convoitises. Elle attendit donc et cette attente allait bientôt être récompensée.

A la faveur de la grande tourmente européenne, la Grande-Bretagne déclare le 18 décembre 1914 son protectorat sur l’Egypte. Voici les documents qui instituèrent ce singulier protectorat :

I

Extrait du *Journal officiel* Egyptien, Extraordinaire du Vendredi 18 décembre 1914. — N° 170.

PROCLAMATION

Le Principal secrétaire d’Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères annonce que, vu l’état de guerre résultant de l’action de la Turquie, l’Egypte a été placée sous la protection de Sa Majesté et constituera dorénavant un Protectorat Britannique.

La suzeraineté de la Turquie sur l’Egypte cesse ainsi d’exister, et le Gouvernement de Sa Majesté prendra toutes les mesures nécessaires pour la défense de l’Egypte et pour la protection de ses habitants et de ses intérêts.

Le Caire, le 18 décembre 1914.

(Traduction.)

II

Extrait du *Journal officiel* Egyptien, Extraordinaire du samedi 19 décembre 1914. — N° 1171.

PROCLAMATION

Le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères annonce que, vu l'action de Son Altesse Abbas Hilmi Pacha, ex-Khédive d'Egypte, qui a fait cause commune avec les ennemis de Sa Majesté, le Gouvernement de Sa Majesté a décidé de le déposer du Khédivat, et cette dignité, avec le titre de Sultan d'Egypte, a été offerte à Son Altesse le Prince Hussein Kamel Pacha, l'aîné des Princes de la famille de Mehemet Aly, et a été acceptée par lui.

Le Caire, le 19 décembre 1914.

(Traduction.)

III

Communication transmise à Son Altesse le Sultan de la part du Gouvernement britannique.

Extrait du *Journal officiel* Egyptien, Extraordinaire du samedi 19 décembre 1914. — N° 1172.

A Son Altesse le Prince Hussein Kamel Pacha.
Monseigneur,

Je suis chargé par le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères d'attirer l'attention de Votre Altesse sur les circonstances qui ont précédé l'état de guerre entre Sa Majesté Britannique et le Sultan de Turquie, et sur les changements que cette guerre entraîne dans la situation de l'Egypte.

Au sein du Cabinet ottoman, deux partis s'étaient formés. D'un côté un parti modéré soucieux de la sympathie que la Grande-Bretagne a toujours manifestée pour les réformes en Turquie. Ce parti a reconnu que la guerre dans laquelle Sa Majesté était engagée ne lésait aucun des intérêts ottomans et a tenu compte de l'assurance donnée par Sa Majesté et ses Alliés qu'ils ne tireraient de cette guerre aucun prétexte à des actes

nuisibles aux dits intérêts, ni en Egypte, ni ailleurs. De l'autre côté, une bande d'aventuriers militaires peu scrupuleux qui voyaient dans une guerre d'agression entreprise de concert avec les ennemis de Sa Majesté le moyen de réparer les désastres militaires, financiers et économiques qu'ils avaient déjà causés à leur pays. Nonobstant des violations répétées de leurs droits, Sa Majesté et ses Alliés ont conservé jusqu'au dernier moment l'espoir que de sages conseils pourraient prévaloir et ils se sont abstenus de toutes représailles jusqu'au jour où ils s'y sont trouvés contraints d'un côté par la violation de la frontière égyptienne par des bandes armées, et de l'autre par des attaques sans provocation aucune contre les ports ouverts russes de la part des forces navales ottomanes sous le commandement d'officiers allemands.

Le Gouvernement de Sa Majesté possède des preuves pertinentes que, dès le début de la guerre contre l'Allemagne, Son Altesse Abbas Hilmi Pacha, ex-Khédivé d'Egypte, a fait définitivement cause commune avec les ennemis de Sa Majesté.

Par ces faits mêmes, le Sultan et l'ex-Khédivé se trouvent tous deux déchus en faveur de Sa Majesté de tous droits sur l'Egypte.

Le Gouvernement de Sa Majesté, par l'entremise du général commandant en chef les forces de Sa Majesté en Egypte, a pris la responsabilité exclusive de la défense de ce pays durant la guerre actuelle. Il reste à définir la forme du Gouvernement futur du pays ainsi libéré des droits de suzeraineté et autres auxquels a jusqu'ici prétendu le Gouvernement Ottoman.

Le Gouvernement de Sa Majesté s'estime le dépositaire pour le compte des habitants de l'Egypte aussi bien des droits ainsi échus à Sa Majesté que de ceux exercés en Egypte pendant ces trente dernières années de réformes. Le gouvernement de Sa Majesté a donc décidé que la Grande-Bretagne remplira pour le mieux les responsabilités qu'elle a assumées envers l'Egypte par la proclamation formelle du Protectorat Britannique et par le gouvernement du pays, sous l'égide de ce protectorat, par un Prince de la famille khédiviale.

Dans ces conditions, je suis chargé par le Gouvernement de Sa Majesté de faire connaître à Votre Altesse qu'en raison de son âge et de son expérience, elle a été reconnue comme le plus digne parmi les princes de la famille de Mehemet Ali d'occuper la position khédiviale avec le titre de Sultan d'Egypte; et en invitant Votre Altesse à accepter les responsabilités de cette dignité, je suis chargé de lui donner l'assurance formelle que la Grande-Bretagne assume la plus entière responsabilité pour la défense contre toute agression, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne, des territoires relevant de Votre Altesse, et je suis autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté à annoncer qu'à partir de la déclaration du Protectorat Britannique, tout sujet égyptien, en quelque lieu qu'il se trouve, aura droit à la Protection du Gouvernement de Sa Majesté.

La disparition de la suzeraineté ottomane comporte celle des restrictions jusqu'ici édictées par les firmans ottomans sur le nombre et l'organisation des forces militaires de Votre Altesse et sur l'octroi par Votre Altesse de distinctions honorifiques.

En ce qui concerne les Affaires Etrangères, le Gouvernement de Sa Majesté estime plus conforme aux nouvelles responsabilités de la Grande-Bretagne que les relations entre le Gouvernement de Votre Altesse et les représentants des puissances étrangères soient entretenues par l'intermédiaire du représentant de Sa Majesté au Caire.

Le Gouvernement de Sa Majesté a maintes fois déclaré que les Traités connus sous le nom de Capitulations et qui lient le Gouvernement de Votre Altesse ne sont plus en harmonie avec l'état de développement du pays ; mais dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, la révision de ces Traités sera avantageusement remise jusqu'à la fin de la guerre.

Quant à l'administration intérieure de l'Egypte, je suis chargé de rappeler à Votre Altesse que le Gouvernement de Sa Majesté, s'inspirant de la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne, s'est efforcé, de concert avec les autorités constituées du pays, et par leur intermédiaire, de garantir la

liberté individuelle, de répandre les bienfaits de l'instruction, de développer les ressources naturelles du pays et, à mesure que le sens politique du peuple se développera, d'associer les gouvernés au Gouvernement. Le Gouvernement de Sa Majesté est résolu de rester fidèle à cette politique : il est même convaincu que la définition plus nette de la position de la Grande-Bretagne en Egypte hâtera le progrès vers l'autonomie.

Les croyances religieuses des sujets égyptiens seront respectées de la façon la plus scrupuleuse, comme le sont celles des propres sujets de Sa Majesté, à quelque confession qu'ils appartiennent. Il n'est pas besoin d'assurer à Votre Altesse qu'en déclarant l'Egypte libérée de toute allégeance envers les usurpateurs actuels du pouvoir politique à Constantinople, le Gouvernement de Sa Majesté n'est animé d'aucun sentiment d'hostilité envers le Califat. Toute l'histoire de l'Egypte démontre, du reste, que la loyauté des Musulmans égyptiens envers le Califat est indépendante des liens politiques entre l'Egypte et Constantinople.

L'œuvre d'assurer l'affermissement et le progrès des institutions musulmanes en Egypte, tout en intéressant au plus haut degré le Gouvernement de Sa Majesté, fera la préoccupation de Votre Altesse et, dans l'élaboration des réformes que cette œuvre comporte, Elle pourra compter sur l'appui sympathique du Gouvernement de Sa Majesté. Je n'ai plus qu'à ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté s'en rapporte avec confiance à la loyauté, au bon sens et à la modération des sujets égyptiens pour faciliter la tâche du Général Commandant les forces de Sa Majesté en Egypte qui est actuellement chargé de maintenir l'ordre intérieur du pays, et d'empêcher l'ennemi d'y trouver assistance.

Je saisis cette occasion pour présenter à Votre Altesse l'assurance de mon respect le plus profond.

Milne CHEETHAM.

Le Caire, le 19 décembre 1914.

(Traduction.)

Ainsi, comme on vient de le voir, le protectorat de l'Angleterre sur l'Egypte a été établi par une proclamation du principal Secrétaire de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères, publiée au *Journal Officiel égyptien* et affichée en même temps sur les murs du Caire, le 18 décembre 1914. Le lendemain une autre proclamation annonçait la chute de l'ex-khédivé Abbas-Hilmi.

A cette dernière proclamation était jointe une dépêche du représentant par intérim de la Grande-Bretagne en Egypte, adressée à feu le Sultan Hussein Kamel et déclarant, en termes généraux, les vues du Gouvernement britannique sur la nécessité et la nature du Protectorat.

Au point de vue du Droit international, on ne saurait trouver ici que l'embryon d'un protectorat. Surtout, on ne saurait trouver la caractéristique essentielle du protectorat qui, rapport librement formé entre deux états de civilisation différente mais d'indépendance égale, n'institue le contrôle de l'un d'eux, le plus avancé, sur l'autre, qu'avec son assentiment formel (1). Pas de protectorat sans un traité qui l'institue. Ainsi le traité franco-tunisien du 12 mai 1881, le traité franco-tunisien du 8 juin 1883, complémentaire du premier, le traité franco-marocain de Fez, du 30 mars 1912, apportent la preuve très nette que, dans le droit des gens, il n'est pas de protectorat sans l'accord mutuel du protecteur et du protégé.

La déclaration unilatérale est donc insuffisante pour fonder le protectorat. C'est aujourd'hui une doctrine certaine, dont la discussion serait superflue.

(1) Voir FAUCHILLE, *Traité de Droit International*, 1922, p. 259 et suivantes.

Cette objection faite au protectorat britannique sur l'Egypte a tant de force que, du côté anglais, on ne pouvait la passer sous silence. Mais, ne pouvant y répondre directement, on a essayé de donner le change en la présentant sous cette forme approximative que, dans l'usage, aucun protectorat ne se crée sans un statut détaillé, fixant les droits et les devoirs du protecteur vis-à-vis du protégé.

Aussi dans une étude « *The British Protectorate of Egypt* », Sir Malcom Mac Illwraith n'a pas hésité à rappeler que dans un memorandum du ministre de la Justice, daté du Caire, 8 février 1915, c'est-à-dire six semaines après la brusque déclaration du Protectorat, et adressé au résident britannique, il avait demandé que le protectorat fût sans retard organisé et défini : « Si, écrivait-il, dans le cas de protectorat nouvellement déclaré, tels que ceux de Tunis et du Maroc, on devait considérer comme essentiel d'organiser minutieusement le contrôle à exercer par l'Etat protecteur, non seulement sur les Affaires étrangères, mais sur l'administration générale, *a fortiori* une telle organisation devait sembler désirable au cas d'un pays où elle existait en fait dans une forme embryonnaire, plus ou moins imparfaite, depuis plus de trente ans. » Et sans doute, il ajoute que, malgré la guerre, en ce moment aux frontières, malgré la loi martiale proclamée dans le pays, malgré les grandes anxiétés financières et les grandes incertitudes d'avenir, « les éléments turbulents de la communauté » étaient maintenant réduits au silence, ce qui diminuait dans de grandes proportions la difficulté,

mais que, ces obstacles écartés, il deviendrait nécessaire de donner au contrôle britannique une base plus définie, sans quoi le gouvernement du pays, loin de devenir plus aisé sous le régime nouveau du Protectorat, deviendrait plus difficile.

Mais il est évident qu'une telle déclaration ne saurait déplacer le véritable terrain de la question : il ne s'agit pas de constater que le protectorat de l'Angleterre sur l'Egypte est établi dans une proclamation trop brève pour fixer d'une manière satisfaisante le statut juridique du protecteur et du protégé, il s'agit de dire, de la manière la plus nette, que le protectorat constitué sur l'Egypte de la seule volonté de l'Angleterre, ne présente aucune valeur en Droit international. Sans le consentement de l'Etat, on ne peut coloniser que par voie d'occupation, et l'Egypte, quoique occupée par l'Angleterre, ne saurait être considérée comme « *res nullius* ».

D'ailleurs le « *Times* » dans son numéro du 19 décembre 1914, sentant déjà la faiblesse d'un pareil protectorat, écrit le lendemain de la proclamation du protectorat ce qui suit :

« Tout ce que nous désirons à l'heure actuelle, c'est de protéger l'Egypte contre une attaque et d'assurer sans friction le fonctionnement de l'administration intérieure. Le reste peut attendre jusqu'à la signature de la paix;... Il ne s'agit en l'espèce que d'une mesure administrative pratique, qu'imposait l'entrée en scène de la Turquie parmi les belligérants. » Et Sa Majesté le roi George V, dans une lettre adressée à feu le Sultan Hussein, lettre qui fut reproduite par le « *Times* » à la date

du 21 décembre 1914, disait textuellement : « J'ai la conviction que vous serez capable avec la coopération de vos ministres et le protectorat de la Grande-Bretagne de dominer toutes ces influences qui s'appliquent à détruire l'indépendance de l'Égypte. »

Ainsi, au point de vue du Droit international, la mesure prise par la Grande-Bretagne, le 18 décembre 1914, est absolument illicite, parce que contraire à ses principes. L'intérêt de discuter cette mesure a disparu aujourd'hui : le 28 février 1922, la Grande-Bretagne devait en effet déclarer aboli le Protectorat du 18 décembre 1914. Mais l'intérêt pour nous, n'en subsiste pas moins, à discuter la question en ce qui concerne le Soudan. Autrement dit, le Protectorat de 1914 a-t-il fait naître des droits nouveaux au profit de l'Angleterre sur le Soudan, ou a-t-il purement et simplement confirmé les droits anciens auxquels elle prétendait d'après la convention du 19 janvier 1899?

Il est évident qu'une mesure illicite ne peut engendrer aucun droit ni bénéfice pour son auteur. Cela va de soi. Cette mesure, quoique nulle en droit, n'existe pas moins en fait. Et c'est sur ce terrain du fait accompli que nous allons l'examiner.

Mesure purement administrative, dit la Grande-Bretagne, prise en vue de protéger l'Égypte contre toute attaque du dehors, et nécessaire par le fait même de l'entrée en scène de la Turquie parmi les belligérants. Soit. Elle ne peut donc entraîner aucune aliénation d'une partie quelconque du territoire égyptien, puisque précisément, cette mesure est prise en vue de sauvegarder l'in-

tégrité de l'Égypte. Considéré à ce point de vue le Protectorat de 1914 ne donne donc aucun droit à l'Angleterre sur le Soudan, et ne confirme pas davantage la convention de 1899.

Mais allons plus loin. Faisons crédit à l'Angleterre et reconnaissons la pleine légitimité du Protectorat. Ce protectorat n'a-t-il pas d'ailleurs été reconnu par les Puissances explicitement dans les traités de Versailles, de Saint-Germain, de Trianon, de Neuilly et de Sèvres ? Dans ce cas, le protectorat britannique, au point de vue du Droit international, protège l'Égypte et ses dépendances, dans ses limites tracées par les accords de 1840 et les firmans postérieurs. Autrement dit l'Angleterre est héritière directe des droits de la Sublime-Porte (1). Or la Turquie ne pouvait annexer aucune partie du territoire égyptien, sans porter atteinte à la convention de Londres de 1840. L'Angleterre, pas davantage, ne peut s'approprier tout ou partie du Soudan, en vertu de la règle même qu'un héritier ne peut avoir plus de droits que son auteur. Son protectorat s'étend sur toute la vallée du Nil, sur toute l'Égypte et ses dépendances, telles qu'elles sont définies par les traités. Ainsi de ce point de vue encore, la Grande-Bretagne ne peut avoir aucun droit spécial sur le Soudan.

Quant à la convention du 19 janvier 1899, le Protectorat de 1914, peut-il la confirmer ? Par le fait même du Protectorat, à le supposer conforme aux principes du Droit, cette convention peut-elle acquérir une valeur juridique ? La réponse est négative.

(1) C'est ce qui est dit explicitement dans la communication au Sultan Hussein, v. p. 127.

En Droit un acte entaché des « *vices du consentement* », peut néanmoins acquérir une valeur juridique par la suite, grâce à la confirmation. Dans le cas qui nous intéresse, la convention de 1899 a été entachée d'un vice à savoir : l'incapacité contractuelle de l'Egypte à signer une pareille convention. L'Egypte était dans le cas d'un mineur émancipé qui donne son consentement à un acte, sans l'autorisation de son curateur. L'acte est évidemment nul, parce que entaché d'un des vices du consentement : l'incapacité. Mais à sa majorité, ce mineur émancipé peut confirmer l'acte, parce que sa capacité est devenue pleine et entière. Tel n'est évidemment pas le cas de l'Egypte. L'Egypte passant de la tutelle turque, sous la tutelle anglaise, n'acquiert aucune capacité qui lui permette de confirmer une telle convention. Bien plus, même si l'Egypte acquiert une capacité pleine et entière, le premier devoir de l'Etat protecteur n'est-il pas précisément d'après l'essence même du protectorat, de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Etat protégé ?

A notre avis, d'après le Droit international, le protectorat anglais de 1914, qui ne donne déjà à l'Angleterre aucun droit sur l'Egypte, ne lui confère non plus aucun droit sur le Soudan et ne confirme pas davantage la convention du 19 janvier 1899, qui renverse toutes les notions du droit des gens. Le protectorat de 1914 doit être regardé comme un protectorat hypothétique, plutôt que juridique. C'est une simple mesure que nécessitait l'entrée de la Turquie en guerre à côté des Puissances centrales; mesure qui devait aussi dis-

paraître à la fin de la guerre et céder la place à l'indépendance de l'Egypte, conformément aux principes de justice et de droit, pour lesquels ont combattu les Alliés et qui sont aujourd'hui la base du droit des gens.

Pourtant, l'Egypte ne tarda pas à se rendre compte que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, n'était pas fait décidément pour elle. Elle en fut cruellement déçue. Et sa déception fit place à un grand mouvement national dirigé par Zaghloul Pacha.

Ce mouvement national, après tant de péripéties qu'il serait trop long de relater ici, et après une tentative de compromis en août 1920 (accord Milner-Zaghloul) et une autre en 1921 (projet Curzon), accords qui sanctionnaient purement et simplement le Protectorat, devait aboutir à un acte intéressant au point de vue du Droit international : la Déclaration du 28 février 1922. La Grande-Bretagne, par ce texte, déclare aboli le Protectorat de 1914 et proclame l'Indépendance de l'Egypte.

Mais elle restreint cette indépendance en formulant quatre réserves, autant de questions, qui, tout en étant laissées à la complète discrétion du Gouvernement de Sa Majesté, devront être résolues par des négociations directes entre les gouvernements de Londres et du Caire. Cette déclaration fut communiquée par une note circulaire aux Puissances et dans laquelle l'Angleterre déclarait que tout en prenant la responsabilité de la défense des intérêts étrangers en Egypte, elle considérera néanmoins toute immixtion étrangère dans les affaires d'Egypte comme un acte inamical (*unfriendly act*). Le 15 mars, l'Indépendance fut solennellement proclamée

au Caire, et Sa Hautesse le Sultan Fouad, prenait le titre de roi d'Égypte. Auparavant, dans une proclamation faite à l'Égypte et annexée à la déclaration, Lord Allenby promettait le régime constitutionnel, et la ratification indispensable de tout accord ultérieur sur les quatre réserves, par une assemblée des représentants de la Nation.

La déclaration unilatérale du 28 février ne change évidemment pas la situation internationale de l'Égypte. Bien qu'elle abolisse le Protectorat, elle ne laisse pas moins subsister une sorte de protectorat déguisé. Et loin de définir la situation de l'Égypte en la plaçant au rang des états indépendants, elle la rend encore plus confuse.

Les quatre réserves formulées sont les suivantes :

- 1° La défense des communications impériales ;
- 2° La défense de l'Égypte contre toute attaque ou intervention étrangère, directe ou indirecte ;
- 3° La protection des intérêts étrangers en Égypte et la protection des minorités ;
- 4° Le Soudan.

L'examen des trois premières ne nous intéressant pas, nous allons nous occuper ici de la réserve formulée à propos du Soudan.

La Déclaration du 28 février, qui préside jusqu'aujourd'hui aux relations anglo-égyptiennes, entend faire une scission entre l'Égypte et le Soudan. Désormais, pour la Grande-Bretagne, le Soudan n'est plus une dépendance de l'Égypte, même au titre que lui confère la convention du 19 janvier 1899. Cette réserve est injus-

tifiée. En effet, du point de vue anglais, la question du Soudan devait être considérée comme réglée par la convention du 19 janvier 1899. En remettant la question sur le terrain de la discussion, par le fait même de cette réserve, le Foreign Office dénonce par là même ladite convention. Dans quel but ? Ce n'est pas certainement dans le but d'accorder satisfaction aux revendications nationalistes sur le Soudan, mais dans le but d'effacer les dernières traces de souveraineté égyptienne qui existaient encore au Soudan. Et cette œuvre commence même dès le lendemain de la Déclaration du 28 février 1922, pour aboutir en novembre 1924. Voici dans quelles circonstances.

Au lendemain de la déclaration, un comité de trente membres fut désigné pour élaborer un projet de constitution. Cette constitution fut terminée au mois d'octobre 1922. Faite par des nationalistes dissidents qui contestaient l'autorité de Zaghloul, elle stipulait néanmoins dans un de ses articles, que le roi d'Egypte porterait le titre de roi d'Egypte et du Soudan. Cet article était en soi-même l'expression d'une vague prétention de l'Egypte à ses droits sur le Soudan. Mais il alarma au plus haut point l'Angleterre. Quand le projet fut présenté à la signature de Sa Majesté le Roi Fouad, en vue de sa promulgation, Lord Allenby, Haut-Commissaire britannique, fit opposition et demanda que le mot « Soudan » disparut de l'article. La Grande-Bretagne invoquait la raison que cet article était contraire à l'esprit de la Déclaration du 28 février qui réservait la question du Soudan pour une date ultérieure. C'était un argu-

ment de force (1) ; aussi le ministère Tewfik Nessim Pacha donna sa démission, plutôt que de s'associer aux prétentions anglaises. Et Zaghloul le félicita de Gibraltar où il était en exil. Mais cela n'empêcha pas la constitution d'être définitivement promulguée en avril 1923, avec l'article corrigé.

Cet incident banal, à côté de celui que nous allons rencontrer bientôt, a cependant une véritable signification : l'Angleterre considère le Soudan désormais comme une partie annexée à son empire. La convention de 1899 devient caduque à ses yeux ; elle ne reconnaît plus désormais dans ses rapports avec l'Égypte qu'une loi : la force, au mépris de ses engagements antérieurs. De la force, quelle illustration plus nette et quel exemple plus typique, que cette Note du 22 novembre 1924 ?

Le 20 novembre 1924, le Sirdar, Sir Lee Stack Pacha, fut assassiné au Caire, la veille de son départ pour Khar-toum, où il allait rejoindre son poste de gouverneur général du Soudan.

Le surlendemain, la note comminatoire suivante fut

(1) Il est contraire même à la Convention de 1899. Dans l'esprit de cette convention, la souveraineté égyptienne existe sur le Soudan. Donc le roi d'Égypte peut être considéré comme souverain du Soudan.

Zaghloul Pacha, en arrivant au pouvoir en 1924, eut à rédiger les premières lettres de crédit et exequatur des premiers représentants égyptiens à l'étranger. Ces lettres furent délivrées au nom de S. M. Fouad 1^{er}, roi d'Égypte, souverain de la Nubie, du Kordofan, du Darfour et de Senaâr. Elles ne furent point acceptées à Londres, notamment pour les Consuls, auxquels l'exequatur fut refusé longtemps.

présentée au gouvernement égyptien, sous la forme d'un véritable ultimatum :

Le Caire, le 22 novembre 1924.

A son Excellence Saad Zaghloul pacha,
Président du Conseil.

EXCELLENCE,

Je présente à Votre Excellence, de la part du Gouvernement de Sa Majesté britannique, la note suivante :

Le Gouverneur général du Soudan et Sirdar de l'Armée égyptienne, qui était officier supérieur de l'armée britannique, a été sauvagement assassiné au Caire.

Le Gouvernement de Sa Majesté considère ce meurtre, qui expose l'Egypte telle qu'elle est aujourd'hui gouvernée, au mépris des peuples civilisés, comme la conséquence naturelle d'une campagne agressive dirigée contre les droits de la Grande-Bretagne et contre les sujets britanniques en Egypte et au Soudan.

Cette campagne, reposant sur une ingratitude doublée d'indifférence pour les bienfaits de la Grande-Bretagne, n'a pas été apaisée par le Gouvernement de Votre Excellence, et a été provoquée par des groupements en relations étroites avec ce gouvernement. Pourtant, le Gouvernement de Sa Majesté a averti votre Excellence, depuis plus d'un mois, des conséquences inévitables d'une telle campagne, si elle n'était arrêtée, notamment en ce qui concerne le Soudan. Mais cette campagne a continué.

Et maintenant que le Gouvernement égyptien, n'ayant pu empêcher l'assassinat du Gouverneur général du Soudan, a montré qu'il était incapable de protéger la vie des étrangers et qu'il n'attache aucune importance à cette protection, en conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté demande au Gouvernement égyptien :

1° De présenter des excuses suffisantes et complètes du crime;

2° De rechercher avec la plus grande diligence et sans considération de personne, les coupables et de leur infliger, sans considération pour leur personne ni leur âge, les peines les plus sévères ;

3° D'interdire dorénavant et de disperser sévèrement toute manifestation populaire politique ;

4° De payer immédiatement au Gouvernement de Sa Majesté une contribution de un demi-million de livres ;

5° De donner, dans les vingt-quatre heures, à tous les officiers égyptiens et à toutes les unités de l'armée égyptienne proprement dite, l'ordre de quitter le Soudan, avec les modalités qui en découlent et qui seront fixées ci-après ;

6° De porter à la connaissance du département intéressé que le Gouvernement du Soudan augmentera la superficie des terres cultivées de Djézireh de 300.000 feddans à un nombre illimité, suivant les besoins ;

7° De ne pas s'opposer aux désirs du Gouvernement de Sa Majesté dans les affaires sous-indiquées en ce qui concerne la protection des intérêts étrangers en Egypte.

Au cas où ces demandes ne seraient pas acceptées immédiatement, le Gouvernement de Sa Majesté prendra de suite les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts en Egypte et au Soudan.

Je profite de cette occasion pour assurer Votre Excellence de mon profond respect.

ALLENBY, *Field-Maréchal et Haut Commissaire.*

EXCELLENCE,

Comme suite à ma note précédente, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, de la part du Gouvernement de Sa Majesté britannique, que ses demandes spéciales concernant l'Armée au Soudan, et la Protection des intérêts des étrangers en Egypte, sont les suivantes :

1° Après le retrait des officiers égyptiens et des unités entièrement égyptiennes, les unités soudanaises de l'armée égyptienne formeront une force armée soudanaise, soumise et rattachée au Gouvernement soudanais exclusivement et sous le haut commandement du gouverneur général au nom duquel seront conférés les grades ;

2° Les règles et les conditions spéciales concernant les fonctionnaires étrangers au service du Gouvernement égyptien, leur discipline et leur retraite, ainsi que les conditions actuelles concernant les pensions des fonctionnaires étrangers ayant quitté le service, doivent être révisées conformément aux désirs du Gouvernement de Sa Majesté;

3° Dorénavant et jusqu'à nouvel accord entre les deux gouvernements en ce qui concerne la protection des intérêts étrangers en Egypte, le Gouvernement égyptien maintiendra les fonctions de conseiller financier et de conseiller judiciaire et respectera leur autorité et leurs privilèges existant à l'abolition du Protectorat. Il respectera en outre l'ordre et les attributions du Bureau européen, du Ministère de l'intérieur, conformément au décret ministériel qui l'a institué, et prendra en pleine considération les avis que pourra présenter son directeur général en ce qui concerne les affaires ressortissant à sa compétence.

Je profite de cette occasion, pour assurer encore une fois, Votre Excellence, de mon profond respect.

Le Haut-Commissaire :

ALLENBY, *Field-Maréchal.*

(Traduction.)

Cette note fut présentée, le 22 novembre, par Lord Allenby lui-même, escorté d'un escadron de cavalerie avec trompette jouant « Aux champs », à Zaghloul Pacha, alors président du Conseil. Le 23, Zaghloul répondit à la note britannique, en acceptant les quatre premières demandes concernant les excuses, la recherche des criminels, l'interdiction des manifestations et le paiement de l'indemnité. Mais il rejeta les autres demandes. Le lendemain, Lord Allenby occupa les douanes égyptiennes, première mesure de pression qui allait être suivie d'autres plus graves. Zaghloul donna sa démission, malgré la confiance du Parlement.

Le lendemain, Ziwer Pacha formait un ministère qui accepta entièrement la note britannique et prorogea la Chambre des députés pour la dissoudre un mois plus tard. C'était un véritable coup de force de la part de la Grande-Bretagne, qui rappelait celui de M. Mussolini, en 1923, en occupant l'île de Corfou, dans un pareil incident avec la Grèce.

Il serait peu pertinent de discuter de pareils actes au point de vue du Droit international. Et il est superflu de dire que l'acceptation par un gouvernement égyptien irresponsable n'engage en rien l'Egypte, acceptation du reste forcée, sous le coup de la violence. Cependant, la note britannique de novembre 1924, dérogeant au *statu quo* existant depuis la convention de 1899, nous allons étudier le nouvel état de fait ainsi créé au Soudan et chercher dans quelles mesures un attentat politique engage la responsabilité d'un Etat.

La Note du 22 novembre renforce le contrôle britannique sur l'Egypte. Ce contrôle ne nous intéresse pas directement ici. En ce qui concerne le Soudan, et c'est le principal objectif visé par la note, la Grande-Bretagne donne le coup de grâce à la souveraineté égyptienne sur le Soudan. La note supprime ce qui restait de cette souveraineté, dont la principale manifestation était la présence des troupes égyptiennes (les deux tiers des effectifs) sur le territoire soudanais. L'Angleterre, en effet, avant cette date, n'entretenait sur les territoires du Soudan que deux mille hommes, qui occupaient principalement Khartoum, la capitale. Elle trouvait plus commode et surtout plus économique de com-

pléter ce chiffre, bien insuffisant pour assurer la police sur de si vastes territoires, par des troupes égyptiennes. D'ailleurs, l'armée anglaise au Soudan ne fut jamais plus forte, même pendant la campagne de Kitchener, et les troupes égyptiennes qui firent en de très grandes proportions les frais de l'expédition, demeurèrent toujours cantonnées au Soudan. Aussi le retrait de ces troupes ne se fit pas aisément. Il y eut un commencement de résistance et des troubles s'en suivirent, chose à noter, provoquées par les unités soudanaises incorporées dans l'armée égyptienne. Troubles et résistances furent vite réprimées. Mais il fallut pourtant des injonctions formelles de départ, qui conjurèrent ainsi une véritable sédition sur le point d'éclater.

Les unités soudanaises de l'armée égyptienne, détachées de cette dernière et restant au Soudan, forment, après la note, une force armée indépendante, placée directement sous le commandement du Gouverneur général, qui confère désormais seul et sous son propre nom, les grades à ses officiers.

Après Sir Lee Stack, il ne fut point nommé de nouveau sirdar pour l'armée égyptienne, c'est-à-dire de commandant général. D'après la convention de 1899, le Gouverneur général du Soudan, devait être en effet le Sirdar. Or, le Soudan vide de troupes égyptiennes, le Sirdar ne pouvait plus résider à Khartoum loin de ses troupes. Aussi on nomma simplement un civil comme gouverneur général et les fonctions de sirdar sont désormais remplies au Caire par un inspecteur général de l'armée égyptienne. Il y a donc violation de la conven-

tion de 1899, qui stipule que le gouverneur général du Soudan sera toujours un officier supérieur de l'armée égyptienne.

Cette mesure, le retrait des troupes égyptiennes, édictée par la note britannique, a porté en fait un coup terrible à la souveraineté égyptienne au Soudan. Cette souveraineté est donc aujourd'hui inexistante en fait. Ce qui en reste est bien peu de chose : le drapeau égyptien, sur les bâtiments publics, la nomination du gouverneur par décret royal, conformément à la convention de 1899 et le paiement d'une somme de 750.000 livres pour subvenir aux frais de l'administration soudanaise.

La note britannique est en réalité un pas en avant fait pour expulser totalement l'Egypte du Soudan. Les Anglais comptent mettre l'Egypte, et ils l'ont mise, devant le fait accompli.

Et chaque fois que le négociateur égyptien va à Londres, pour liquider la question égyptienne et résoudre le problème des quatre réserves, le Foreign Office lui propose le Soudan comme monnaie d'échange. « Vous voulez l'Indépendance complète de l'Egypte, dit-il, reconnaissez le fait accompli au Soudan, en échange. » Car les Anglais savent bien que la clef du contrôle de l'Egypte n'est pas seulement au Caire, mais sur le Haut-Nil.

C'est pourquoi la note britannique a profité de l'occasion créée par le meurtre du Sirdar, pour demander et obtenir, par la force, l'augmentation indéfinie de la superficie des terres cultivables de Djezireh. C'est une nouvelle politique anglaise qui s'amorce, une politique

cotonnière, qui désire remplacer le coton égyptien par celui du Soudan. L'avenir de l'Égypte se joue dans cette politique qui s'affirme bien plus encore par l'inauguration en 1925 (l'année suivant la Note), d'un grand barrage avec réservoir immense à Meckwar, sur le Nil Bleu. De sorte que, aujourd'hui, à côté de la question politique concernant les droits de l'Égypte sur le Soudan, se pose une question, celle des eaux du Nil, question que nous aborderons à la fin de cet ouvrage.

Une autre question se pose maintenant pour nous : l'assassinat du Sirdar engageait-il la responsabilité de l'Etat égyptien ou tout au moins celle du Gouvernement égyptien alors au pouvoir ?

On pouvait le supposer, avant l'arrestation des criminels, leur procès et son instruction. Mais aujourd'hui, il ne fait de doute pour personne que Zaghloul Pacha, ses partisans aussi bien que ses adversaires, et tous les hommes politiques responsables de l'Égypte ont été bien étrangers à ce néfaste complot, qui a eu des conséquences si désastreuses.

L'instruction a démontré que la genèse de l'organisation secrète qui a commis l'attentat remontait à 1908. A cette date, après la mort de Moustapha Kamel et l'échec de la campagne pacifiste des nationalistes égyptiens, une société secrète de terroristes imitée des Sinn-Féins d'Irlande, s'était formée pour amener les Anglais à évacuer l'Égypte, par la terreur. C'est un membre affilié à cette bande qui assassina Boutros Pacha Ghali, en 1909, pour avoir signé la convention de 1899. C'est cette bande aussi qui commit plusieurs tentatives d'at-

tentats en 1914 et 1915. Réduite à l'impuissance pendant la guerre, elle redoubla de vigueur en 1920, surtout après l'exil du leader Zaghloul qui a maintes fois réprouvé ces crimes et les a flétris, comme nuisibles à la cause de l'Égypte.

En 1921, en 1922, plusieurs ressortissants britanniques ont été assassinés, sans que les coupables fussent arrêtés, et cependant le Gouvernement britannique n'en voya aucune note, et ne mit pas en cause un seul instant le Gouvernement égyptien et sa responsabilité. Pourtant les victimes étaient pour la plupart des hauts fonctionnaires de l'administration égyptienne.

Il est donc absolument injuste de charger le Gouvernement de Zaghloul de la responsabilité de cet attentat, puisque la campagne agressive dont parle la Note de 1924 remonte à une date bien antérieure à ce gouvernement. D'autre part, cet attentat et tout attentat de la sorte crée de sérieuses difficultés à n'importe quel gouvernement. Et il est illogique et insensé de penser que Zaghloul a voulu créer une aussi pénible situation à son propre gouvernement.

Enfin est-il juste de reprocher au gouvernement de Zaghloul de « n'attacher aucune importance » à la protection de la vie des étrangers ou plutôt à celle des sujets britanniques, si le gouvernement égyptien, aujourd'hui encore, n'exerce au Caire et dans les grandes villes, aucun contrôle sur la Police, laquelle est directement contrôlée par les Anglais et ne relève que théoriquement du ministre de l'Intérieur égyptien.

D'ailleurs, dans cet attentat contre le Sirdar, il reste

toujours une énigme qu'on n'éclaircira jamais. Peut-être la main de l'Intelligence Service a-t-elle passé par là. On est obligé d'y penser, quand on pense à Gordon, volontairement abandonné à son sort et qu'on aurait pu sauver. Mais le sauver, c'était écraser le Mahdi et l'écroulement du Mahdi aurait eu pour conséquence l'affermissement des droits de l'Egypte sur le Soudan et l'évacuation de l'Egypte (1).

En supposant même que le Gouvernement de Zaghloul soit responsable de cet attentat, ce qui n'a jamais été et ne sera jamais démontré, il n'est astreint qu'à des excuses et à des réparations, voire même à être traduit et jugé, s'il est démontré qu'il a été complice. C'est tout ce qu'on peut exiger en droit. Mais tirer d'un tel fait des conséquences juridiques, anéantir presque totalement la souveraineté de l'Egypte sur le Soudan, obtenir le droit d'augmenter la superficie des terres cultivables de Djéziréh, pour faire périr celles de l'Egypte, excède la limite de toute responsabilité et n'est simplement qu'une mesure d'une sévérité draconienne.

Telle est aujourd'hui la situation dans laquelle se trouve le Soudan vis-à-vis de l'Egypte. En droit, le Soudan ne cesse d'être une dépendance de l'Egypte. La convention

(1) Cette opinion est actuellement accréditée en Egypte, surtout à la suite de l'activité du colonel Laurens et des événements d'Afghanistan et Bachi Sakao. Quant à Gordon, abandonné sciemment, cette opinion est soutenue par M. BLANCHARD. Voir son article « Fachoda » (*Revue Générale de Droit International*, Tome VI, année 1899, p. 408 et suivantes). Voir aussi l'article de M. Frantz DESPAGNET, même volume, page 169 et suiv., et PÉNSA, « *L'Egypte et le Soudan égyptien* », p. 245 et suiv. En général, presque tous les auteurs soutiennent cette idée.

de 1899 est nulle et non avenue pour les raisons que nous avons exposées. Le Protectorat de 1914, la Déclaration du 28 février 1922, la Note du 22 novembre 1924, n'apportent aucun changement à sa situation juridique, malgré l'état de fait aujourd'hui existant. Toute évacuation de l'Egypte doit entraîner nécessairement celle du Soudan, sur lequel les Anglais n'ont aucun droit spécial, pas plus que sur une province quelconque de l'Egypte.

Mais comment concilier cet état de fait, dont il faut pratiquement tenir compte, avec cet état de droit qu'on ne peut également contester ? Autrement dit comment les Anglais envisagent-ils la solution de la réserve du Soudan et quelle est l'étendue des revendications égyptiennes à l'heure actuelle, sur le Soudan ?

C'est l'objet de nos conclusions sur cette deuxième partie de cet ouvrage.

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS

La politique anglaise et les revendications égyptiennes sur le Soudan

Il ne fait de doute pour personne qu'à l'heure actuelle l'Angleterre attend avec impatience l'heure où elle pourra, purement et simplement, annexer totalement le Soudan à son Empire. La politique anglaise, depuis le mouvement nationaliste égyptien, est manifestement hostile à toute souveraineté égyptienne sur le Soudan, même dans le cadre de la convention de 1899. Depuis le jour où l'Égypte a manifesté son désir d'échapper à toute forme d'influence anglaise et aspire à l'Indépendance complète, l'Angleterre a tourné les yeux plus activement vers le Soudan. Depuis 1920, on construit à grands frais, avec l'argent de l'Égypte, de grands barrages sur le Nil Bleu et sur le Nil Blanc ; et on pense en faire aussi sur le lac Tsana. Pourquoi ces grands travaux ? C'est tout simplement pour améliorer et fertiliser les terres du Soudan (qui appartiennent à une Compagnie anglaise) et les rendre propres à la culture du coton. Et ces barrages, une fois terminés, seront de véritables régulateurs placés sur le Nil. Ouverts, l'eau du Nil affluera vers l'Égypte ; fermés, c'est la sécheresse et la mort en

Egypte, mais la fertilité et la vie au Soudan. Et la question se posera de savoir, une fois le Nil « *cadenassé* », laquelle des deux a besoin d'eau d'abord, une terre inculte qui n'a jamais rien produit encore, mais qui peut devenir fertile, ou une terre millénaire toujours fertile et qui entretient la vie de quinze millions d'habitants. C'est pourquoi, aujourd'hui, pour la vieille et la jeune Egypte, la question du Soudan revêt une forme d'extrême gravité. C'est pour elle question de vie et de mort.

Pourtant, le Gouvernement travailliste, qui est allé loin dans le chemin des concessions, en ce qui concerne l'Egypte proprement dite, n'a rien voulu entendre, en ce qui concerne le Soudan. Dans les récentes négociations qui se sont déroulées entre M. Henderson, premier secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne et Nahas pacha, président du Conseil égyptien, en mai 1930, à Londres, le Foreign Office est allé jusqu'à la plus grande limite des concessions possibles du point de vue anglais en ce qui concerne l'Egypte : la fin de l'occupation militaire a été consentie par exemple ; plus qu'une garnison sur les bords du canal de Suez et possibilité d'une revision après vingt ans. Mais en ce qui concerne le Soudan, la Grande-Bretagne, par la bouche de son parti le moins impérialiste, a refusé catégoriquement d'associer étroitement l'Egypte à l'administration du Soudan, dans le cadre de la convention de 1899. Les négociations ont été rompues à cause du Soudan. Pourtant Nahas pacha proposa pour sauver les sérieux avantages qu'on offrait à l'Egypte, l'ajournement de la question du Soudan. Les Anglais ne pouvaient se prêter à ce

jeu. Ils veulent trancher la question du Soudan, donnant donnant. S'ils offrent aux négociateurs égyptiens de si beaux avantages en ce qui concerne l'Égypte, c'est pour obtenir, en échange, leur adhésion à l'état de fait qui existe au Soudan depuis 1899 et surtout depuis 1924. Et la consécration de cet état de fait une fois établie, rien ne les empêcherait juridiquement d'annexer le Soudan, du consentement même de l'Égypte. Ce jour-là seulement ils pourront tranquillement quitter l'Égypte, car des barrages du Nil Bleu et du Nil Blanc, ils pourront toujours imposer leur volonté, comme ils l'imposent en occupant la citadelle du Caire, et la ville d'Alexandrie.

Telle est, à l'heure actuelle, la politique anglaise vis-à-vis de l'Égypte et du Soudan. Elle se décide à évacuer l'Égypte, à limiter son contrôle à la protection du Canal de Suez ; mais elle n'entend point du tout restituer le Soudan à l'Égypte, ni associer cette dernière sous une forme quelconque à son administration effective.

En face de ces prétentions anglaises, quelle est l'étendue des revendications nationales égyptiennes ? On ne saurait le dire exactement aujourd'hui, vu la confusion politique qui règne actuellement en Égypte. Il est incontestable qu'au contact des réalités beaucoup d'hommes politiques égyptiens, sauf peut-être Zaghloul, ont abdiqué quelques-unes de leurs prétentions, en ce qui concerne le Soudan. De sorte qu'à l'heure actuelle les revendications des nationalistes à propos du Soudan ont perdu de leur vigueur première et peuvent bien s'accommoder de la convention du 19 janvier 1899. Mais ils insistent sur un véritable condominium.

Voici ce que demandait Nahas pacha pour le Soudan, dans les négociations d'avril-mai 1930. Et voici, d'abord, les propositions anglaises faites à Mohamed Mahmoud pacha, en 1929, en ce qui concerne le Soudan et qui furent suivies de ces négociations de 1930 :

ARTICLE 13. — Sous la réserve de conclure ultérieurement de nouveaux accords modifiant les accords de 1899, les deux parties contractantes acceptent de considérer la situation du Soudan comme celle découlant des dits accords. Par conséquent, le Gouverneur général continuera, au nom des deux parties contractantes, à exercer les pouvoirs à lui confiés, par les dits accords. — *Livre Blanc* du 22 mai 1930, chapitre II. « Projet Henderson-M. Mahmoud ». — (Traduction.)

Dans le projet Nahas-Henderson, cet article 13 devint l'article 11 : « Est le même, dit le projet, que l'article 13 du projet Mohamed Mahmoud en ajoutant que les deux parties contractantes s'accordent pour considérer que la situation du Soudan est celle qui découle des accords précités (1) sans préjudice toutefois pour les droits de l'Égypte et ses intérêts matériels. » *Livre Blanc*, chapitre III. Comme on le voit, le texte n'est pas très clair. On ne sait pas si la situation du Soudan est définie par la convention de 1899 ou par des accords qui n'ont pas été conclus. En tout cas, Nahas pacha reconnaît là explicitement la convention du 19 janvier 1899. Toutefois, il a tenu à faire remarquer que les accords ultérieurs ne doivent pas porter préjudice aux droits de l'Égypte et à ses intérêts.

Seulement Nahas pacha qui avait accepté au début

(1) Les accords précités: La Convention de 1899.

cette proposition britannique, avec l'amendement qu'il avait proposé, présenta le 5 mai un contre-projet avec les deux versions suivantes pour remplacer l'article 11 du projet britannique :

Première version : « Sans préjudice pour les droits de l'Egypte et ses intérêts au Soudan, les deux parties contractantes s'accordent pour réserver la question du Soudan à d'autres négociations, qui s'ouvriront dans le délai d'un an, à dater de la ratification du dit traité par le Parlement. »

Deuxième version : « Sans préjudice pour les droits de l'Egypte et ses intérêts au Soudan, les deux parties contractantes s'accordent pour réserver la question du Soudan pour de futures négociations, à condition de retourner au *statu quo*, existant avant l'année 1924. » *Livre Blanc* (22 mai 1930), chapitre IV.

Nahas pacha, en effet, profitant de l'arrêt des négociations pendant les vacances de Pâques, avait dépêché un émissaire au Caire, avec les propositions britanniques. Les propositions soudanaises furent déclarées inacceptables. Et c'est alors qu'il essaya d'ajourner la question du Soudan jusqu'à de nouvelles négociations qui s'ouvriraient un an après la ratification du traité qu'il négociait. M. Henderson accepta, paraît-il, au début, puis refusa, proposant l'ajournement *sine die*, pour profiter de l'état de fait actuel et attendre les occasions qui permettraient l'annexion pure et simple du Soudan. Nahas pacha accepta cette proposition, sous la condition du retour au *statu quo* existant avant l'attentat commis contre le Sirdar en 1924 ; c'est-à-dire, en somme, le re-

tour de l'armée égyptienne au Soudan. M. Henderson n'accepta en principe que le retour d'une simple unité : un bataillon. Et c'est sur ces entrefaites que les négociations échouèrent.

Il est à noter, pourtant, un fait, sur lequel on s'accorda : la liberté d'immigration égyptienne au Soudan, jusqu'aujourd'hui interdite, et la faculté pour les Egyptiens d'acquérir des terres, toujours interdite.

Voici l'article 16 du traité, tel qu'il a été proposé par Nahas pacha et accepté par M. Henderson :

En considération de l'article 11 (1), aucune distinction ne sera faite, au Soudan, entre les sujets égyptiens et les sujets britanniques, en ce qui concerne l'immigration, la propriété et l'acquisition des terres et le commerce. En conséquence, aucune restriction ne sera établie, en ce qui concerne leur entrée et leur immigration au Soudan, à moins que l'entrée ou l'immigration au Soudan ne soit interdite au postulant par son propre gouvernement. En outre, leur droit à acquérir ou à occuper des terres et à faire du commerce, doit être défini et régi d'après les règles qui constituent les législations modernes.

Les deux gouvernements s'accordent aussi pour examiner la question des dettes soudanaises envers l'Egypte et pour régler ces dettes sur des bases équitables. Pour ce but, un délégué du Ministère des Finances britanniques et un autre du Ministère des Finances égyptiennes se réuniront quand le traité sera mis en vigueur pour examiner cette question. — *Livre Blanc*, 22 mai 1930, chapitre IV. (Traduction.)

Cela dit, on voit, d'après ces dernières négociations, quelle est aujourd'hui l'étendue des revendications nationalistes égyptiennes (ou plutôt celle du Wafd) sur le

(1) Celui du Soudan, et sur lequel l'accord ne put se faire,

Soudan. Les nationalistes du Wafd, qui font tant de tapage au Caire, à propos d'une constitution ou d'un Parlement dissous, parce qu'il leur donne le pouvoir, n'osent en faire autant à Londres, quand il s'agit du Soudan. Ils acceptent au début la convention de 1899, et encore mitigée par la Note de 1924, et quand ils s'aperçoivent que le pays va les désavouer, ils cherchent à ajourner la question du Soudan, sans avoir le courage de l'aborder de front. Mais l'aborder ainsi ce serait l'échec des négociations, et l'échec des négociations la perte du pouvoir. Ils savent bien que jamais la Grande-Bretagne ne cèdera à propos du Soudan. Et ils savent bien que jamais l'Egypte n'acceptera de sanctionner la perte de ses droits imprescriptibles sur le Soudan, et de signer de sa main son propre arrêt de mort. Alors pourquoi ajourner la question du Soudan, quand il n'y a en réalité qu'une seule et unique question, celle de l'Egypte ? Et au lieu de tourner les yeux sans cesse vers Londres, tournez-vous un peu du côté de votre programme établi en 1919 et que vous avez pour mission d'exécuter. C'est le seul que l'Egypte puisse accepter : la rétrocession du Soudan.

En demandant la rétrocession du Soudan, est-il dit dans le programme politique du Wafd, les Egyptiens n'agissent pas sous l'influence des idées d'accroissement de territoire et d'expansion coloniale, mais se placent tout simplement, autant sur le terrain du droit que sur celui de la conservation nationale.

De temps immémorial, le Soudan a fait partie intégrante de l'Egypte et si, par moments, il en a été détaché, la première préoccupation de l'Egypte autonome fut de réintégrer le Soudan dans le giron de la Patrie.

Mais il ne s'agit pas que d'un point de droit ou d'une question historique. Les intérêts de l'Egypte et du Soudan sont, par la nature même des choses, si intimement liés que les deux pays se complètent et ont besoin l'un de l'autre pour vivre et prospérer. Laisser s'établir au Soudan une puissance étrangère serait exposer l'Egypte, qui vit du Nil, aux risques les plus graves.

Le conseiller financier anglais auprès du Gouvernement égyptien s'est ainsi exprimé dans son rapport du 14 décembre 1904 : « Quel que soit le nom qu'on lui donne, la terre arrosée par le Nil, depuis les montagnes d'Abyssinie et les Grands Lacs jusqu'aux bords de la Méditerranée, forme un ensemble intégral et indivisible. Maintenant que la science de l'ingénieur est parvenue à un si haut degré, c'est à la Puissance dont la domination est établie sur le Haut-Nil qu'appartient le contrôle des eaux de l'Egypte. La possession du Soudan est nécessaire à l'Egypte, plus nécessaire même que la possession d'Alexandrie. »

De leur côté, les habitants du Soudan ont tout à gagner au contact de la civilisation égyptienne, la seule qui puisse leur convenir. Pour eux, l'Egypte est une grande sœur dont ils parlent la langue, et dont ils adoptent facilement les institutions et les mœurs.

Cette mutuelle sympathie et cette affinité de mœurs et de mentalité trouvent leur explication naturelle dans ce fait historique que les Arabes venus en Egypte et ceux qui se répandirent au Soudan avaient la même origine. Les descendants de ces derniers forment aujourd'hui la fraction la plus importante et la plus éclairée de la population soudanaise.

En demandant que le Soudan fasse retour à l'Egypte, nous entendons l'associer à nous et lui reconnaître tous nos droits.

TROISIÈME PARTIE

La Question des Eaux du Nil

Nous avons vu, au début, que le Soudan a été le prétexte invoqué par l'Angleterre pour retarder l'évacuation de l'Egypte si solennellement promise. La Convention de 1899, une fois conclue, les Anglais s'implantent définitivement dans l'Egypte, qui devient pour eux le débouché naturel de leur nouvelle conquête. Désormais quand on leur parle d'évacuer l'Egypte, ils répondent par leurs droits au Soudan ; et quand on leur parle du Soudan, ils répliquent qu'ils l'ont conquis pour affirmer les droits de l'Egypte. Ce cercle vicieux fit longtemps le jeu de l'Angleterre. Mais à partir de 1920, après le réveil du nationalisme égyptien, la Grande-Bretagne abandonne ce jeu. Aujourd'hui, les droits de l'Egypte sur le Soudan sont contestés par elle. Il ne s'agit plus de les affirmer. Au contraire il s'agit d'affirmer les siens exclusivement. Elle montre quelque bonne volonté à rendre l'Egypte aux Egyptiens, mais une Egypte amputée de ses droits sur le Soudan. Tout au plus l'Angleterre reconnaît-elle à l'Egypte un droit sur les eaux du Nil.

Cette question des eaux du Nil, qui motive les légitimes revendications de l'Egypte sur le Soudan, ne se posait pas autrefois. Jusqu'en 1920, le Nil coulait libre-

ment, apportant son limon fertile, cause première de la prospérité de l’Egypte. Mais, depuis, le Nil a été « *cadennassé* ». Le cours supérieur du fleuve, grâce aux progrès de la technique moderne, est aujourd’hui coupé de barrages et d’immenses réservoirs, dont le but apparent est d’augmenter le débit du fleuve en captant les eaux qui s’écoulaient vers la mer, mais dont le but réel est tout autre. Le véritable but, nous le démontrerons, est de retenir les eaux s’écoulant vers l’Egypte, pour arroser les terres de Djezireh dans le Soudan, qui appartiennent à une Compagnie anglaise, les rendre propres à la culture du coton, et intensifier cette culture pour faire concurrence à l’Egypte, le jour où elle sera libérée de tout contrôle britannique. Bien plus le cours du Nil se trouvant ainsi régularisé, l’Angleterre ayant seule le contrôle de cette régularité, par sa seule présence au Soudan, pourra à n’importe quel moment détourner le fleuve de son cours naturel et priver l’Egypte de sa part des eaux du Nil.

Une telle éventualité n’est pas problématique. Les Anglais peuvent protester de leurs bonnes intentions, nous voulons bien les croire. Mais sa possibilité, qui est aujourd’hui démontrée, ne laisse pas moins subsister une légitime crainte pour l’Egypte. Cette crainte s’accroît du moment que l’Egypte se voit exclue du Soudan au mépris de ses droits incontestables. Et son exclusion s’opère parallèlement à l’œuvre qui, achevée partiellement en 1925 par l’inauguration du barrage de Meckwar sur le Nil Bleu, est en train de se poursuivre par le barrage de Djebel-Aulia en construction et par un autre

projet semblable sur le lac Tsana, qu'une rivalité anglo-américaine a empêché récemment d'aboutir.

Cette crainte de l'Égypte ne peut être dissipée que par sa présence sur le Haut-Nil et par sa seule présence pour garder seule « la clef de sa maison ». Et la politique anglaise qui ne tend même pas à associer l'Égypte étroitement à l'administration du Soudan comme nous l'avons vu, mais tend au contraire à exclure définitivement l'Égypte du Soudan, est une preuve flagrante de ses mauvaises intentions et un point noir pour l'avenir de l'Égypte. Les conditions dans lesquelles fut inauguré le barrage de Meckwar ne nous donnent aucun doute à ce sujet. Le Haut Commissaire britannique, Lord Lloyd, au nom de Sa Majesté britannique, inaugura le barrage en 1925, en présence du Gouverneur général et du Ministre des Travaux Publics égyptien, Sirry pacha, auquel une place secondaire fut réservée, et dont la présence effacée ne fut tolérée que péniblement pour sauver la façade.

Telles sont les considérations politiques sous lesquelles peut être envisagée la question des eaux du Nil. Mais d'autres considérations peuvent être faites. En dehors de toute considération politique, il s'agit de savoir si ces barrages, tout en augmentant le débit du Nil, ce qui est douteux et possible en même temps, ne portent point préjudice à l'Égypte. Autrement dit, le Nil peut-il suffire à irriguer les terres immenses du Soudan et l'Égypte en même temps ?

En effet, on a vu d'après la Note du 22 novembre 1924 que les terres irrigables au Soudan mesuraient une

superficie de 300.000 feddans (1). La note a augmenté indéfiniment, selon les besoins de la Compagnie anglaise bien entendu, la superficie de ces terres. Cette superficie était limitée à 300.000 feddans dans l'intérêt de l'Egypte. En les augmentant, ces terres absorberont nécessairement plus d'eau, au détriment de l'Egypte. Et en les augmentant indéfiniment, on risque de priver l'Egypte de sa part d'eau. Envisagés sous ce point de vue, les travaux d'irrigation, achevés ou en cours sur le Haut-Nil, sont nuisibles aux intérêts de l'Egypte et risquent de compromettre sa prospérité, mettant par là sa vie même en péril.

A l'origine ces travaux étaient affectés à la construction du barrage de Meckawar sur le Nil Bleu. En face de ce péril, par compensation, on décida de construire le barrage de Djebel-Aulia sur le Nil Blanc, pour augmenter le rendement du Nil, affaibli par le détournement des eaux du Nil Bleu. Le débit du Nil ne changera pas dans ces conditions et l'Egypte pourra avoir sa part. Le débit ne diminuera pas, peut-être, mais l'eau sera moins fertilisante. L'eau s'écoulant vers l'Egypte, privée du limon fertile qu'apporte le Nil Bleu des Monts d'Abyssinie, ne pourra plus faire la prospérité de l'Egypte, comme par le passé. Voilà pourquoi, envisagés à ce point de vue les projets d'irrigation portent encore préjudice aux intérêts vitaux de l'Egypte, tout en admettant la stabilité du débit du Nil.

C'est sous ce triple point de vue que nous allons examiner dans les chapitres qui suivent la question des eaux du Nil.

¹ (1) Le feddan mesure 4.200 mètres carrés environ.

CHAPITRE PREMIER

Les projets du Nil :

Réservoirs du Nil-Bleu et du Nil-Blanc

Les projets qui sont encore en cours sur le Haut-Nil furent décrétés par décision du Conseil des ministres égyptien en date du 10 janvier 1920. Ils comportent les travaux suivants :

- 1° Un réservoir sur le Nil Blanc, à Djebel-Aulia ;
- 2° Un réservoir sur le Nil Bleu, près de Senaâr, à Mekwar, pour irriguer les terres de Djezireh ;
- 3° Un barrage à Nagh-Hamadi, en Egypte ;
- 4° Un réservoir sur le cours supérieur du Nil Bleu à sa sortie d'Abyssinie (contre-projet du lac Tsana, envisagé par les Américains) ;
- 5° Un barrage et réservoir sur le lac Albert.

Ces projets, décrétés au lendemain du mouvement nationaliste égyptien, au moment où le contrôle anglais pesait insupportablement sur l'Egypte, c'est-à-dire sous le Protectorat, au moment où l'Egypte était sous la répression anglaise, étaient comme une réplique de la part de la Grande-Bretagne, aux désirs d'indépendance de l'Egypte. Pour l'étude de ces projets, une seule et unique commission anglaise fut instituée, qui partit le

2 mars 1920 pour le Soudan afin de procéder à une étude sur place.

Après avoir visité le réservoir d'Assouan, le 8 mars la commission arriva à Khartoum et visita le « nilomètre » situé à 40 kilomètres au sud de la ville, sur le Nil principal. Le 11 mars, elle se rendit à Sennaâr, sur le Nil Bleu, non sans avoir visité les plantations de coton de Djezireh. Là, elle inspecta les lieux sur lesquels devait s'ériger le nouveau réservoir à Meckwar. Le 15, elle partit de Kosti pour le Nil Blanc, jusqu'à son confluent avec le Sobat, qu'elle remonta sur 250 kilomètres, jusqu'à la région où la navigation devient impossible par suite des rapides. Elle traversa alors le lac Nou et s'engagea sur le Bahr-El-Ghazal, qu'elle remonta sur une distance de 40 kilomètres, s'engageant ensuite sur le Bahr-El-Djebel jusqu'à Rejaf et le Congo belge. Elle retourna ensuite à Khartoum, s'arrêtant en route à Djebel-Aulia. Là finit sa randonnée (1).

Dans ses déplacements la commission fut assistée de Sir William Willcocks, un technicien éminent, constructeur du Réservoir d'Assouan, et d'ingénieurs anglais au service du gouvernement égyptien et soudanais.

La commission elle-même était composée de M. F. St. John Gebbie, inspecteur général des irrigations des Indes, président ; du professeur H. T. Cory, de la Consulting Engineer, d'Amérique, et du Docteur G. C. Simpson, du bureau météorologique du gouvernement des Indes.

(1) Extrait du Rapport de la commission du 25 août 1920. Imprimé par l'Imprimerie Nationale (Le Caire, 1920). Traduction.

Aucun membre égyptien. Pourtant Ismaïl Pacha Sirry, diplômé de l'Ecole Centrale de Paris et ancien ministre des Travaux Publics d'Egypte et beaucoup d'ingénieurs égyptiens sortis de cette même école, et ayant beaucoup plus de compétence en matière d'irrigations égyptiennes et une plus grande connaissance du Nil, pouvaient à coup sûr faire partie de cette commission. Pas même le grand ingénieur anglais Willcocks n'en fit partie, parce qu'il devait combattre ces projets comme étant nuisibles pour l'Egypte. Tout au plus la commission déclara qu'elle était prête à recevoir toutes les critiques.

Elle reçut des critiques anglaises de la part de Sir William Willcocks et du colonel Kennedy, et des critiques égyptiennes de la part d'une commission bienveillante d'ingénieurs égyptiens qui, parallèlement aux travaux de la commission officielle, opéra une contre-expertise.

Malgré tout, le 25 août, la commission anglaise établit son rapport, qui conclut à l'adoption de ces projets.

Nous allons étudier ces projets d'après ses conclusions, laissant pour un examen ultérieur les critiques anglaises et égyptiennes formulées contre ces projets.

La commission conclut :

1° A l'exactitude des données matérielles tirées du niveau du Nil, sur lesquelles ces projets ont été établis par Sir Murdoch Mac Donald, conseiller anglais du Ministère des Travaux Publics égyptiens ;

2° Elle établit la base équitable suivant laquelle les eaux récupérées par ces travaux seront partagées entre l'Egypte et le Soudan, à chaque phase d'exécution de ces projets ;

3° Elle établit la base équitable suivant laquelle seront répartis les frais d'exécution de ces projets entre l'Égypte et le Soudan.

Le rapport final de la commission se divise en quatre parties :

1° La réfutation des critiques de Sir William Willcocks ;

2° La réfutation des critiques du colonel Kennedy ;

3° Les projets au point de vue technique ;

4° Le partage de la plus-value des eaux et la répartition des frais d'exécution.

Les trois premières parties de ce rapport furent adoptées à l'unanimité de la commission. Pour la quatrième partie, l'accord ne se fit pas. Cette partie comprend en effet deux subdivisions : la question du partage des eaux — elle fut adoptée par le Président John Gebbie et M. Simpson ; la question des frais ne porte que la seule signature du membre américain Cory : les deux Anglais se sont abstenus, comme l'Américain refusa d'approuver la base sur laquelle fut établi le partage des eaux.

Ceci dit, étudions pour le moment les travaux de la commission en ce qui concerne les projets au point de vue technique.

La commission approuve la raison d'être de ces projets et souligne leur nécessité vitale pour l'Égypte surtout. Dans son rapport elle passe en revue les cinq travaux qui constituent les projets du Nil et approuve le gouvernement égyptien ou plutôt le gouvernement britannique d'avoir créé ces projets pour améliorer le rendement du débit du Nil. Nous allons examiner ce qu'elle pense tirer comme utilité de ces travaux.

1° *Le réservoir du Nil Blanc (Djebel-Aulia).* — Dans son rapport, la commission dit que l'Égypte a besoin d'eau surtout aux époques de sécheresse qui précèdent la crue du Nil et que le Nil dans son état actuel ne satisfait point précisément tout à fait ce besoin : « Ce sont des vérités unanimes, est-il dit dans son rapport (1), que l'Égypte a besoin d'eau en été, même si ce n'est pas pour augmenter ses cultures actuelles. Et il est impossible de trouver ce surplus d'eau nécessaire en dehors de ces deux procédés : édifier un ou plusieurs réservoirs sur le Nil ou éviter la perte des eaux. Mais le besoin de l'Égypte pour ce surplus étant immédiat, le plus prompt moyen qui s'impose est l'édification d'un réservoir. »

Pour le choix de l'emplacement de ce réservoir que la commission considère comme indispensable, elle trouve qu'il est préférable qu'il soit le plus près possible de l'Égypte. Mais il est impossible, dit-elle, de l'édifier au nord de Khartoum, c'est-à-dire dans la région que l'Égypte pourrait contrôler directement. Pour cela elle invoque une raison technique. Ce réservoir, dit-elle, doit être rempli avant la fin de la crue. Mais comme le réservoir d'Assouan emmagasine toutes les eaux de la crue qui ne contiennent pas du limon, le nouveau réservoir serait par ce fait même nécessairement embourbé par les eaux « limoneuses » du Nil Bleu.

Pour cette raison, elle approuve le choix du gouvernement pour l'emplacement de ce réservoir. Ce choix s'est porté sur le Nil Blanc, au sud de Khartoum, qui, dit la commission, « a toujours pendant toute l'année des

(1) Imprimerie Nationale, Le Caire, 1920.

eaux claires ou presque ». Djebel-Aulia, choisi par le Ministère des Travaux Publics ou plutôt par Sir Murdoch Mac Donald, le conseiller anglais du dit ministère, n'est pas, dit la commission, l'endroit idéal au point de vue technique ni économique. Elle estime même que la quantité d'eau qui se perdra par l'évaporation ou par d'autres phénomènes est sensiblement la même que celle qui sera retenue. Mais, dit-elle, la quantité d'eau qui sera ainsi perdue est celle précisément qui allait se perdre dans la mer, de telle sorte que, pour l'Égypte, ce réservoir construera quand même une protection contre une crue démesurée jusqu'à une certaine limite, en même temps qu'un dépôt d'eaux pour le surplus d'eau « *séfi* » (1) dont l'Égypte a besoin. Ce réservoir, ajoute la commission, ne sera pas même de trop, quand seront exécutés les autres travaux du projet. Il sera précieux pour l'Égypte et nécessaire, quand les terres encore incultes qui se trouvent dans le delta seront améliorées et rendues propres à la culture, car il y a encore en Égypte des terres qui ne sont pas cultivées, faute d'eau nécessaire. D'autre part, en dehors de toute considération, un pareil ouvrage, non loin du confluent du Nil Blanc et du Nil Bleu, est indispensable, quand on veut commander le rendement du Nil.

Au point de vue constructif, le réservoir comprendra un barrage en ciment armé avec les ouvertures néces-

(1) L'été étant précoce en Égypte, commence au mois de mai. La crue du Nil se fait en août. Pendant trois mois, l'Égypte a besoin de beaucoup d'eau, surtout pour le coton. La sécheresse se fait un peu sentir. C'est cette eau dont l'Égypte a besoin pendant cette époque, qu'on appelle l'eau « *séfi* », c'est-à-dire l'eau d'été, de « *séf* », en arabe, été.

saires, qui partira du Djebel-Aulia à l'ouest, jusqu'aux hauteurs environnant le fleuve, sur une longueur de cinq kilomètres, construit sur le même modèle que celui de Senaâr. A l'est, il s'étendra sur une longueur de 1 km. 650. Cette partie se composera de piliers recouverts de sable ; mais la pression d'eau n'étant à cet endroit que d'un mètre et même moins, aucun danger ne sera à craindre.

Voilà pour ce qui est du projet de Djebel-Aulia. Les travaux qui avaient été suspendus un certain temps depuis 1924, ont repris depuis 1928, après un accord intervenu entre le ministère des Travaux Publics égyptien sous le cabinet Mohamed Mahmoud et Londres. L'Egypte devait en effet, d'après les projets, payer intégralement les frais de ce réservoir. Un arrangement est intervenu sur ce point.

2° *Le projet d'irrigation de Djezireh et le réservoir du Nil Bleu.* — Ce projet tel qu'il a été présenté à la commission comportait l'irrigation de 300.000 feddans dans la région de Senaâr, Wad-Madani, Managuel, Mossalamia et Kamilinn. Ce projet est aujourd'hui entièrement exécuté depuis l'inauguration du réservoir en 1925 par Lord Lloyd, haut commissaire britannique en Egypte.

A l'origine, ce projet comportait l'irrigation de 300.000 feddans des terres de Djezireh. Cette terre fertile, qui ressemble à une presqu'île sur la carte, se trouve au sud du confluent du Nil Blanc et du Nil Bleu et est baignée par les deux fleuves. Mais le projet comportait l'augmentation de cette superficie jusqu'à un million de feddans, superficie qui serait atteinte le jour où les travaux du

Haut Nil Bleu (5^e projet) seraient exécutés complètement. Nous avons vu que la note du 22 novembre 1924 n'a pas attendu cette exécution pour augmenter indéfiniment la superficie selon les besoins (1).

Au point de vue technique, la commission déclare que ce réservoir ne portera pas préjudice à l'Égypte. Les vannes seront ouvertes pendant toute la période qui s'étend de la mi-janvier à la mi-avril. Il ne sera rempli que par l'eau qui pendant la crue (qui se fait dans cette région en juillet) s'écoule inutilement vers la mer. Ainsi l'eau perdue servira uniquement à le remplir sans préjudice pour l'Égypte. Mais il est un phénomène dont elle ne parle pas, ainsi qu'à propos du projet du Nil Blanc : l'évaporation (2). La quantité d'eau évaporée ne sera-t-elle pas encore ici égale à celle qui se perdait dans la mer, attendu que les deux projets sont similaires ? Dans ce cas le réservoir serait rempli au détriment de l'eau que consommait l'Égypte : question à laquelle la commission ne répond pas. Mais elle prend soin de préciser que l'Égypte ne sera pas privée du limon qu'apporte le Nil Bleu des monts volcaniques d'Abyssinie, où il prend sa source et qui est la raison d'être de la fertilité de l'Égypte. Et elle ajoute ce trait significatif : « D'aucuns se sont méfiés que le limon accumulé pouvait en peu de temps embourber le réservoir. Mais la commission est persuadée que si les précautions édictées et qui se trouvent dans le livre « *La régularisation du Nil* », version anglaise, pp. 87 et 88, sont suivies d'une ma-

(1) Voir page 141.

(2) Voir page 167.

nière rigoureuse, le danger du dépôt du limon sera écarté, car tout ce qui sera déposé sera minime par rapport au volume du réservoir. » Voilà qui donne à réfléchir. En tout cas, nous examinerons cette question du limon du Nil Bleu quand nous aborderons les critiques qui ont été formulées contre ces projets.

La commission dans son rapport s'occupe ensuite de la manière par laquelle seront irrigués les 300.000 feddans et plus des terres de Djezireh.

En ce qui concerne le troisième projet d'un barrage à Nagh-Hamadi en Egypte, la commission trouve que ce barrage est indispensable, même si les autres projets ne sont pas exécutés. Aujourd'hui il est terminé.

Quant au quatrième projet, sur le cours supérieur du Nil Bleu, la commission trouve qu'il est le complément de celui de Senaâr et indispensable pour augmenter la superficie des terres de Djezireh de 300.000 à un million de feddans. Nous verrons que par la suite le projet a été contrecarré par un autre projet américain sur le lac Tsana, d'où sort le Nil Bleu.

En ce qui concerne le cinquième projet sur le lac Albert, la commission trouve encore que ce projet est indispensable pour augmenter le rayon d'irrigation des terres égyptiennes. Il s'agit ici en l'espèce de détourner l'eau du Nil de la région des « rapides », en creusant un canal qui empêcherait l'eau de s'écouler vers les marais. Ce canal partirait de Bour jusqu'à Rejaf et le Sobat, de façon à verser les eaux du lac Albert dans le Nil Blanc par l'intermédiaire du Sobat, au lieu qu'ils se perdent actuellement dans la région des marais et des « rapi-

des » sans pouvoir arriver intégralement jusqu'au Nil Blanc. Il y aurait en outre un réservoir sur le lac Albert. Ce projet échappe à la critique, il est incontestable qu'il profitera en même temps à l'Egypte et au Soudan.

Voilà, somme toute, en quoi consistent les projets qui sont en voie d'exécution sur le Haut-Nil depuis 1920. Nous verrons plus loin les critiques qui leur sont adressées.

Pour le moment, signalons un fait. Ces projets, qui sont désignés sous le nom de projets de « *régularisation du Nil* » vont commander le débit du fleuve. Il est incontestable que de pareils ouvrages immenses, chefs-d'œuvre d'art de la technique moderne, peuvent détourner le cours naturel du fleuve. Sans aucun doute ils seront des leviers de commande placés sur le Nil, qui pourront à volonté retenir ses eaux dans les immenses réservoirs qu'ils comportent, sans danger pour ces réservoirs, où elles s'évaporeront, ou bien les lâcher vers la mer où elles viendront se jeter comme par le passé.

Quelle belle arme pour la politique ! La Grande-Bretagne, en tenant le Soudan, tiendra la vie de l'Egypte suspendue entre ses mains. Par un simple geste les vannes se ferment, l'eau est retenue, l'Egypte peut mourir de soif. Ces leviers de commande vont donc devenir les clefs du Nil « cadénassé ». Et tant que le Soudan ne sera pas réintégré à l'Egypte, ces projets du Haut-Nil, qui dans quelques années seront des réalités, ne seront rien de moins qu'un véritable « pistolet chargé au cœur » de l'Egypte, comme Anvers l'a été au cœur de l'Angleterre.

C'est le point de vue politique qui domine donc cette question des eaux du Nil. Il faut donc associer l'Égypte au contrôle du Nil. Mais aucune association n'est plus possible, aujourd'hui, après le réservoir de Meckwar et ceux qui suivront. La présence seule de l'Égypte au Soudan est la conséquence qui doit s'imposer par la présence de pareils travaux. Cette raison est renforcée par les droits imprescriptibles de l'Égypte sur le Soudan.

CHAPITRE II

Le partage des eaux d'après ces projets

Dans cette question, les avis de la commission n'ont pas été unanimes. D'une part, nous trouvons dans son rapport l'avis du président Gebbie et du docteur Simpson, tous deux Anglais, qui a prévalu, d'autre part l'avis du professeur Cory, Américain, de la Consulting Engineer, des Etats-Unis.

Nous allons donc étudier les deux avis séparément.

1° Le partage de la plus-value des eaux, d'après les Anglais.

Les deux membres anglais, dans leur rapport sur cette question, estiment que le rapport du professeur Cory est exact au point de vue théorique, mais « ses idées, disent-ils, sont inapplicables dans les circonstances actuelles, pour des causes financières et autres considérations » (1).

Ils estiment que l'Egypte, indiscutablement par droit d'ancienneté, a le droit d'irriguer une certaine superficie de terres, dont le maximum a été atteint après la construction du réservoir d'Assouan. Ce maximum a été

(1) *Rapport de la Commission*, 4^e partie, p. 59. Imprimerie Nationale, Le Caire, 1920.

atteint pendant l'année 1916-1917 et est évalué, d'après eux, à 5.400.000 feddans. Ce droit de l'Égypte doit être limité à ce maximum, et ce droit à l'eau doit s'exercer pendant les périodes de l'année où l'Égypte a besoin d'eau.

Ainsi, d'après eux, l'Égypte doit s'en tenir à ces cinq millions et demi de feddans. Sans tenir compte de l'augmentation de sa population, ils lui interdisent le droit d'améliorer des terres encore incultes et de les rendre propres à la culture.

Quant au Soudan, ils font remarquer qu'il a droit, lui aussi, à l'irrigation d'une certaine superficie, qu'ils ne peuvent désigner d'avance, mais qui est certainement moindre que celle de l'Égypte.

Leur but évident est de limiter d'ores et déjà la superficie que l'Égypte a le droit d'irriguer et de laisser illimitée celle du Soudan, pour les besoins de la politique. En réalité, cette superficie de 300.000 feddans que nous avons indiquée pour le Soudan n'est pas la seule somme de terres qui sont cultivées au Soudan. Ces 300.000 feddans appartiennent exclusivement à la Compagnie anglaise de Djezireh, à laquelle toutes les terres de cet isthme fertile ont été concédées. Mais à côté, il y a d'autres terres qui sont cultivées, mais qui ne sont irriguées que pendant la crue du Nil. Leur irrigation n'est donc pas permanente, ce qui les rend impropres à la culture du coton, qui doit être irrigué bien avant la crue pour pousser. L'eau dont le Soudan a besoin ne servira donc qu'à produire du coton, et non à faire vivre la population du Soudan. Et si le Soudan a droit à augmenter in-

définiment la superficie de ses terres, l'Egypte, dont la population sans cesse augmente, ne peut être astreinte à une certaine limite, car elle a droit de priorité sur le Soudan par l'ancienneté et cette priorité ne peut lui être contestée.

Les deux membres anglais regrettent de ne pouvoir préciser, pour les causes précitées, la quantité d'eau exacte qu'il faut pour le Soudan et pour l'Egypte. Néanmoins, ils proposent le partage suivant : partage des eaux de la plus-value récupérée par les dits projets, après consultation, disent-ils, de Sir Murdoch Mac Donald et des fonctionnaires du Gouvernement soudanais :

1° Le Gouvernement soudanais supportera seul les frais des travaux de Senâar sur le Nil Bleu, et le Soudan profitera seul de la quantité d'eau gagnée par le dit projet. Mais si l'eau retenue par le réservoir est inutilisable par le Soudan jusqu'au 15 avril, l'Egypte pourra en profiter, à condition de supporter les frais nécessaires pour assurer l'eau indispensable aux cultivateurs de Djézireh et à leurs bestiaux, qu'elle soit assurée par des pompes ou par d'autres moyens.

2° Le Gouvernement égyptien supportera les frais du réservoir du Nil-Blanc (Djebel-Aulia) et l'Egypte profitera seule de l'eau en surplus récupérée par cet ouvrage. Mais comme cet ouvrage causera des dégâts matériels, parce qu'il inondera des villages et une superficie de terres évaluée de 17.000 à 107.000 feddans de terres cultivées, l'Egypte devra en compensation de ces dommages payer une indemnité. En outre, ce réservoir bouleversant le système d'irrigation des régions du nord de Khar-toum et de sa province, ainsi que de la province de Dongola, de Berber et de Ouadi-Halfa, l'Egypte devra aussi leur laisser une quantité d'eau suffisante pour irriguer 80.000 feddans.

3° Le Soudan, actuellement, a le droit illimité de prendre

l'eau à l'aide de pompes, du 15 juillet au 15 mars, pour irriguer 20.000 feddans de cultures « *séfi* » (1) (cultures d'été : le coton), qu'il puise partie au Nil-Bleu, partie au Nil proprement dit. Mais quand le projet du Nil-Bleu sera terminé, les 20.000 feddans en question n'auront plus besoin de pompes, étant dans la région de Djezireh, que le projet se propose précisément d'irriguer. Le Soudan aura alors la faculté d'irriguer, à l'aide de pompes, dans n'importe quelle autre région, une superficie de 20.000 feddans de cultures *séfi*, sans préjudice des 80.000 feddans qui seront irrigués après l'exécution du projet de Djebel-Aulia, ni des terres de Djezireh telles qu'elles sont définies ci-dessous.

4° Le projet du Nil-Bleu est établi pour irriguer 300.000 feddans des terres de Djezireh, sans toutefois baisser le niveau ordinaire du fleuve après le 18 janvier. Mais l'Egypte pouvant, la plupart des années, se dispenser de cette eau ou d'une partie après cette date, il n'y aura besoin de recourir de suite à l'eau accumulée dans ce réservoir, qu'après un certain temps écoulé depuis cette date du 18 janvier. Aussi pourra-t-on augmenter cette superficie jusqu'à une certaine limite que commandera une année de sécheresse exceptionnelle. Donc le Soudan pourra toujours utiliser les eaux du Nil-Bleu, sans toucher tout de suite aux eaux du réservoir de Meckwar, après le 18 janvier et jusqu'à l'utilisation par l'Egypte des eaux du Réservoir d'Assouan.

En ce qui concerne la superficie des terres de Djezireh, susceptible d'être augmentée de 300.000 à un million de feddans, tout dépend de l'achèvement des travaux sur le cours supérieur du Nil-Bleu. Dans ce cas, l'Egypte paiera seule les travaux d'exé-

(1) En Egypte, il faut distinguer trois sortes de cultures par an, qui se succèdent : *chetwi* (en hiver), *séfi* (pendant l'été) et *nili* (pendant la crue du Nil). Chacune de ces trois cultures demande quatre mois. *Chetwi*, type le bersim, sorte de trèfle ou de blé, va de décembre jusqu'en mars, le second de janvier jusqu'en mai. La culture *séfi* est le coton, de fin avril jusqu'en septembre. La culture *nili* est le maïs ou la canne à sucre.

cution et profitera seule de la plus-value du rendement récupéré par le projet. Mais le Soudan pourra en profiter dans la mesure où l'exploitation des terres de Djezireh permettra l'étendue des cultures. Le Soudan paiera alors une partie des frais proportionnellement à la quantité d'eau dont il bénéficiera.

5° Il est difficile actuellement de définir la quantité d'eau dont bénéficiera l'Egypte et le Soudan avant l'achèvement complet des travaux. Mais dès que les travaux seront avancés, il est possible de déterminer la quantité d'eau du surplus récupéré par les projets dont bénéficiera le Soudan, et alors il pourra souscrire proportionnellement à leurs frais.

6° Comme les propositions ci-dessus peuvent susciter des difficultés à leur application, la Commission propose la nomination d'un comité composé d'un représentant pour l'Egypte et d'un représentant pour le Soudan et présidé par un neutre, pour trancher les contestations.

Voilà comment les membres anglais de la commission envisagent le partage entre l'Egypte et le Soudan des eaux récupérées par les projets qui sont en cours sur le Haut-Nil.

L'octroi du surplus du Nil Blanc à l'Egypte, comme on l'a vu, n'est pas intégral. Elle doit payer les frais, mais faire bénéficier le Soudan d'une quantité d'eau nécessaire pour irriguer 80.000 feddans, autres que le million de Djezireh. Pour les ouvrages du Nil Bleu, c'est le Soudan qui profite entièrement du surplus. Il pourra même toucher au fleuve, sans toucher le fonds récupéré, après le 18 janvier, jusqu'à l'ouverture du réservoir d'Assouan, en Egypte. Et en plus des 300.000 feddans et du million projeté, il pourra irriguer dans d'autres régions 20.000 autres feddans, qui se trouvaient autrefois à Djezireh et qui ne doivent pas être compris dans

le calcul des 300.000 feddans. Ce partage est fort discutable et, nous le verrons bien, contraire aux intérêts vitaux de l'Egypte.

Examinons maintenant le point de vue du professeur américain Cory, qui faisait partie de la commission et qui n'a pas approuvé ses collègues anglais sur cette question du partage des eaux de la plus-value résultant de l'exécution des projets dits de « *régularisation du Nil* ».

2° *Le partage des eaux récupérées par les projets d'après l'avis du professeur américain Cory.*

Le point de vue du professeur Cory est très intéressant en cette matière, parce qu'il émane d'un neutre. C'est toute la critique des projets qu'il aborde dans son rapport spécial. Aussi avons-nous jugé intéressant de le reproduire en partie (1) :

Mes collègues de la Commission disent qu'il est impossible de donner des avis en ce qui concerne le partage des eaux, dans le présent et pour l'avenir, faute de renseignements et pour cela ils se rangent à l'avis du Ministère des Travaux Publics.

Il est clair que l'avis qui conseille de donner au Soudan les eaux en réserve sur le Nil-Bleu et à l'Egypte celles du Nil-Blanc, est une simple solution pratique, puisque le Soudan supportera les frais du réservoir de Meckwar et l'Egypte celui de Djebel-Aulia et que la situation financière du premier ne lui permet pas de souscrire aux frais de Djebel-Aulia. Aussi ai-je remarqué, après l'examen des renseignements que j'ai obtenus et pour des causes qui seront indiquées dans ce rapport, qu'il y a danger pour le Soudan de perdre aujourd'hui une belle occasion

(1) Traduit de l'arabe. (*Rapport de la Commission des Projets du Nil*. Imprimerie Nationale, Le Caire, 1920.

de prospérer dans l'avenir sans préjudice pour l'Egypte, si toutefois les deux gouvernements s'accordent pour conférer au Soudan le droit au surplus de Djebel-Aulia, après la satisfaction des besoins de l'Egypte, quand le Soudan sera capable de souscrire aux frais, dans la mesure où cela le concerne.

Et il y a dans ce cas beaucoup de considérations sur la méthode du partage des eaux.

Premièrement, considérer l'Angleterre comme la tutrice de deux mineurs. Elle est par conséquent dans une situation qui comporte une responsabilité spéciale. Et ceci est vrai, en ce qui concerne les intérêts des Soudanais, qui ne peuvent définir leurs besoins dans l'état d'évolution actuelle de leur pays. Le devoir du gouvernement est dans ce cas de sauvegarder les intérêts des habitants et cela en cherchant à leur éviter tout préjudice qui résultera à l'avenir de l'inachèvement des projets.

La deuxième considération est que pendant que les travaux du réservoir de Meckwar et de Djebel-Aulia ont déjà commencé, le projet de réserve des eaux du Haut Nil-Bleu n'est pas encore commencé. Et peut-être sera-t-il retardé longtemps ou pour toujours pour des raisons politiques (1). D'autre part, jusqu'à maintenant, il n'a pas été établi si, au point de vue technique et financier, il est possible de creuser un canal dans la région des « rapides » et d'emmagasiner de l'eau dans des réservoirs sur les lacs Albert et Victoria. Et c'est pour cela que le partage des eaux (*res communes* et susceptibles d'être réservées) derrière les réservoirs de Meckwar et de Djebel-Aulia, revêt un caractère important.

La troisième considération est que l'Egypte est riche alors que le Soudan est pauvre. Et il est incontestable dans ce cas que la construction du réservoir de Meckwar et le creusement de canaux dans Djezireh, engloutira toutes les ressources financières du Soudan, qui sont actuellement affectées à son irrigation. Le réservoir de Meckwar est avant tout un barrage de déversement qui desservira de nombreux canaux. Ce qu'il peut contenir en réserve est environ un milliard 47 millions de mè-

(1) La rivalité américaine à propos du lac Tsana.

tres cubes et 90 % des frais estimés à trois millions de livres, ce qui fait 2.700.000 livres, seront affectés à puiser l'eau et à la détourner vers l'embouchure du canal principal et ses auxiliaires. Le reste, soit 300.000 livres, qui représente le dixième, sera affecté à la mise en réserve. Ainsi pour desservir Djezireh en eau, il faudra *à priori* 2.700.000 livres. C'est pour cela que le Soudan ne pourra pas se relever financièrement et supporter la crise qu'il traverse, tant que les 300.000 feddans ne seront pas cultivés et pour lesquels il faudra un milliard 47 millions de mètres cubes d'eau. Il ne le pourra pas et il n'est pas de son intérêt de s'associer à d'autres travaux ayant même objet ; l'Egypte, elle, a un besoin pressant à l'heure actuelle, d'augmenter l'eau réservée. Il y a là donc deux associés rattachés ensemble naturellement, dans une même association qui porte sur un bassin de la plus haute importance pour les intérêts présents de chacun. Il n'est donc pas équitable qu'un des associés oblige l'autre à tenir compte de son intérêt individuel ou à renoncer définitivement à son droit sur cette source commune.

La coutume suivie en ces circonstances aux Etats-Unis d'Amérique est que celui qui a besoin paye d'abord seul tous les frais. Il est dédommagé ensuite par l'autre associé quand il commence à en profiter. Le plus souvent l'auteur du projet supporte tous les frais principaux et vend ensuite les eaux réservées à l'autre associé proportionnellement à sa part dans les frais.

La différence est grande pour le Soudan au point de vue des conséquences, suivant que l'Egypte seule se charge de la construction du réservoir de Djebel-Aulia et se réserve ses eaux, ou que les deux pays se partagent ensemble les eaux réservées et les frais. Nous avons dit que le Soudan payera la somme de 2.700.000 livres pour construire le barrage de déversement et aussi une somme de 300.000 livres pour se réserver 1 milliard 47 millions de mètres cubes d'eau, soit, en tout, trois millions de livres pour le déversement et la mise en réserve des eaux, pour pouvoir irriguer 300.000 feddans. Si nous supposons que l'Egypte et le Soudan s'associent également pour sup-

porter les frais de réserve et pour profiter par moitié de l'eau réservée qui résultera des travaux de Meckwar et de Djebel Aulia, la quantité nette dont bénéficiera chacun des deux pays en eau réservée sera $4,47 + 2 = 2,23$ milliards. Le Soudan prendra ainsi un milliard 47 de Meckwar et profitera de Djebel-Aulia pour un milliard 76 millions ajoutés à l'eau ordinaire du Nil, en compensation de ce que retirera l'Egypte du Nil Bleu. Dans ces conditions, il pourra irriguer non seulement 300.000 feddans, mais un million de feddans, même dans les années les plus stériles. Et de cette façon il aura un surplus de 700.000 feddans, deux fois et demi plus que le nombre prévu par les projets, tout en ne payant que 1.090.000 livres. S'il est donc profitable au Soudan de dépenser 3 millions de livres pour le déversement et la réserve des eaux pour n'irriguer que 300.000 feddans actuellement, à plus forte raison il faut choisir ce second procédé, si toutefois il est possible de déverser l'eau nécessaire et de la réserver pour irriguer 700.000 feddans en plus de l'autre superficie et en ne payant qu'un peu plus du tiers de l'autre somme et avec la proportion de 1 \$ 40 pour le feddan, au lieu que le feddan coûtera 10 livres pour la superficie de 300.000 feddans.

La quatrième considération est que les eaux qui vont être en réserve, sont les eaux qui formeront le surplus de la consommation actuelle des deux pays et qui seront en excédent. Il est indiscutable que, dans ce cas, les excédents varient beaucoup plus qu'ils ne sont établis par les prévisions du projet. Pour cela il est difficile au Soudan de supporter les années stériles comme le ferait l'Egypte. Et chaque année il y aura certainement un déficit dans la quantité d'eau en réserve jusqu'à ce que soient terminés les travaux du Haut Nil-Bleu. Et ceci aura pour conséquence, comme pour l'année 1913-1914, un rendement de la production inférieur à celui des années ordinaires.

La cinquième considération est la trop grande quantité d'eau qui doit être réservée pour donner le plus grand résultat. Cette

quantité doit être de 95 milliards devant Kartoum et se divise ainsi :

Assouan, 2,4 — Djebel-Aulia, 4 — Meckwar, 1,47 — le Haut Nil Bleu, 111 — Lac Albert, 77. — En tout, 95.

La sixième considération est l'établissement *à priori* d'une base qui sera suivie dans toutes les phases d'amélioration du partage des eaux que personne ne possède jusqu'à maintenant. Ceci n'est pas une opération aussi facile qu'on le croit. Il faut donc conserver des mesures rigoureusement exactes devant et derrière les réservoirs, tout en comptant l'eau qui se perd pour déterminer l'eau naturelle du fleuve, comme il faut tenir compte des droits acquis et il faut aussi déterminer ce qui se perd dans les réservoirs, etc... Mais la méthode qui consiste à établir une base déterminée chaque fois qu'il sera possible de trouver de l'eau pour en profiter et de limiter certains droits sur elle, est une méthode défectueuse susceptible de créer des conflits. La meilleure méthode est la plus facile.

Après ces considérations précitées, examinons le sujet au point de vue général.

Il n'est pas pratique d'ajouter foi à l'expérimentation acquise au moyen de renseignements fournis par la constatation et la déduction, quand il s'agit d'une question d'eau, ni aux critiques et aux suggestions présentées à la commission en ce qui concerne les différentes questions qui seront traitées ci-après. Cependant la commission a examiné avec soin chaque point et, voici, d'après ce que je crois, le résultat auquel elle est parvenue après enquête.

A. — *La quantité d'eau possible*

a) Description générale des sources du Nil (1):

Bien que le Nil soit l'un des plus vieux fleuves de la terre qui servent à l'irrigation, si ce n'est le plus vieux de tous, néanmoins les limites de son bassin sont inconnues jusqu'à ce jour, surtout celles qui l'alimentent le plus, et cela, parce qu'elles se

(1) Sur le cours du Nil, voir le livre intéressant de A. CHÉLU, *Le Nil, le Soudan et l'Egypte*, Paris. Garnier, 1891.

trouvent dans la région équatoriale de l'Afrique, que les Européens n'ont encore pas découverte entièrement.

Tout ce qui a été dit sur le bassin du Nil n'est pas moins inexact que les données générales concernant les pluies qui y tombent.

Il n'existe aucune donnée spéciale sur les particularités du bassin et sur les pluies qui y tombent, excepté sur la partie septentrionale qui n'alimente le Nil que bien faiblement.

Mais ce qui intéresse l'irrigation surtout, c'est l'eau qui coule et les données spéciales là-dessus sont suffisantes pour qu'on puisse se désintéresser des particularités du bassin.

Une des plus grandes caractéristiques du Nil est qu'il retire toutes ses eaux des affluents qui s'y versent en amont de Khartoum et en aval et qui sont éloignés de l'embouchure à une distance de 1.900 milles. Son eau coule en régression depuis Khartoum jusqu'à la Méditerranée à cause de l'évaporation et de la faiblesse de sa poussée, à la différence des autres fleuves dont l'eau augmente grâce aux affluents qui ne cessent de s'y jeter pendant tous leur cours.

b) Répartition des terres irrigables :

Les terres situées au nord de Khartoum forment jusqu'au Caire une étroite vallée, où commence l'éventail du Delta. Cette vallée est limitée des deux côtés par des hauteurs qui ne dépassent pas une centaine de pieds. Aussi les terres irrigables au nord de Khartoum sont-elles déterminées, ainsi que celles d'Egypte susceptibles aussi d'être irriguées, au cas où se trouverait l'eau suffisante à cet effet.

Mais au-dessus de Khartoum, les vallées décrites par les affluents du Nil sont vastes et les terres qu'on se propose d'irriguer immenses, non délimitées, avec cette particularité que les terres plus au Sud ont des pluies très fréquentes et que plus on s'approche du Sud, plus le besoin d'irrigation diminue, comme diminue le besoin de la terre pour l'eau.

N'ayant recours à l'irrigation qu'en cas d'extrême besoin, le Soudan, jusqu'à nos jours, n'a pas beaucoup utilisé cette der-

nière. Mais il y a aussi une autre cause à cela, très importante. C'est l'état presque sauvage ou à demi-civilisé dans lequel vivent les habitants du sud de Khartoum. Et l'on est vraiment incapable de comprendre le secret de la différence profonde qui existe entre les habitants des rives septentrionales du Nil qui sont considérés comme descendants de la plus antique civilisation du monde, et des peuplades qui habitent le Haut-Nil sur les deux tiers de son cours et qui sont encore à l'état primitif. Mais la situation va changer dans le Haut-Nil, après les mesures qui ont été prises récemment en ce qui concerne la traite des noirs et l'hygiène surtout qui se propose de combattre la malaria et les maladies des régions tropicales, et aussi les mesures d'organisation gouvernementale. La conséquence sera sûrement la propagation des systèmes d'irrigation, derrière Khartoum, au Sud, dans les années à venir, plus qu'il ne l'a été fait dans le passé et ce sera la cause de l'importance qu'il y a à établir une base pour le partage des eaux du Nil, qui n'a jamais été réglé entre l'Egypte et le Soudan.

c) Particularités de la crue du Nil :

Les règles générales qui concernent l'écoulement des eaux du Nil sont connues depuis plusieurs siècles. La crue du Nil augmente au fur et à mesure pendant l'été avec ses eaux limoneuses pour baisser ensuite graduellement. Depuis plusieurs époques et jusqu'à aujourd'hui, le maximum que peut atteindre cette crue, à certains points de vue, est considéré comme la base de calcul des impôts perçus sur les terres. En ce qui concerne le profit retiré de cette crue, les changements qui surviennent dans les affluents du Nil agissent beaucoup sur sa détermination.

Aussi peut-on considérer Khartoum comme le centre principal, d'où commence le Nil proprement dit et où se rencontrent le Nil Bleu et le Nil Blanc. Et ces deux affluents possèdent chacun des particularités différentes. Le Nil Bleu apporte trois fois plus d'eau que le Nil Blanc, et son niveau accuse une irrégularité constante pendant toute l'année. Environ 8 % seulement de

l'eau qui arrive jusqu'à Khartoum provient de points plus élevés que l'emplacement de n'importe quel réservoir qu'il serait possible d'édifier. Il est aussi la source de toutes les eaux des crues qui vont en Egypte et il est chargé de quantités considérables de limon pendant sa propre crue. Et en général le Nil Bleu qui est la source principale des eaux du Nil, ne peut permettre de réserver qu'une quantité déterminée de ses eaux, parce qu'il est, peut-on dire, « *trop turbulent* ».

Tout autre est le Nil Blanc, qui est bien calme sur tout son cours, car il traverse de trop grandes quantités d'eau sur son parcours, dans les lacs Victoria, Albert et dans la région des « *rapides* ». Et là est la différence profonde entre les deux affluents : tandis que le Nil Bleu perd les qualités nécessaires à la mise en réserve des eaux, le Nil Blanc, au contraire est, dans son cours supérieur, alourdi par des quantités immenses d'eau, qu'il perd en majeure partie, au lieu qu'il devrait les conserver, et cela par l'évaporation qui se produit dans les lacs et les marais qu'il traverse.

Au nord du confluent du Nil Bleu et du Nil Blanc, se jette dans le Nil proprement dit un autre bras important qui est l'Atbara. Il est plus turbulent encore que le Nil Bleu, car bien qu'il soit à sec quelquefois, sa crue pourtant en été déborde, en même temps que celle du Nil Bleu. Aussi il paraît se prêter peu à la mise en réserve.

d) Travaux de régularisation possibles sur le Nil :

Bien que les recherches exécutées sur le bassin du Nil Bleu n'aient pas été complètes pour parvenir à repérer l'endroit convenable à la captation, cela n'empêche pas de certifier que l'emplacement le mieux adapté est celui du Haut-Nil Bleu, qui se prête plus que tout autre à cette opération. La cause péremptoire est que le niveau ne représente plus que 10 % des eaux du Nil Bleu à l'endroit du barrage (de Meckwar), lequel tombe à 8 % à Khartoum, déduction faite de ce qui se perd en cours.

Mais la moitié des eaux du Nil Bleu qui parviennent jusqu'à Khartoum, arrive du Sobat, lequel puise ses eaux dans des régions semblables à celles du Nil Bleu. Aussi les variations

de son cours sont-elles grandes et l'examen a certifié l'impossibilité de réserver ses eaux dans n'importe quel réservoir, bâti à son confluent.

e) Mesures susceptibles d'augmenter le débit du Nil :

Il existe deux procédés généraux pour augmenter la quantité d'eau capable de servir à l'irrigation :

1° Retenir l'eau, dans les cas où elle est supérieure à la consommation, pour l'utiliser pendant les périodes de sécheresse ;

2° Diminuer la quantité d'eau perdue.

On peut dire d'une manière générale qu'il est impossible d'empêcher de se perdre l'eau du Nil Bleu et de ses sous-affluents, ainsi que celle de l'Atbara et du Sobat, sous-affluent du Nil Blanc, contrairement à ce qui peut se faire sur le Bahr-El-Gebel qui se jette dans le Nil Blanc, où l'espoir est grand d'empêcher cette perte d'eau. On peut estimer la quantité que perd le Nil Blanc dans la région des « rapides » — qui représente une superficie immense de marais de Bour au lac Nou — à la moitié de ce qu'il retire des lacs Victoria et Albert. Empêcher cette eau de se perdre représenterait l'adjonction au Nil d'un autre affluent dont le débit serait égal à celui du Sobat. C'est pour cette raison que, dans ce cas, empêcher l'eau de se perdre est l'opération la plus fructueuse, et elle s'impose dans toutes les parties du monde, où le cas se présente.

Après avoir abordé la question des renseignements qu'on possède sur le cours du Nil, sur les années périodiques de sécheresse et les influences qui s'exercent sur la régularité des eaux, le professeur Cory reprend :

B. — *La quantité d'eau nécessaire et son mode de partage durant les saisons.*

a) Les besoins mensuels d'eau :

La quantité d'eau nécessaire aux terres irriguées par le Nil dépend de la proportion des terres irriguées au moyen du procédé dit de « bassin » et de celles irriguées *continuellement*.

Le mode d'irrigation par bassin consiste à inonder de grandes superficies de terres pendant la période du maximum de la crue, quand il est possible de déverser sur les terres de trop grandes quantités d'eau assez lourdes pour être contenues. L'irrigation continue consiste à alimenter la terre d'eau, pendant toute l'année, surtout pendant les périodes où le niveau du Nil est trop bas pour ne point permettre le vieux mode d'irrigation par bassins.

Avec l'irrigation continue, on peut pratiquer différentes sortes de culture, surtout celle du coton à longue fibre, qui est la source de la richesse de l'Égypte. Aussi les terres irrigables continuellement sont-elles plus chères que les terres irrigables par bassins ; il est donc raisonnable de faire beaucoup de frais pour transformer les terres à bassins en terres à irrigation continue.

C'est pour cela qu'il est nécessaire de connaître l'extrême limite des terres à irrigation continue qui peuvent être alimentées par le Nil. Et il n'est pas impossible, quand le Nil aura été complètement réglé, de trouver pendant la crue de trop grandes quantités d'eau, inaptes à être utilisées par l'irrigation continue, mais appelées à être employées de suite pour inonder des terres à bassins, ce qui vaut mieux que rien.

Dans tous les grands projets d'irrigation les idées ne sont pas toujours concordantes pour fixer la quantité d'eau nécessaire pour obtenir le maximum de récolte. Les projets en question n'échappent pas à cette règle.

Le professeur Cory parle ensuite de la régularisation possible du Nil et de son débit éventuel, des superficies de terres susceptibles d'être irriguées, pour arriver à la véritable question qui nous intéresse particulièrement, à savoir : le partage.

C. — *Du partage de l'eau.*

Les faits constatés pendant les périodes de réserve d'eau dans le bassin du Nil sont tellement clairs qu'il faut, pour établir

un partage équitable, énoncer certaines règles ou un principe général.

Aussi avons-nous placé là certaines définitions que nous emploierons pour plus de précision :

Le débit naturel : c'est-à-dire la quantité d'eau qui coule dans tout lit de fleuve, quand aucun empêchement artificiel ne lui fait obstacle.

Les droits des eaux : désignent tout ce qui a été acquis comme droit (peu importe la manière) de détourner l'eau d'un canal ou d'un cours d'eau et de l'utiliser.

Les eaux libres : signifiant l'eau qui reste dans un canal ou dans un cours d'eau, après que chaque titulaire y a puisé selon son droit.

Principes généraux :

L'usage d'un cours d'eau varie de différentes manières. Les plus importantes sont la navigation, la force motrice, l'irrigation et le besoin de l'homme et des animaux. Mais en somme c'est l'irrigation qui en retire de trop grandes quantités, en ne rendant aux cours d'eau qu'une faible partie de l'eau qu'elle utilise.

Je crois que la législation occidentale, dans son ensemble, en ce qui concerne l'usage des eaux (1), repose sur le principe que tout propriétaire d'un terrain a le droit d'utiliser le débit naturel du fleuve qui traverse son terrain, droit dont le propriétaire use largement et suffisamment sans aucune restriction que celle qui résulte de l'exercice du droit des autres propriétaires qui peuvent en faire un même usage raisonnable (2).

Cependant cette règle n'est pas restée immuable et a été modifiée par des principes soit constitutionnels, soit juridiques, soit même exceptionnels, quand il a été prouvé qu'elle ne pouvait convenir à des situations naturelles qui résultent d'une

(1) Voir *Traité des Eaux* (PICARD, 1896). PLOCQUE, *Législation des Eaux*, 1870-1879.

(2) C'est, en effet, la règle même de l'art. 644 du Code civil.

fédération d'états, ou qu'elle était contraire aux progrès de l'industrie et à tout ce qui fait usage de l'eau en général...

Mais, en Orient, le principe directeur est celui par lequel l'eau fait partie des usages communs... Et, en Occident, il y a des régions qui ont été privées de pluies, lesquelles ne sont pas bien partagées. Aussi quand on a défriché ces terres, on a abandonné le principe de la « *propriété fluviale* », qu'on tend à remplacer par le principe de la « *propriété antérieure* », principe qui veut dire « *au premier occupant, la priorité du droit* » ; celui qui a acquis un droit sur l'eau a le droit à la propriété de la quantité qu'il a acquise même au préjudice des usagers postérieurs. Le besoin du premier propriétaire limite son droit qu'il ne peut dépasser, mais il peut exercer son droit jusqu'à cette limite, sans aucune revendication de la part d'autrui...

Il est incontestable que le principe de la « *propriété fluviale* » ne peut être la base de notre examen. Mais le principe « *au premier occupant, la priorité du droit* » est en tous points satisfaisant. Il peut bien s'appliquer tant que l'eau est suffisante pour tous les titulaires de droit ; il reconnaît aussi les droits acquis qui sont incontestés ; mais en revanche il limite ces droits acquis, en enchaînant le premier propriétaire qui ne peut exercer aucun droit de préemption sur les eaux libres...

C'est ainsi que, pour le professeur Cory, en ce qui concerne le débit naturel du Nil, l'Egypte a incontestablement un droit de priorité, comme étant le premier propriétaire qui a acquis des droits sur l'eau du Nil qui traverse son territoire. Peu lui importe que d'autres rivières existent sur le fleuve, du moment que son droit existe depuis soixante siècles. Mais en revanche son droit est limité à la quantité la plus grande qu'elle a pu retirer. Elle ne peut bénéficier de la plus-value des eaux qui peuvent résulter après elle. Le professeur Cory estime donc qu'il est arbitraire de donner au Soudan les eaux

réservées du Nil Bleu, parce qu'il paiera les frais du réservoir et à l'Egypte celles du Nil Blanc, parce que cette dernière supportera les charges. Ce qu'il propose, c'est de faire supporter les frais à l'Egypte et au Soudan, par moitié, et de faire bénéficier les deux pays de la plus-value qui résultera des projets. Il estime, comme on l'a vu, que l'Egypte a plus besoin d'eau que le Soudan et que ce dernier ne peut supporter financièrement la charge de l'un quelconque de ces projets. Ce qu'il préconise, c'est une coopération mutuelle entre l'Egypte et le Soudan. Mais évidemment la politique s'y oppose. Elle joue dans ces projets un rôle qui dépasse la limite de la technique pure. C'est d'ailleurs ce que laisse entendre le professeur Cory dans ses conclusions, que voici :

1° L'irrigation égyptienne a presque atteint son stade le plus élevé, pour que des travaux de captation soient effectués en dehors des frontières égyptiennes ;

2° Le programme expliqué au livre de la *Régularisation du Nil* doit seul être suivi ;

3° L'eau dont jouit actuellement l'Egypte et le Soudan doit être considérée comme un droit acquis au regard du cours naturel du Nil ;

4° L'eau qui résultera en surplus sur ces droits acquis doit être partagée par moitié entre l'Egypte et le Soudan ;

5° Il faut diviser les dépenses suivant la proportion ci-dessus, à condition toutefois de faire supporter par le Soudan seul les 90 % des frais du réservoir de Meckwar qui ne seront pas affectés à la captation et à condition que la partie qui ne participera pas aux travaux (que l'autre partie considère comme d'un besoin pressant pour elle), ne sera pas déchue de ses droits, par sa non-participation, à bénéficier des travaux dans la mesure où

elle supportera les charges proportionnellement au profit qu'elle en retire ;

6° Les dépenses du Comité (1) doivent être réglées suivant cette proportion ;

7° La captation complète, si elle peut s'opérer toutefois, fera que les eaux du Nil seront suffisantes pour irriguer les terres d'Egypte et peut-être en restera-t-il assez pour irriguer la plupart des terres du Soudan ;

8° Toute considération autre que technique, contre ces projets, est en dehors de la compétence de la Commission.

H.-T. CORY.

Ainsi termine son rapport le professeur Cory. Pour lui il y a donc aussi d'autres considérations qui ne sont pas techniques. Tout le problème est là : dans cette question des projets du Nil, la technique ne joue pas un rôle exclusif, inspiré des besoins impérieux de l'Egypte et du Soudan ; elle est sacrifiée aux desseins de la politique. Cette politique, qui tend à exclure l'Egypte du Soudan, se sert des projets comme d'une arme contre elle. Voilà le secret de l'inquiétude de l'Egypte.

(1) D'arbitrage pour les différends qui résulteront.

CHAPITRE III

La critique anglaise des projets

L'ingénieur anglais Sir William Willcocks, ancien Inspecteur Général de l'Irrigation égyptienne et le constructeur du grand réservoir d'Assouan, a violemment accusé Sir Murdoch Mac Donald, conseiller anglais du Ministère des Travaux Publics, en 1920, d'avoir sciemment falsifié les mesures du niveau du Nil, mesures qui ont servi de base à l'établissement des projets du Haut-Nil.

Pris à partie, Sir Murdoch a été entièrement disculpé par la Commission, à laquelle Sir William s'est adressé. Mais cette polémique n'en a pas moins laissé une pénible impression faite d'une légitime suspicion, dans l'esprit de l'opinion égyptienne, qui ne cesse de considérer ces projets, dans l'état actuel des choses, comme vraiment dangereux pour l'avenir de l'Égypte.

Aussi est-il intéressant d'étudier les attaques de Sir Willcocks contre Sir Murdoch Mac Donald, qui sont de véritables accusations, pour voir qu'une voix anglaise s'est élevée contre ces projets, qui menacent de loin ou de près la vie de l'Égypte. Et sans nul doute cette voix est qualifiée plus que toute autre pour examiner ces projets.

Le 28 avril 1920, dans une lettre (1) adressée à la commission siégeant alors à Londres, Sir William Willcocks accuse Sir Murdoch Mac Donald des trois faits suivants :

1° D'avoir intentionnellement changé les mesures du Nil Bleu entre les premiers jours de décembre 1913 et les premiers jours du mois de février 1914 ;

2° D'avoir intentionnellement augmenté la quantité du débit de ce fleuve durant l'espace de cette période, près de Senaâr ;

3° D'avoir recelé un document officiel très important.

En effet, nous avons vu que le projet du réservoir de Meckwar a été établi d'après les données trouvées à Senaâr. L'année 1913-1914 a servi de base. Sir William Willcocks accuse Sir Murdoch d'avoir sciemment augmenté le débit du Nil Bleu, pour prouver que le Nil Bleu pouvait se prêter à la captation. En réalité, les chiffres réels sont bien inférieurs à ceux fournis par Sir Murdoch. D'ailleurs nous avons vu que le professeur Cory a établi que le Nil Bleu se prêtait peu à la mise en réserve et que le réservoir, s'il en fallait un, devait être établi sur son cours supérieur près de sa source, à sa sortie d'Abyssinie.

Cette accusation n'a pas été retenue par la commission, qui trouve le calcul de Sir Willcocks complètement erroné (2). Le Ministère des Travaux Publics devait aussi rejeter toutes ces accusations dans la réponse qu'il fit le

(1) *Le Rapport de la Commission*. Imprimerie Nationale, Le Caire, 1920. *Annexe au rapport*, p. 3.

(2) Page 6 de son rapport.

20 mai 1920, signée F. M. Maxwell. Pourtant Sir Willcocks a établi un tableau des mesures réelles constatées durant l'année 1913-1914 et des mesures publiées par Sir Murdoch Mac Donald. La différence est grande entre les chiffres : elle est de 4 à 49. Quant au document dont parle Willcocks, le ministère répond qu'il n'a pas à en connaître, comme n'étant pas officiel et n'ayant aucune importance. Pourtant, si on l'a jugé peu important, il faut bien qu'il se trouve quelque part !

Mais Sir Willcocks ne s'arrête pas là. Revenant à la charge, le 4 mai 1920, il accuse de nouveau Sir Murdoch Mac Donald d'avoir donné des chiffres exagérés sur le débit du Nil, mesuré aux vannes du réservoir d'Assouan, en comparaison avec les chiffres mesurés à Ouadi-Halfa.

Auparavant, le 29 avril 1920, il écrivit la lettre suivante (1) :

1° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald, conseiller du Ministère des Travaux Publics, de publier des chiffres falsifiés et exagérés sur le débit du Nil. Ces chiffres se trouvent page 11 du rapport de l'année 1912 du Ministère des Travaux Publics, imprimé en 1914 et présenté au public. Dans ce rapport il est dit que la moyenne de la quantité passant à Assouan, *d'après son calcul du débit des vannes du réservoir* :

Avril: 602 mètres cubes par seconde.

Mai : 580 mètres cubes par seconde.

Mais les chiffres réels calculés se trouvent dans « le Rapport annuel de l'inspecteur général de l'irrigation en 1912 », imprimé en 1914 et non communiqué au public. Les voici :

Avril : 512 mètres cubes par seconde.

Mai : 512 mètres cubes par seconde.

(1) *Annexe au rapport de la Commission*, p. 5.

2° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald d'avoir perdu un document officiel très important, et qui concerne ces chiffres. — W. WILLCOCKS. — Le Caire, le 29 avril 1930.

En effet, pour Willcocks, le réservoir d'Assouan revêt une grande importance. Il se demande comment au moyen de ces travaux faits derrière le réservoir ce dernier pourra se remplir. Et il tient à démontrer l'exagération des chiffres concernant le débit du réservoir, qui doit au contraire être surélevé et contenir plus d'eau qu'il n'a en réserve. En somme, les réservoirs de Meckwar et de Djebel-Aulia, d'après lui, videront celui d'Assouan, qui, lui, alimente l'Egypte pendant toute la période qui va de janvier jusqu'en mai. Le réservoir d'Assouan vide, l'Egypte ne peut plus cultiver son coton.

En ce qui concerne les chiffres, donnés à Senaâr, Sir Willcocks constate qu'ils sont :

- 171 mètres cubes par seconde et au tableau officiel 292;
- 71 mètres cubes par seconde et au tableau officiel 140;
- 27 mètres cubes par seconde et au tableau officiel 60 mètres.

Il fait remarquer que toutes ces données sont erronées, car les mesures ont été falsifiées et le « nilomètre » qui a remplacé l'ancien détruit à Senaâr a une graduation de 35 centimètres inférieure à l'ancien.

Sir William Willcocks continue ainsi dans tous ses communiqués adressés à la commission à démontrer l'exagération voulue des chiffres réels qui donnent le niveau du Nil, aux différents endroits critiques où un « nilomètre » est installé.

De plus, dans sa septième accusation, il constate que

les terres irrigables d'Egypte ont été faussement évaluées, page 23 du livre « *Régularisation du Nil* » à 5.300.000 feddans. Sir Willcocks dit que d'après les statistiques du Ministère des Finances égyptiennes, ce chiffre qui sert de base au calcul des impôts fonciers est le suivant :

3.328.000 feddans en Basse-Egypte ;

2.226.000 feddans en Haute-Egypte ;

Total : 5.554.000 feddans, soit un excédent de 254.000 feddans, sur le chiffre établi dans les projets. La différence est assez sensible, elle n'est pas loin des 300.000 feddans qu'on se propose d'irriguer dans Djezireh. Et d'après le calcul établi dans les projets, c'est 35.300.000.000 de mètres cubes d'eau et non 33 milliards, dont l'Egypte a besoin actuellement. On est donc incité à croire que cette différence intentionnelle servira à irriguer une superficie des terres de Djezireh, égale, ou à peu près, à celle que l'Egypte ne pourra plus cultiver, faute d'eau suffisante.

Sir William Willcocks remarque d'autre part à la page 74 du livre « *Régularisation du Nil* » que le Nil Blanc et le projet de Djebel-Aulia feront beaucoup de bien aux habitants de la région, dont les terres et les villages seront inondés en vertu du projet. Il s'élève donc avec véhémence contre l'indemnité (1) qu'on réclame à l'Egypte, en contre-partie de l'inondation de ces régions. De plus, le projet du Nil Bleu coûtera 3 millions, tandis que les dépenses du projet de Djebel-Aulia n'ont pas été évaluées, et l'indemnité n'a pas été fixée. Comme contri-

(1) Voir *infra*, page 175.

buable égyptien, il se demande comment on peut exiger de l'Égypte qu'elle exécute des travaux dont elle ignore à l'avance les dépenses éventuelles.

Et dans sa lettre du 14 mai 1920 (1), il termine ainsi : « En ma qualité de contribuable égyptien, je proteste contre l'exécution de tout projet qui permettra à tout gouvernement soudanais de couper l'eau à l'Égypte, pendant six mois consécutifs, et qui obligera l'Égypte à payer une somme considérable pour l'eau qu'il lui donnera, chaque fois que sa volonté voudra bien lui donner quelque chose. — W. Willcocks. »

D'après Sir Willcocks, l'Égypte n'aura donc plus d'eau pendant six mois, à dater de l'ouverture du réservoir d'Assouan, jusqu'à sa fermeture pendant la crue. Car il estime que le réservoir en question, qui alimente l'Égypte en hiver, ne pourra se remplir pendant la crue, l'eau étant retenue pour remplir les autres réservoirs projetés au Soudan.

Il estime aussi qu'il est criminel de toucher aux eaux du Nil Bleu pendant le remplissage du réservoir d'Assouan (2), qui doit avoir toujours la priorité pour être rempli, avant tout autre réservoir. L'Égypte a un droit absolu sur les eaux du Nil Bleu qui résultent de sa crue, pendant les mois de mai, juin et juillet. Les eaux rouges du limon de cet affluent sont la cause de sa fertilité. Le projet en question méconnaît totalement ce droit.

Telles sont les accusations portées par Sir Willcocks

(1) *Annexe du rapport*, p. 32. Imprimerie Nationale, Le Caire, 1920.

(2) Voir pages 175 et 176.

contre Sir Murdoch Mac Donald, conseiller anglais du Ministère des Travaux Publics égyptiens, et contre les projet du Haut-Nil. Ces projets pour lui sont nuisibles à l'Egypte, comme étant établis sur des données fausses, ainsi voulues par Sir Murdoch lui-même.

A lui s'est joint un autre Anglais, le colonel Kennedy, qui porte contre Sir Murdoch les accusations suivantes (1) :

1° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald d'avoir falsifié les mesures de Senaâr, pendant la période qui va du 11 janvier 1914 au 20 janvier 1914 ; les preuves ci-contre se trouvent dans le « mémoire réel du Nil Bleu » (voir l'alinéa 8 du mémoire n° 2) et ce mémoire peut être retiré facilement des archives du Ministère des Travaux Publics ; le chiffre réel est 10,19 et le chiffre falsifié 10,28.

2° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald d'avoir falsifié les mesures de Senaâr pendant la période qui va du 21 janvier 1914 au 31 janvier 1914. Les preuves ci-contre se trouvent dans le « Mémoire réel du Nil Bleu » (voir l'alinéa 8 du mémoire n° 2), le chiffre réel est de 10,09 et le chiffre falsifié est 10,17.

3° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald d'avoir falsifié les mesures de Senaâr pour le 24 janvier 1914, en changeant le chiffre réel qui est 10,10 pour le faire 10,20 : j'insiste spécialement sur cette accusation qui peut être vérifiée immédiatement.

4° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald d'avoir publié des chiffres falsifiés sur les mesures d'Assouan (voir page 10 du rapport annuel 1912). Les chiffres réels se trouvent page 195 de la partie imprimée de ce rapport qui a été cachée au public. Ces chiffres ont paru aussi dans le spécimen photographique pour les calculs du réservoir du Nil Blanc, spécimen que j'ai envoyé à Sir Paul Harvey le 24 novembre 1919. Si l'intention de Sir Murdoch Mac

(1) *Annexe B du rapport de la Commission*, pp. 2 et 3.

Donald est encore de contester cette accusation, il n'a qu'à consulter le tableau de déversement du réservoir d'Assouan en 1912, dont une copie se trouve page 94 du livre de Sir William Willcocks : « *Les projets du Nil* ».

5° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald d'avoir sciemment falsifié des données dans ses écrits ; — je fais allusion à son mémorandum daté du 25 novembre 1916 — tout en étant convaincu qu'il portera préjudice à autrui.

Il est écrit dans ce mémorandum officiel : « La quantité d'eau d'eau disponible est de 65 mètres cubes. On ne connaît qu'un seul cas analogue depuis 150 ans, où le fleuve avait baissé jusqu'à ce degré. Mais il est incontestable que dans ces circonstances où la baisse a atteint son plus fort maximum, il reste encore assez d'eau pour la culture du coton, si la récolte ne demande que 58 mètres cubes seulement. »

Sir Murdoch Mac Donald a écrit ce mémorandum précité une semaine après mon entrevue avec lui, le 19 novembre 1916, quand je l'ai mis au courant des données officielles qui infirment ce qu'il dit.

La vérité officiellement connue, qui contredit les dires falsifiés de Sir Murdoch Mac Donald, est que la plus faible mesure réelle prise pendant cette période critique est de 45 mètres cubes par seconde. Autrement dit, Sir Murdoch Mac Donald a falsifié les mesures officielles dans la proportion de 50 % à peu près. Ma preuve contre cette accusation est une copie véridique et officielle du débit de 1914, que je me suis fait délivrer officiellement.

6° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald de vouloir justifier le projet d'irrigation du Dejezireh par un document signé par lui à la date du 20 mai 1917. Ce document, dans toutes ces lignes, est ou bien falsifié, ou bien absolument erroné, en face des vérités et des données officielles.

Sir Murdoch Mac Donald a établi ce document tout en étant convaincu de sa falsification et de son erreur et tout en sachant que peut-être il porterait préjudice à autrui.

7° J'accuse Sir Murdoch Mac Donald d'avoir intentionnellement publié des mesures falsifiées sur le niveau de Khartoum pour l'année 1900, qui est considérée comme l'année la plus basse pour son débit d'été.

Voilà les accusations anglaises. Ces accusations de Sir Kennedy sont presque pareilles à celles de Willcocks. Nous pouvons les résumer toutes ainsi :

Pour ces deux grands ingénieurs, les données mesurées du niveau du Nil, qui ont été établies la plupart par eux durant leur service passé, ont été intentionnellement faussées par Sir Murdoch Mac Donald et le Ministère des Travaux Publics. Ces derniers ont sciemment augmenté les chiffres, pour justifier les projets et prouver que le Nil au Soudan pouvait se prêter à la captation, sans préjudice pour l'intérêt matériel de l'Égypte. Intérêt matériel, avons-nous dit, car jusqu'ici, comme nous l'avons vu, le côté politique des projets n'a pas été abordé. Le professeur Cory, l'Américain de la commission, a fait allusion à ce point du problème mais, technicien avant tout, il s'est interdit toute considération là-dessus (1).

Que Sir Willcocks ou Kennedy d'une part aient raison, ou que ce soient d'autre part Sir Murdoch Mac Donald et la commission, peu importe. Le problème des eaux du Nil subsiste en entier, car son côté politique l'emporte sur son côté technique. Que l'Égypte n'ait pas à souffrir de ces projets, qu'elle ait sa part d'eau suivant une base équitable, c'est la consécration d'un droit, ni plus, ni moins. Qu'au contraire ces projets portent préjudice à

(1) Voir *infra*, p. 191.

sa richesse au détriment de celle du Soudan, ce sera la conséquence de la politique anglaise, qui cherche depuis 1899 à détacher le Soudan de l'Egypte, au profit de la Grande-Bretagne. Les projets doivent donc être examinés, non seulement sur le terrain de la technique, mais aussi au point de vue politique.

CHAPITRE IV

Les critique égyptiennes et les projets au point de vue politique

En face de la commission qu'avait nommée le gouvernement égyptien pour examiner les projets du Nil, un comité d'ingénieurs égyptiens se forma de lui-même et examina la question d'après le texte et les données établis par Sir Murdoch Mac Donald et les travaux de la commission.

Ces ingénieurs sont : Abdallah Wahbi Pacha, Moussa Galib Pacha, Mahmoud Ismaïl Bey, Abdel-Kawi Ahmed et Ibrahim Zaki. Ils furent secondés par le Docteur Mahgoub Bey Sabet, qui présenta ses conclusions sur les projets au point de vue hygiénique. Leur rapport fut présenté à la Commission des Projets du Nil, le 26 juin 1920.

La commission des ingénieurs égyptiens se plaint tout d'abord du secret dans lequel les projets furent élaborés. Il est en effet prouvé que ces projets étaient en voie de préparation, dans le plus grand mystère, depuis 1901. Depuis vingt ans, des ingénieurs anglais au service du Ministère des Travaux publics travaillaient à faire mettre au jour ces projets sans que l'Égypte, pourtant intéressée au plus haut degré, n'en sût aucun mot. Ils n'ont été

divulgués, en 1918, qu'après les discussions orageuses soulevées à la Chambre des Communes, à propos des critiques violentes adressées par Sir Willcocks et le colonel Kennedy à Sir Murdoch Mac Donald et que nous avons vues au chapitre précédent.

La commission se demande donc comment on a pu cacher de tels projets à l'Égypte, surtout quand ils risquent de compromettre son avenir, et se décide cependant à les étudier, faute de renseignements précis, d'après les documents publiés par Sir Murdoch Mac Donald, qui sont la base sur laquelle ont été édifiés les projets.

Malheureusement les documents publiés par Sir Murdoch ne concordent pas du tout avec la déclaration faite par Son Excellence Sirry Pacha, ministre des Travaux Publics, en décembre 1919. Les documents de Sir Murdoch Mac Donald se trouvent dans une note publiée en arabe, intitulée « *Les travaux de contrôle du Nil* » et dans une autre note publiée en anglais en mai 1920.

De neuf exemples typiques, il ressort catégoriquement qu'il y a désaccord entre le ministre Sirry Pacha et son conseiller anglais Sir Murdoch. L'avis du conseiller a seul prévalu et a seul servi de base aux projets, qui ne contiennent aucune idée de Sirry Pacha, pourtant d'une compétence reconnue en matière d'irrigation égyptienne.

Ceci prouve tout simplement que les projets ont été élaborés dans le plus grand mystère, et à l'écart des compétences égyptiennes, plus qualifiées pourtant que toutes autres pour participer à ces travaux. Le mystère ne plane pas moins sur l'accord intervenu entre la Compagnie anglaise qui s'est fait concéder les terres de Djezi-

reh et le gouvernement du Soudan, sur la quantité d'eau à laquelle aura droit la Compagnie.

La commission essaya d'élucider ce mystère en écrivant une lettre au président du Conseil égyptien. Elle ne reçut aucune réponse. Voici la lettre en question, datée du 14 mai 1920 :

A Son Excellence le Président du Conseil,

Attendu que quelques-uns de mes collègues et moi, travaillons actuellement à examiner les Projets des grandes Irrigations afin d'établir un rapport, j'ai l'honneur de vous soumettre les remarques suivantes :

En me reportant au paragraphe B des conditions auxquelles sont soumises les considérations de la Commission des Projets du Nil ci-jointes, je présente à votre Excellence la copie d'une lettre anglaise se référant à une question de la plus haute importance, datée du 8 mai 1918, distribuée aux membres de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords, ainsi qu'à la plupart des grands journaux de Grande-Bretagne. Il s'agit de la concession de Djéziréh, qui n'avait pas encore été conclue à cette date, mais qui a été consentie par la suite, et signée le 17 octobre 1919, par l'administrateur général de la Compagnie « *Sudan Cotton Plantations* » au nom de la dite compagnie et par le « lewa » Sir Edgard Bernard Pacha pour le Gouvernement du Soudan, ainsi qu'il a été mentionné par le journal *The African World* à la date du 20 décembre 1919 et relaté par le *Times* à la date du 18 décembre 1919.

Cet accord donne au Gouvernement du Soudan le droit de disposer d'un volume considérable de l'eau destinée à l'Egypte et ces quantités amèneront un déficit durant les années d'eaux basses en hiver comme en été, ce qui sera préjudicable à l'Egypte.

(1) *Rapport de la Commission des Projets du Nil. — Annexe*, p. 10. Imprimerie Nationale, Le Caire, 1920.

Cet accord a été conclu à l'insu du Gouvernement égyptien, et par là le Gouvernement du Soudan a disposé des eaux d'Egypte ou d'une partie, au profit d'une compagnie financière étrangère. Il n'est pas douteux que ce qui est arrivé aujourd'hui peut se renouveler à l'avenir, sans l'approbation ou le consentement du Gouvernement égyptien.

Je sollicite donc de votre Excellence, espérant que vous le trouverez, une copie de l'accord en question de Djezireh, pour le communiquer à la nation égyptienne, afin qu'elle sache jusqu'à quel point elle a été frustrée de son patrimoine légal qui sont les eaux du Nil. Votre Excellence n'ignore pas l'importance de la question touchant les intérêts de l'Egypte, dont le plus grand est l'irrigation.

La chose la plus étonnante est assurément la nomination de cette commission qui doit présenter un rapport au Gouvernement égyptien, sur une question dont les diverses modalités ont été préalablement accomplies par l'entremise du Gouvernement soudanais et avec le consentement du Gouvernement britannique, et cela sans que le Gouvernement égyptien ait pu dire un mot, ni intervenir à ce sujet. Veuillez agréer,...

Signé : Addalla Wahbi Pacha, ancien inspecteur du 2^e cercle d'irrigation, pour lui et ses collègues ingénieurs.

Cet accord de Djezireh est donc demeuré et demeure encore aujourd'hui secret. Tout ce que l'on sait, c'est que, d'après les projets, la Compagnie aura le droit d'irriguer 300.000 feddans. Et encore la Note de novembre 1924 a-t-elle octroyé au gouvernement du Soudan, le droit d'augmenter indéfiniment cette superficie.

La commission des ingénieurs égyptiens en vient à formuler les critiques suivantes :

1° La superficie des terres irrigables d'Egypte a été faussement évaluée. La superficie n'a pas été calculée d'après les cadastres et les statistiques du Ministère des

Finances, qui servent de base au calcul de l'impôt foncier égyptien. D'ailleurs l'Égypte a le droit d'augmenter la superficie de ses terres selon ses besoins.

Il en résulte que la quantité d'eau évaluée comme revenant à l'Égypte est inférieure aux besoins réels. L'exécution des travaux aura pour conséquence un manque d'eau pour l'Égypte.

2° Le but final de ces projets est l'attribution du Nil Bleu au Soudan, pour irriguer les terres de Djezireh et du Nil Blanc, à l'Égypte.

Cette question du Nil Bleu est décidément le nœud de toutes les critiques égyptiennes.

Il ressort catégoriquement de toutes les déclarations des ingénieurs anglais que le Nil Bleu doit en effet être destiné au Soudan exclusivement. Témoin, l'œuvre de Sir William Garstein, ancien conseiller anglais au Ministère des Travaux Publics.

Lord Cromer, ancien agent britannique au Caire, écrit dans le *Livre Bleu*, sur l'Égypte et le Soudan, en 1905, que les projets de Sir W. Garstein, visent à donner les eaux du Nil Blanc à l'Égypte et celles du Nil Bleu au Soudan.

Aussi cette question du Nil Bleu, est-elle angoissante pour l'Égypte. Le Nil-Bleu est le seul affluent du Nil qui apporte le limon fertile destiné à donner à l'Égypte sa richesse actuelle. C'est ce limon qui a formé l'Égypte ; c'est lui en un mot qui justifie, le mot d'Hérodote : « *L'Égypte est un don du Nil* ».

Tout le monde est d'accord sur ce point. Mais d'après

les ingénieurs égyptiens, les projets du Nil, priveront l’Egypte de ce limon.

Le professeur Cory, n’a pas été de cet avis. Il prétend qu’un dixième seulement du limon, sera retenu par le réservoir de Meckwar et qu’il n’y a aucun danger pour l’Egypte à ce sujet. Mais il préfère le réservoir sur le lac Tsana qu’à Meckwar, car, dit-il, le lac en question, ne contient pas de limon et les eaux en réserve ne pourront donc retenir le limon qui est apporté au Nil Bleu après sa sortie du lac.

La commission des ingénieurs égyptiens, critique aussi les projets, du point de vue agricole, les eaux en réserve étant généralement malsaines pour les plantes. De plus trop d’eau en Egypte peut créer une infiltration qui rendrait le sol impropre à la culture.

D’ailleurs au point de vue hygiénique la commission n’a pas hésité à examiner les Projets, par l’intermédiaire du docteur Mahgoub Sabet bey, docteur en Médecine, de Genève, Diplômé d’Hygiène de Paris, ancien assistant du professeur de Pathologie et de Bactériologie de l’Ecole de Médecine du Caire, médecin légiste et professeur de Médecine légale et de Toxicologie à l’Université Egyptienne. Le docteur Mahgoub Bey Sabet cite le livre de M. Chélu, *Le Nil, le Soudan et l’Egypte*, publié à Paris en 1895 (1), membre de l’Association des Ingénieurs civils de France. Page 19 à 25, M. Chélu écrit :

(1) CHÉLU BEY (Français) est un ancien ingénieur en chef du Soudan qui s’est retiré du service du Gouvernement égyptien en 1910. Son livre, *Le Nil, le Soudan et l’Egypte* est imprimé à Paris en 1910.

L'eau du Nil Blanc change de couleur trois fois.... Entre mars, et avril, durant une période de vingt à vingt-cinq jours, l'eau est verte ; c'est celle qui provient de la zone des marais, laquelle est saturée par de trop grandes quantités de matières végétales. Cette eau garde sa couleur verte durant toute la saison et durant son passage en Egypte.

Elle est dangereuse pour la santé, et les habitants de ces rives évitent d'en boire dans ces conditions. Subséquemment, elle perd cette couleur verte pour reprendre une autre couleur qui penche un petit peu vers le rouge, qui ne tarde pas à se colorer de nouveau pour la troisième fois, bien avant l'époque des eaux basses. Elle prend alors une couleur semi-claire, de vert aquatique (légèrement bleue) et c'est pour cela qu'il fut nommé le Nil Blanc.

Le tableau ci-contre contient l'analyse chimique des eaux du Nil Blanc (1) et du Nil Bleu (2).

Le docteur Mahgoub Bey Sabet d'après ce tableau dit qu'au point de vue hygiénique les eaux du Nil-Blanc qui contenaient à Fachoda 0,0023 d'ammoniaque, n'en contiennent plus que 0,0016 à Omdurman, par suite de leur mélange avec les eaux du Nil Bleu. Cet ammoniaque provient en partie, de la putréfaction de matières animales, que le Nil Blanc contient en grande quantité dans la zone des marais, par suite des corps de crocodiles ou d'hippopotames qui meurent dans les eaux du fleuve. La quantité de matières organiques est d'ailleurs fortement accusée dans le Nil Blanc. D'après le « *Précis d'Hygiène* » de Macaigne, ces substances organiques sont la source de l'ammoniaque, qui à un ou deux millimètres pour

(1) *Le Nil, le Soudan et l'Egypte*, page 19.

(2) *Op. cit.*, p. 25.

Analyse des Eaux du Nil

NATURE DES SUBSTANCES	LE NIL-BLANC		LE NIL-BLEU	
	A OMDURMAN MARS 1877	A FACHODA MAI 1877	A KHARTHOUM 3 FÉVRIER 1877	A KHARTHOUM 15 AOÛT 1877
A. — Substances insolubles :				
Substances organiques ...	0,5402	3,3150	0,2086	2,3419
— minérales . . .	0,6390	0,7460	1,3543	14,3922
TOTAL.....	1,1792	4,0610	1,5629	16,7341
B. — Substances solubles :				
pour cent				
Chaux	0,1126	0,1764	0,5585	0,6853
Magnésie	0,0759	0,0274	0,1414	0,1729
Soude caustique	0,0287	0,1308	0,0525	0,0785
Nitrate de potassium	0,2174	0,3645	0,3007	0,4070
Ammoniaque	0,0016	0,0023	0,0017	0,0020
Acide sulfurique	0,2931	0,3138	0,3941	0,3118
— carbonique	0,8228	1,4870	0,4823	0,5212
— nitrique				
— phosphorique.	traces	traces	traces	traces
Silicates			0,0832	0,1433
TOTAL.....	1,6061	2,5022	2,0144	2,3220

cent, contamine l'eau et la rend impotable, parce que cette présence d'ammoniaque est la preuve de l'existence de matières animales en putréfaction.

Le docteur Mahgoub Bey Sabet, toujours d'après ce tableau fait remarquer la présence de l'acide carbonique en trop grandes quantités. Cet acide provient des plantes en décomposition, qui se trouvent toujours dans la zone des marais et dont la principale est d'après le botaniste allemand Schweinfurth « *l'Ambach* » ou l'« *Hermintera Elaphroxilon* ». Ces arbustes mesurent cinq à six mètres de long et sont épais de 18 à 22 centimètres. Leurs racines se trouvent dans l'eau et leur bois, une sorte de liège, est facilement emporté par le vent et l'eau, obstruant ainsi souvent le cours du Nil. C'est d'ailleurs pour toutes ces raisons que M. Chélu écrit : « L'eau du Nil-Blanc dans cette zone et pendant tout son cours jusqu'à Khartoum, devient ainsi une eau contaminée et odorante, à cause de sa saturation par les matières végétales et animales en décomposition, ce qui la rend impotable, et en même temps purgative. »

De plus cette eau, d'après le docteur Mahgoub Bey Sabet contient le germe de tous les microbes qui engendrent les maladies, comme la malaria, qu'apportent les moustiques très nombreux dans ces parages ; la dysenterie et la mouche tsé-tsé ; la Bilhazia et le Fileria Medinensis et beaucoup de maladies comme la fièvre noire et la maladie du sommeil.

Or cette période critique du Nil-Blanc coïncide exactement avec l'ouverture du réservoir de Meckwar et la rétention des eaux du Nil-Bleu. Nous avons vu en effet

que le 18 janvier de chaque année, commencera l'utilisation des eaux du Nil-Bleu par le Soudan exclusivement (1). Le barrage retiendra ses eaux qui ne s'écouleront plus vers l'Égypte. L'action bienfaisante du Nil-Bleu ne se fera plus sentir sur les eaux du Nil-Blanc, dont la période critique se place en mars-avril. D'où le danger pour l'Égypte. Ce danger n'est point du tout théorique. Il est actuellement latent mais existe tout de même. La preuve en est que les eaux du Nil, même avant les projets, sont un peu vertes en Égypte et un peu contaminées, vers le mois d'avril. C'est en effet pendant ce mois, que les eaux du Nil, contiennent en trop grandes quantités le bacille de la Bilharzia, une maladie commune à l'Égypte, qui fait des ravages dans les campagnes où l'eau n'est pas toujours filtrée.

Ce que nous a montré le docteur Mahgoub Bey Sabet n'est donc pas imaginaire. L'Égypte complètement privée du Nil-Bleu pendant cette période critique du Nil-Blanc, est vouée à un danger certain. Et l'on peut certifier que de mars à avril et jusqu'à la crue, le Nil sera complètement malsain en Égypte.

Ainsi une nouvelle objection, au premier abord imprévue, s'est ajoutée, à celles qu'on a pu formuler contre les Projets du Nil. Mais à notre avis toutes ces considérations, quelles qu'elles soient, sont toutes dominées par une autre considération, celle là plus grande et qui a été pour beaucoup à l'origine des Projets. Nous voulons parler de la considération politique.

Il n'est pas douteux que la politique ne cherche par

(1) Voir pages 176 et 177.

ces Projets un but tout autre que celui d'augmenter le débit du Nil. Le Soudan faisant partie de l'Egypte, aucune contestation ne peut s'élever contre de pareils projets. Mais du jour où la Grande-Bretagne a fait du Soudan et de l'Egypte deux pays distincts, de pareils projets exécutés à l'arrière de l'Egypte, deviennent pour elle une menace perpétuelle.

C'est sur cette considération que la commission des ingénieurs égyptiens, a voulu donner son avis, qui traduit bien l'état de l'opinion égyptienne sur ce sujet.

Il est incontestable qu'un lien naturel a toujours uni l'Egypte au Soudan. La politique de la Grande-Bretagne travaille depuis 1899 à rompre ce lien et a fait de l'Egypte et du Soudan, deux gouvernements séparés, qu'elle a nommé l'un, le gouvernement égyptien et l'autre le gouvernement soudanais. Nous avons vu, dans la première partie de cette thèse quels liens, avaient autrefois rattaché l'Egypte au Soudan. Les soudanais en majeure partie, ne sont que les descendants des anciens conquérants arabes, installés encore aujourd'hui en Haute-Egypte.

Mehemet-Ali, au dix-neuvième siècle, n'a reconquis effectivement le Soudan, que pour faire valoir juridiquement sa souveraineté sur ce pays, que menaçait de conquérir, à cette époque une autre puissance, l'Angleterre, qui cherchait en occupant les sources du Nil, à contrecarrer sa politique et à saper sa souveraineté, qui venait de s'affermir sur l'Egypte. Ce n'est que bien longtemps, après avoir consulté des techniciens européens, ses conseillers, qu'il entreprit de faire valoir juridiquement la

souveraineté de l'Égypte, menacée par une puissance étrangère occupant le Haut-Nil.

Mais l'Angleterre devait avoir gain de cause finalement en 1885 et en 1899, quand elle contraignit l'Égypte et Chérif Pacha, à évacuer le Soudan. Et elle imposa sa domination par la convention du 19 janvier 1899.

Dès lors, depuis 1901, elle cherche à exercer un véritable contrôle sur les eaux du Nil, en élaborant des projets d'irrigation, qui sont une menace pour l'Égypte, d'autant plus, qu'ils sont préparés dans le plus grand secret et ne sont définitivement connus qu'en 1918, consacrés en 1920 et mis à exécution.

Ces projets sont indispensables, dit-on, pour le bien de l'Égypte elle-même, autant que pour le Soudan. Nous voulons bien le croire, puisque nous ne sommes pas à même de les juger techniquement. Ces projets ne peuvent être établis en Égypte elle-même faute de place, dit-on aussi. D'accord ; c'est une opinion unanime qu'ils doivent être exécutés au Soudan : le professeur Cory est de cet avis. Oui, mais cela prouve une fois de plus, que le Soudan ne peut être détaché de l'Égypte, sans risque et péril pour elle. En demandant la rétrocession du Soudan, l'Égypte défend sa propre vie.

Il est inadmissible que de pareils travaux soient exécutés en dehors de la frontière égyptienne sans le contrôle effectif de l'Égypte. Il est inadmissible aussi, que le gouvernement soudanais, dispose à sa guise, des eaux du Nil, sans que l'Égypte soit consultée. Cette concession de Djezireh et l'eau du Nil dont on dispose à son profit, est manifestement faite au détriment de l'intérêt supé-

rieur de l'Egypte, qui tire sa force d'un droit naturel qui prime tout autre droit. Car l'Egypte depuis des temps millénaires, s'est constituée sur les eaux du Nil, une hypothèque légale, qui par conséquent comporte un droit de préférence.

Par suite, l'Egypte ne peut se détacher du Soudan, aujourd'hui moins que jamais étant donné que les « *leviers de commande* » du Nil, sont placés non loin de Khartoum.

C'est une idée si naturelle, que nous pouvons l'illustrer et l'appuyer en citant les témoignages anglais eux-mêmes.

Sir W. Garstin, dit en 1904, à propos de la création d'un département pour l'irrigation au Soudan: « La nécessité oblige de mettre ce département sous la dépendance directe du ministère des Travaux Publics égyptien, afin qu'il constitue une de ses sections. C'est chose indispensable. Quant à ses travaux, ils seront purement techniques et comprendront l'édification des œuvres techniques qui vont suppléer au rendement du Nil. Il est obligatoire, *que le contrôle des eaux de ce fleuve soit confié à une administration unique*, comme il est inadmissible d'admettre une autorité multiple en ce qui concerne une question si délicate. Il n'est pas douteux que le gouvernement du Soudan, acceptera le premier une telle solution et sera le dernier à vouloir le contraire. Et *comme l'Egypte a grand intérêt à cette solution*, il est équitable qu'elle se charge des dépenses du département d'irrigation et que le Soudan en soit exonéré. » (1).

(1) *Annexe du rapport*, page 34.

Ce principe n'a pas pourtant empêché le gouvernement soudanais de disposer des eaux du Nil au profit d'une compagnie financière étrangère. Une fois de plus, c'est une véritable violation des droits de l'Egypte.

Dans le rapport de Sir Garstin (1904), nous trouvons aussi cette autre idée de l'ancien conseiller au ministère des Travaux publics, M. Dupuis, à propos des travaux techniques possibles sur le Haut-Nil Bleu, pour augmenter le débit du Nil : « Nous avons fait allusion, dit-il, dans ce rapport, au point de vue général, aux difficultés politiques auxquelles se heurtent l'édification et la conservation d'un travail qui se propose de contrôler les eaux du lac (il s'agit du lac Tsana) et de les utiliser. Quand la question sera détaillée à tous les points de vue, il faudra faire attention d'exécuter de pareils travaux avant l'aplanissement complet des difficultés et des oppositions qui vont à l'encontre, au point de vue politique » (1).

C'est donc un principe qu'un pays ne peut consentir à l'exécution de pareils travaux en dehors de ses frontières. C'est parce qu'il y a danger à construire un réservoir ou un barrage sur le lac Tsana, qui n'est ni à l'Egypte ni au Soudan, mais à l'Abyssinie, qu'il faut y renoncer, à moins d'aplanir les difficultés politiques qui s'y opposent.

Lord Cromer s'est d'ailleurs inspiré de cette idée en écrivant en 1905 : « Le lac Tsana faisant partie du territoire d'Abyssinie, je ne peux examiner aucun projet sans le consentement de son Empereur. De plus, il y a

(1) *Op. cit.*, page 34.

là des empêchements manifestes, contre l'édification d'un réservoir immense qui alimentera le gros de l'irrigation égyptienne, dans un territoire étranger, quoique son souverain soit pacifique. Cette éventualité créera certainement des difficultés politiques » (1).

De plus, Sir Willcocks dit dans son livre : « *Le Réservoir d'Assouan* », page 10: « Il ne faut pas oublier que le débit du lac Victoria, qui est de 30 mille pieds cubes par seconde, passe à travers les « rapides » de Ripon et la largeur de ce défilé est de 400 mètres, ce qui est relativement facile à bloquer. Et comme ce lac est la source véritable du Nil, tout maître de ce lac tient en ses mains la vie de l'Egypte. » C'est pour cela, du reste, que la Grande-Bretagne a cherché à en éloigner l'Allemagne, par son accord avec elle, en 1891.

Enfin, dans son article : *Le Soudan nilotique*, lu à l'Institut Egyptien, le 20 janvier 1897, M. Prompt, un ingénieur français, envoyé par le Gouvernement français comme inspecteur général des Ponts et Chaussées s'exprime ainsi : « La construction de barrages sur le Haut-Nil menace l'Egypte d'un danger, si ce n'est pas de la mort » (2).

La conséquence de tout cela, c'est qu'il y a un danger véritable pour l'Egypte, du fait des projets tant que la Grande-Bretagne ou toute autre puissance occupe le Haut-Nil. L'Egypte et le Soudan sont indivisibles. Les sources du Nil doivent être libérées de toutes mains étrangères et ceci pour la vie de l'Egypte et dans l'inté-

(1) *Rapport des ingénieurs égyptiens*, p. 35.

(2) *Op. cit.*

rêt des Soudanais eux-mêmes. D'ailleurs, l'auteur des Projets du Nil, Sir Murdoch Mac Donald n'a pas craint d'écrire en 1912 :

L'Egypte, sans irrigation, disparaît de la vie et devient une partie des déserts qui l'entourent, alors que le Soudan a le privilège de se trouver dans une région où la fréquence des pluies suffit à ses besoins, si elle est organisée avec attention.

CHAPITRE V

Le projet du Haut-Nil-Bleu et le lac Tsana. La rivalité anglo-américaine.

Nous avons vu, au début de cette question des eaux du Nil, que les grands Projets du Nil comportaient, outre le projet du Nil Blanc, du Nil Bleu, du lac Albert, de Nagh-Hamadi, un cinquième projet non moins important que les trois premiers, peut-être le plus important de tous, nous allons le voir, projet, disions-nous, qui devait être exécuté de 1920 à 1940, sur le Haut-Nil Bleu, c'est-à-dire à la sortie de ce fleuve de la frontière abyssinienne. Le Nil Bleu, en effet, traverse l'Abyssinie sur un tiers de son cours et prend sa source du lac Tsana, d'où il sort. Ce lac se trouve à peu près à la distance de 250 kilomètres à l'est de la frontière du Soudan Egyptien.

Il s'agit, en l'espèce, d'un grand réservoir et d'un grand barrage sur le Nil Bleu, en territoire soudanais, presque après sa sortie d'Abyssinie. Ce projet serait, en somme, le complément du grand projet de Senaâr, aujourd'hui entièrement exécuté. Nous avons même vu que le Professeur Cory attachait beaucoup d'importance à ce projet et qu'il était même, à ses yeux, la condition préalable de l'édification du réservoir de Meckwar.

Nous avons vu aussi, au chapitre précédent, les tergiversations, à propos de ce projet. En 1904, Sir W. Garstin, M. Dupuis et Lord Cromer n'approuvaient pas du tout un tel projet. Cependant, Sir Murdoch Mac Donald l'engloba, en 1918, parmi les Grands Projets du Nil qui furent décrétés en 1920. Les difficultés politiques, auxquelles avait fait allusion Lord Cromer, ne devaient pas tarder à surgir.

Au début de novembre 1927, nous apprîmes par les journaux que le Gouvernement du ras Taffari se disposait à confier à une compagnie américaine le soin d'édifier un réservoir sur le Nil Bleu, à la sortie du lac Tsana; c'est-à-dire, en somme, un troisième réservoir, à une distance de près de 300 kilomètres du réservoir projeté sur le Haut-Nil Bleu, en amont de celui qui est déjà construit à Meckwar. Ce dernier serait évidemment la clef des deux autres. Ceci revenait, en somme, à contrecarrer la politique anglaise au Soudan, en la faisant renoncer au second réservoir du Nil Bleu, devenu inutile; c'était aussi la renonciation de l'Angleterre au contrôle des sources du Nil Bleu, le plus important des affluents du Nil. Et ce contrôle lui tenait encore bien plus à cœur que celui du Nil Blanc, dont elle s'était assurée par l'occupation de l'Ouganda et des quatre coins du lac Victoria.

Aussi comprend-on l'émotion que causa cette nouvelle en Grande-Bretagne et en Egypte surtout, devant un pareil projet hydraulique, qui allait contrôler toutes les eaux du Nil Bleu, l'affluent le plus précieux du Nil, dont les eaux allaient être réservées par les Abyssins, aidés des

Américains, pour être vendues à l’Egypte et au Soudan.

Au premier abord, on ne peut comprendre facilement pourquoi les Etats-Unis s’interposaient dans cette affaire, qui, à première vue, est loin de les intéresser. Les Américains cherchant à s’implanter en Ethiopie, eux qui ont le champ libre dans les deux Amériques, voilà une chose qui pouvait être taxée d’extravagance, avant cette intervention.

Pourtant l’affaire est simple. Une des phases de cette guerre économique mondiale, qui met aux prises les principales puissances, est la lutte entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d’Amérique, pour l’hégémonie économique. Toutes les deux cherchent à s’assurer les grands marchés producteurs de matières premières. Il y a entre elles une guerre pour le pétrole, comme il y en a une pour le coton. Les Etats-Unis, qui jusqu’à aujourd’hui, sont la principale puissance cotonnière du monde, risquent de perdre leur place au profit de la Grande-Bretagne, qui, en possédant déjà le marché égyptien et celui des Indes, cherche à en créer un troisième au Soudan, par les Projets du Nil, qu’elle est en train d’exécuter.

C’est pour empêcher la création de ce formidable marché cotonnier au Soudan (environ un million de milles carrés), que les Américains sont intervenus en Abyssinie et ont proposé un contre-projet qui prévoit qu’on pourra irriguer une partie de l’Ethiopie, sur laquelle s’élèveront des plantations de coton exploitées par des compagnies américaines, tout comme la compagnie anglaise de Djezireh.

Cette rivalité anglo-américaine est donc une lutte pour le coton, lutte que les Anglais ont ouverte, du jour où ils ont entrepris d'exécuter les Projets du Nil, qui sont la consécration de leur nouvelle politique cotonnière au Soudan, laquelle marche parallèlement à leur politique d'annexion.

Pour bien comprendre l'issue de cette rivalité, en même temps que sa valeur pratique du point de vue américain, examinons la situation politique et géographique de l'Abyssinie.

Au point de vue politique, l'Abyssinie est avec la République de Libéria, le seul pays d'Afrique qui soit resté vraiment indépendant, quoique encerclé de toutes parts, par les puissances coloniales. Cette indépendance, elle l'a sauvée à Adoua, après la sanglante défaite infligée aux Italiens (1) et un accord tripartite, intervenu le 13 décembre 1906, entre la France, l'Angleterre et l'Italie, ses voisines, a reconnu formellement cette indépendance. Et elle est aujourd'hui membre de la Société des Nations, malgré l'opposition de Lord Curzon, qui lui reprochait la faiblesse de son gouvernement et surtout de ne pas observer les conventions de Berlin et de Bruxelles contre la traite des noirs.

Mais cela n'a pas empêché les convoitises des puissances de s'exercer autour d'elle, surtout celle de l'Italie encouragée par la Grande-Bretagne et poussée par elle.

(1) Il existe outre l'intervention italienne de Crispi, une autre intervention anglaise, moins retentissante et surtout moins néfaste, sous le règne du Négus Théodore. Il existe également une intervention armée égyptienne sous le Khédive Ismaïl, également repoussée.

C'est la France la première qui reconnut cette indépendance par l'accord de 1897, signé avec le Négus Ménélick. Et l'Angleterre signait un traité peu après, qui abolissait les stipulations des conventions signées le 24 mars et le 15 avril 1891 avec l'Italie, contre lesquelles avait protesté le Négus; ce nouveau traité fixait la zone d'influence anglaise et ouvrait Zeïla et Berbera au commerce éthiopien.

Pourtant malgré cette indépendance, l'Abyssinie ne parvient pas totalement à se soustraire à l'influence économique qu'exercent sur elle les puissances qui l'encerclent et qui défendent la politique de « *la porte ouverte* ».

La France, par exemple, exerce une influence économique manifeste, par son chemin de fer de Djibouti à Addis-Abbeba la capitale, qui transporte vers la mer Rouge 82 % des produits commerciaux, tandis que les Anglais essayent de ramener une partie de ce commerce vers le Soudan Egyptien et le Nil, par la nouvelle ligne de chemin de fer qu'ils ont construite, entre le lac Tsana et Kassala et qu'ils ont raccordée aux portions est du réseau soudanais, récemment agrandi, par l'inauguration, en 1924, d'une ligne qui va de Kassala à Sénâar et Meckwar, sur le Nil Bleu.

Quant à l'Italie faciste, elle suit la politique de Crispi. Faute de mieux, elle cherche des avantages économiques, par le projet de construction d'un chemin de fer qui relierait Massouah, jadis égyptienne, et l'Erythrée à la côte italienne des Somalis, à travers l'Abyssinie. M. Mussolini cherche aussi à implanter ses émigrés dans

la région au climat tempéré de Nagra, pour diriger le bétail abyssin vers les ports italiens de l'Erythrée.

Mais outre cette importance économique que représente l'Abyssinie aux yeux de certaines puissances, elle en revêt une autre, tirée de sa situation géographique, importance plus actuelle après le conflit anglo-américain, en ce sens qu'elle est un véritable réservoir d'eau, le grand réservoir qui alimente le Nil et, d'après l'expression du Docteur Mahgoub Bey Sabet, « *une citadelle d'eau qui commande l'Egypte* ». Ses montagnes, dont les sommets atteignent la hauteur de 4.000 mètres, sont, en réalité, un centre véritable de concentration des eaux et un bassin naturel, pareils aux Alpes suisses, d'où sortent le Rhône, le Rhin et le Danube.

Dans cette « *Suisse abyssinienne* », prennent leur source de véritables fleuves, comme le Nil Bleu et l'Atbara qui se jettent dans le Nil et de petites rivières côtières qui se jettent dans la mer Rouge ou l'océan Indien. Mais ces cours d'eau, quoique n'étant pas navigables, compensent leur valeur économique, du moins ceux qui se dirigent vers le Soudan, par ce fait qu'ils roulent un limon fertile, qui a permis au Nil de faire l'Egypte et sa vallée.

Aussi le plus important de tous ces cours d'eau est-il le Nil Bleu, dont la source, le lac Tsana, est en Abyssinie. Il sort de ce lac à une altitude de 2.760 mètres, décrit une courbe en territoire éthiopien et fait deux coudes, avant de sortir d'Abyssinie pour aller se jeter dans le Nil Blanc, en amont de Khartoum. Il est inutile de revenir sur l'extrême importance du Nil Bleu, pour le bassin du

Nil. C'est lui, notamment, qui provoque la crue du Nil, colore ses eaux de la teinte rouge-brique, par le limon qu'il apporte des monts volcaniques d'Abyssinie. C'est enfin avec ses eaux que les Anglais comptent irriguer les 300.000 feddans de coton de Djezireh, dont la culture a commencé en 1925, en attendant qu'ils puissent en cultiver 1 million ou même 3 millions après l'exécution du réservoir du Haut-Nil Bleu.

Il se trouve donc qu'en réalité c'est le souverain d'Abyssinie, actuellement le Ras Taffari-Makonen, qui détient entre ses mains la véritable clef du Nil. Cette clef de la vie de l'Egypte et du Soudan est du moins plus réelle que celle que tenaient les Pharaons d'Egypte à sa main, et qu'on peut voir encore sur les bas-reliefs des temples égyptiens.

On comprend maintenant l'importance du contre-projet américain prévoyant un réservoir sur le lac Tsana. Ce réservoir sera destiné à retenir les eaux qui se perdaient inutilement, pour les utiliser en Abyssinie, afin de cultiver le coton. C'est du moins le but principal du réservoir. Mais s'arrêtera-t-il là si le projet aboutit ? Evidemment non. Ce travail hydraulique, une fois terminé, renforcera l'importance déjà considérable de cette « citadelle d'eau », en même temps que le contrôle à exercer sur le Nil, par le détenteur de cette clef de la vie égyptienne, de la vie du coton égyptien.

Du coton, avons-nous dit ; car cette rivalité anglo-américaine roule en réalité autour du coton. Les Etats-Unis, tout en étant le gros producteur du coton mondial, — et encore risquent-ils de perdre cette place quand

le Soudan sera entièrement cultivé —, les Etats-Unis tout en étant le plus gros producteur, ne possèdent point la qualité extra du coton. Cette qualité revient au coton égyptien, dont l'Angleterre détient le marché. Le coton égyptien est, en effet, unique au monde, surtout à cause de sa fibre longue et soyeuse qui est indispensable à beaucoup d'industries. Cette fibre est due à la fertilité du sol de l'Egypte, dont l'auteur unique est l'eau du Nil. Partout où le Nil passe, ce coton peut être produit, aussi bien au Soudan qu'en Abyssinie, car ce n'est pas au Nil proprement dit, ni au Nil Blanc, qu'est due cette qualité précieuse de coton, mais au Nil Bleu qui roule le limon fertile, indispensable à cette qualité spéciale de coton.

Les Américains ont donc besoin de cette fibre et ils cherchent à la produire en Abyssinie. Cette fibre est surtout nécessaire à l'industrie automobile, une des plus grandes des Etats-Unis, où le coton à longue fibre entre dans la fabrication des pneus des automobiles.

Aussi essayent-ils de conquérir une situation primordiale sur le lac Tsana, en aidant le Ras Taffari à forger cette clef du Nil, avec laquelle ils contrôleront, à l'instar de la Grande-Bretagne, tous les réservoirs et barrages établis ou à établir sur le Nil, depuis Meckwar jusqu'au delta. Et, en outre, ils pourront s'assurer ce coton à longue fibre, que contient en germes le Nil Bleu, ce fameux coton qui, depuis longtemps, fait la renommée des filatures de Lancashire, leurs principales concurrentes.

Ce contre-projet américain du lac Tsana risque donc

de compromettre l'avenir de l'Égypte et surtout de dérouter tous les projets de l'Angleterre au Soudan. La Grande-Bretagne se laissera-t-elle faire ? Laissera-t-elle une autre puissance contrôler le Nil, tenir entre ses mains la vie de l'Égypte, qui, malgré tout, lui fournit le coton nécessaire à Lancashire où deux millions d'ouvriers travaillent, en attendant que le Soudan la remplace ? Laissera-t-elle cet autre compétiteur s'installer aux sources du Nil ? Et quel compétiteur ! Un compétiteur aux sources du Nil Bleu, le véritable fondement du Nil tout entier, la vraie source principale de la richesse égyptienne, le facteur unique de la richesse future de Djéziréh !

Le péril est donc grave pour la Grande-Bretagne. Aussi, nous croyons que, dès maintenant, l'issue de la lutte n'est pas douteuse : c'est la Grande-Bretagne qui restera finalement maîtresse, seule, de toutes les sources du Nil. Et voici pourquoi.

Cette question du lac Tsana a préoccupé **fortement** l'Angleterre depuis longtemps. Dès la genèse des **Projets** du Nil, c'est-à-dire depuis 1902, les ingénieurs anglais se sont occupés de cette question. Nous avons vu au chapitre précédent (1) que Sir W. Garstin et M. Dupuis notamment se sont occupés de la question. M. Dupuis a même prédit les difficultés politiques actuelles quand il a écrit dans le livre de Sir Garstin (2) : « il faudra faire attention d'exécuter de pareils travaux, avant l'aplanissement complet des difficultés et opposi-

(1) Page 215 et suivantes.

(2) *Le Guide des sources du Haut-Nil*, page 69.

tions qui vont à l'encontre de ce projet, au point de vue politique. »

Lord Cromer, agent britannique au Caire, s'est inspiré de la même idée (1), pour condamner le projet avant un accord parfait avec l'Abyssinie.

Or, précisément, cet accord est intervenu entre la Grande-Bretagne et le Négus Ménélik, en 1902. A cette date, elle a en effet signé une convention aux termes de laquelle les travaux hydrauliques que songerait à exécuter le Négus sur le Haut-Nil Bleu et particulièrement sur le lac Tsana, devront être consentis après un commun accord avec le Gouvernement du Négus et les autorités anglo-égyptiennes du Soudan.

Cet accord lie donc encore aujourd'hui le Gouvernement du Ras Taffari-Makonen. Il ne peut donc consentir à une compagnie américaine le droit de construire un réservoir sur le lac Tsana, sans le consentement de la Grande-Bretagne, qui éloignera sans nul doute les Etats-Unis des bords de ce lac. Et s'il faut absolument qu'une compagnie obtienne une concession pour construire ce réservoir, cette concession reviendra certainement à une compagnie anglaise.

Ceci est inévitable, car quel avantage a le Ras Taffari à traiter avec les Américains, plutôt qu'avec les Anglais ? Les Etats-Unis n'ont rien à lui offrir en contrepartie, tandis que l'Angleterre peut toujours lui offrir un avantage territorial, un débouché vers la mer par exemple, ce dont l'Abyssinie a besoin, car elle ne possède aucun débouché vers la mer. Elle peut toujours

(1) Voir page 215.

donner au Ras Taffari, Zeïla ou Berbera dans la Somalis anglaise, autrefois égyptiennes, comme jadis elle offrit en cadeau au signor Crispi, le port égyptien de Mas-souah et la côte de l'Erythrée.

Ainsi donc, même au prix de sacrifices territoriaux, l'Angleterre parviendra à éloigner les Américains du lac Tsana.

Les sources du Nil Bleu et le lac Tsana sont plus importants encore que les sources du Nil Blanc. Et que n'a pas fait l'Angleterre pour s'assurer ces dernières? En 1891, elle força les troupes égyptiennes d'Emin Pacha à s'éloigner de la province Equatoria; elle annexa ensuite ladite province à la Compagnie anglaise du Sud-Est Africain. Elle prit possession elle-même de l'Ounyoro et de l'Ouganda. Elle éloigna l'Allemagne, par l'accord de 1891, du lac Victoria Nyanza. Elle en éloigna la Belgique par l'accord anglo-congolais, en 1894, et en lui cédant en échange des territoires sur le Bahr-El-Ghazal.

Que ne fera-t-elle donc pas pour s'assurer les sources du Nil Bleu ? L'Amérique contrôlant un réservoir sur le lac Tsana, c'en est fait du contrôle du Nil par les Anglais. C'est le réservoir de Meckwar qui s'écroule; ce sont les terres de Djezireh, réduites à mendier l'eau à l'Abyssinie, ou plutôt aux Etats-Unis; c'est la faillite de la compagnie anglaise du « *Sudan Cotton Plantations* »; c'est la ruine de l'Egypte qui ne produira plus assez de coton pour le Lancashire, pas plus que Djezireh; c'est, finalement, le chômage des industries cotonnières dans le Lancashire et la ruine de la Grande-Bretagne.

Aussi peut-on escompter que cette dernière sortira

victorieuse de la lutte. D'ailleurs, depuis la nouvelle annoncée en 1927, nous n'avons rien su.

La lutte s'est-elle terminée à l'avantage de la Grande-Bretagne ? On ne sait encore rien. Peut-être rebondira-t-elle quand les Anglais commenceront effectivement la construction du réservoir du Haut-Nil Bleu, qui, d'après les Projets du Nil, doit être terminée avant 1940. En tout cas, l'issue de la lutte n'est pas douteuse pour nous.

L'Angleterre ne pourra jamais tolérer une situation pareille, ni jamais permettre de construire de pareils travaux hydrauliques sur le lac Tsana.

Ce n'est pas en vain qu'elle persiste à maintenir l'Egypte sous sa tutelle, malgré la Déclaration du 28 février 1922 et malgré cette indépendance subordonnée à ces quatre réserves !

Ce n'est pas en vain que, par cette déclaration, elle a réservé la question du Soudan qui devient pour ainsi dire placé sous sa domination effective.

Ce n'est pas en vain que le Soudan a été soustrait à toute influence égyptienne, si bien que le gouverneur général refuse, en 1927, de s'expliquer sur cette contribution de 750.000 livres, imposée par l'Angleterre à l'Egypte, pour l'entretien de la force armée soudanaise et figurant au budget de la guerre égyptien, en exécution de l'article 17 du projet Curzon, présenté le 10 novembre 1921 à Son Excellence Adly Pacha ; il paraît qu'en contre-partie l'Angleterre s'est engagée à garantir à l'Egypte sa part des eaux du Nil, comme si l'Egypte était astreinte aujourd'hui à payer l'eau du Nil, au mépris de son droit naturel et légitime sur cette eau, qui, traversant le Soudan son prolongement, est devenue

soumise à un droit de transit, au mépris de tous les droits!

Ce n'est pas en vain que l'Angleteree s'est annexée le Soudan en fait, au mépris des conventions antérieures, après avoir forgé cette convention du 19 janvier 1899, contraire à tous les principes du droit!

Ce n'est pas en vain qu'elle a construit le réservoir de Meckwar et projette d'exécuter les autres ; qu'elle a construit, en 1924, le chemin de fer de Kassala avec des troupes égyptiennes avant leur départ; qu'elle a dépensé 4 millions et demi, payés par le trésor égyptien, pour fonder Port-Soudan et détourner le commerce soudanais d'Alexandrie!

Ce n'est pas en vain, enfin, qu'elle intensifie la culture du coton au Soudan et cherche à créer une « *autre Egypte cotonnière* ».

Tout cela, c'est pour alimenter le Lancashire en coton; pour suppléer à la carence de l'Egypte le jour où celle-ci libérée de tout contrôle anglais, pourra diriger son coton, non pas vers le Lancashire, mais vers le pays qui lui conviendra le mieux.

Ainsi donc, l'Angleterre restera coûte que coûte définitivement maîtresse des sources du Nil; et dans l'intérêt de l'Egypte, il faut le souhaiter évidemment. Le conflit anglo-américain n'a pas eu et ne pourra pas avoir de suites fâcheuses pour la politique de la Grande-Bretagne. A la fin de l'année 1940, les Projets du Nil seront entièrement exécutés, le Nil sera régularisé; et les leviers de commande établis sur ses sources et ses affluents principaux, permettront enfin l'évacuation de cette portion de la vallée du Nil, qu'on nomme communément

l’Egypte, tant de fois promise depuis 1882, mais qui pourra peut-être se faire en 1940, sans risque et péril pour la Grande-Bretagne du moment que l’autre partie de la vallée reste entre ses mains et que le Nil ne peut plus couler librement vers la mer Méditerranée.

C’est la conséquence logique de l’exécution des Projets du Nil, ce à quoi aboutira la construction du réservoir de Meckwar, de Djebel-Aulia et de tant d’autres travaux hydrauliques, aujourd’hui possibles, grâce à la science de l’ingénieur.

Si donc l’Egypte a un profit quelconque à retirer des Projets du Nil, ce sera celui de se voir entièrement évacuée par la Grande-Bretagne et libérée de tout contrôle anglais. Seulement ce contrôle ne disparaîtra pas : il changera de capitale. Au lieu de s’exercer au Caire, il s’exercera sur l’Egypte, dans une autre capitale, cette fois celle du Soudan. Nous voulons parler de Khartoum, Khartoum située au confluent du Nil Bleu et du Nil Blanc, à proximité des réservoirs de Meckwar et de Djebel-Aulia.

Voilà ce qui donne à réfléchir et rend l’avenir inquietant.

Conclusions Générales

L'idée qui forme le centre de notre thèse et qui se dégage de cette étude, est que malgré l'état de fait existant actuellement au Soudan, l'Angleterre ne possède aucun droit spécial sur ce pays; autrement dit la Grande-Bretagne possède le Soudan au même titre qu'elle possède l'Egypte. En conséquence, du point de vue du Droit international, toute modification au statut de l'Egypte doit nécessairement entraîner celle du Soudan, s'étendre à ce dernier. En d'autres termes, sans chercher si la position de l'Angleterre en Egypte est légale ou illégale, toute évacuation de l'Egypte par les Anglais doit nécessairement entraîner celle du Soudan par ces derniers.

En effet, nous avons vu que le statut de l'Egypte jusqu'en 1914 a été fixé par les accords de 1840 et les firmans postérieurs qui les ont sanctionnés. De plus, nous savons que ce statut de l'Egypte a été garanti par les Puissances, du fait même qu'elle faisait partie des territoires de l'Empire turc, garanti par les Puissances dans les traités de Paris de 1856 et de Berlin de 1877.

Cette garantie de l'Europe s'étendait sur l'Egypte et ses dépendances. Or les dépendances de l'Egypte, qui sont le Soudan et les régions annexes, ont été octroyées à l'Egypte par le Hatti-Chérif du 13 février 1841, en exécution des accords de Londres du 15 juillet 1840.

Tous les firmans postérieurs, firman du 8 juin 1873 à Ismaïl, firman du 7 août 1879 à Tewfik, firman du 27 mars 1892 à Abbas-Hilmi, ont mentionné ces dépendances et ont été enregistrés par l'Europe. Le dernier firman de 1892 a été même publié en Egypte pendant l'occupation, sous les yeux de l'Angleterre, qui n'a pas protesté, et il a été accepté de même par toutes les Puissances qui l'ont enregistré comme d'usage.

Le statut de l'Egypte n'avait donc pas été modifié, du fait de l'occupation anglaise. Ses dépendances également continuaient à faire partie, aux yeux de l'Europe, des limites tracées par elle en 1840. Et ceci malgré l'évacuation du Soudan par les troupes égyptiennes. La France, par la bouche de M. Hanotaux, continuait en 1894, deux ans après le firman, à considérer le Soudan comme n'étant pas « *res nullius* » ; nous avons vu en quelle circonstance (1). L'Angleterre elle-même, lors de l'incident de Fachoda, a repris la thèse de M. Hanotaux, contre la France; elle aussi déclara que le Soudan n'avait jamais été une terre vacante, et qu'il n'avait jamais cessé d'appartenir au Khédive et, par là, au Sultan, dont les Puissances avaient garanti l'intégrité de l'Empire.

Donc, en vertu de quel droit spécial les Anglais détiennent-ils le Soudan ? Il n'en existe aucun, car juridiquement aucun droit ne peut découler de la convention du 19 janvier 1899. Nous avons montré que cette convention est illicite et qu'elle va à l'encontre de toutes les règles du Droit international.

L'Egypte ne peut céder, ni aliéner, tout ou partie de

(1) Voir l'incident du traité anglo-congolais, pp. 84 et 119.

son territoire, ni ses prérogatives, tels qu'ils sont limités et définis par les accords de 1840 et les firmans postérieurs, sans l'autorisation de son suzerain.

Notre thèse ainsi développée prouve que, jusqu'en 1914, l'Angleterre du point de vue du Droit international ne possède aucun titre spécial sur le Soudan, et nous insistons sur ce mot « *spécial* ». L'Angleterre continue à occuper le Soudan, comme étant une dépendance de l'Egypte, qu'elle a occupée en 1882.

Et cette occupation du Soudan en 1898, qui n'est pas une conquête, nous l'avons démontré, est la suite et le corollaire de l'occupation de l'Egypte en 1882. En effet, l'Angleterre en 1882 s'est donné pour mission de « rétablir le Khédivé dans la plénitude de ses droits ». Elle a écrasé la rébellion d'Arabi à Tel-El-Kébir; sa mission n'était pas terminée et elle l'a maintes fois proclamé. Une autre rébellion s'est dessinée au Soudan avec le Mahdi, dirigée contre l'autorité du Khédivé et dangereuse en même temps pour la sécurité de l'Egypte.

L'entrée des troupes du Sirdar Kitchener à Khartoum en septembre 1898 ne signifie donc pas conquête. C'est tout simplement la suite de la mission que s'est imposée la Grande-Bretagne, par l'entrée des troupes du général Woolseley au Caire, le 14 septembre 1882.

C'est donc en vertu de cette mission de rétablir l'ordre que les Anglais se trouvent en Egypte et au Soudan.

C'est donc au même titre. Le Soudan reconnu comme étant une dépendance de l'Egypte est occupé par eux, comme n'importe quel point du territoire égyptien.

Le 18 décembre 1914, l'Angleterre proclame son pro-

tectorat sur l'Égypte. Sans contester la légitimité de ce protectorat, ce dernier s'étend sur l'étendue du territoire égyptien et ses dépendances, aussi bien sur la province d'Assouan que sur la province de Ouadi-Halfa et de Khartoum.

En Droit international, il n'y a donc pas un titre spécial qui existe au profit de l'Angleterre sur le Soudan, puisqu'il ne découle juridiquement que d'une convention sans valeur.

Le 28 février 1922, la Grande-Bretagne déclare aboli le Protectorat de 1914. Elle proclame l'indépendance de l'Égypte, mais formule quatre réserves à ce sujet : la défense de ses communications impériales, la défense de l'Égypte contre toute attaque ou intervention étrangère, la protection des intérêts étrangers et des minorités et enfin le Soudan.

Le fait de réserver le Soudan en proclamant l'indépendance de l'Égypte signifie la prétention à un droit spécial sur ce pays. Mais en vertu de quel titre ? Au titre de la convention de 1899, elle est caduque. Alors ? En Droit international, toute modification au Statut de l'Égypte doit entraîner nécessairement celle du Soudan, comme étant toujours une dépendance de cette dernière.

La Déclaration du 28 février est essentiellement unilatérale et le fait que la Grande-Bretagne déclare réserver le Soudan, n'implique aucune conséquence juridique et ne lui confère pas « *le droit spécial* » qui légitimerait la réserve formulée.

Par conséquent, la fin du Protectorat et la proclama-

tion de l'Indépendance s'étend à tout le territoire égyptien y compris ses dépendances et l'évacuation du Caire implique comme conséquence juridique l'évacuation de Khartoum.

Notre *première conclusion* est donc qu'au point de vue juridique le Soudan fait partie de l'Egypte.

Deuxième conclusion : L'état de fait actuel ne peut servir de titre aux prétentions anglaises sur le Soudan égyptien.

A défaut de titre juridique, la Grande-Bretagne invoque les intérêts qu'elle a acquis et qu'elle doit défendre au Soudan, en même temps que les sacrifices consentis par elle, pour améliorer le sort du pays et les efforts qu'elle a prodigués en faveur de la civilisation du Soudan.

Là encore, l'Angleterre ne possède aucun intérêt spécial, si ce n'est celui de cultiver du coton pour le Lancashire. L'intérêt qu'elle peut avoir aussi se confond avec les intérêts généraux qu'elle possède en Egypte avec toutes les Puissances qui ont des intérêts moraux ou matériels à sauvegarder dans la vallée du Nil. D'ailleurs, pourquoi les Puissances consentiraient-elles à reconnaître à la Grande-Bretagne une situation privilégiée dans la vallée du Nil ? Elles aussi et notamment la France, ont des intérêts moraux plus considérables, plus nobles parce qu'ils s'inspirent d'un idéal de civilisation et de progrès, les intérêts égoïstes qui reposent uniquement sur le coton ne sauraient leur être comparés.

Les sacrifices que la Grande-Bretagne a consentis dans le Soudan sont exagérés. L'Egypte a fourni les

hommes nécessaires à l'expédition Kitchener, l'argent nécessaire aux Projets du Nil et paye toujours, chaque année, 750.000 livres pour le Soudan, somme, dit-on, versée pour prix de l'eau qu'elle retire du Nil. Et depuis quand les fleuves ne sont-ils plus *res communes* ?

Troisième conclusion : Les Projets du Nil sont dirigés et exécutés contre l'intérêt de l'Egypte.

En admettant qu'au point de vue technique ils puissent améliorer le débit du Nil et récupérer des eaux qui se perdaient sans profit, ils ne sont pas moins une menace perpétuelle qui pèse sur l'Egypte. L'Angleterre contrôlant tout le bassin du Nil, grâce au progrès de la technique, pourra, à n'importe quel moment, priver l'Egypte de sa part des eaux du Nil.

Les projets, d'autre part, poursuivent comme but l'irrigation de 300.000 feddans, qui seront portés à un million et même à trois millions, à Djezireh, pour produire du coton destiné au Lancashire.

Leur but évident est donc de faire concurrence au coton égyptien et de transformer le Soudan plus docile et plus durable en une autre Egypte cotonnière.

L'avenir de l'Egypte est donc en jeu. Seule une collaboration étroite entre l'Egypte et le Soudan peut parer à ce danger. Les séparer ou accentuer la séparation équivaut à une opposition d'intérêts. La participation de l'Egypte au Gouvernement soudanais est indispensable.

Quatrième conclusion : Il est incontestable que, par suite des liens naturels et historiques qui ont rattaché de temps immémorial l'Egypte et le Soudan, des affinités,

tant ethnographiques que sociales existent entre les deux pays.

Il est absolument faux de prétendre que le gouvernement de l'Égypte a été tyrannique.

Le Soudan désire le retour à l'Égypte et rien n'est plus faux que les allégations de quelques-uns sur ce sujet. Témoin la suivante.

Dans une récente étude, parue en avril 1930, dans le « *Figaro* » (1), Lord Brentford parle ainsi du Soudan :

L'Égypte le possédait nominalement et désire de nouveau le posséder aujourd'hui. C'est le point essentiel dont il faut se souvenir. La débauche, le meurtre et la cruauté étaient les accompagnements quotidiens de son pouvoir, tant et si bien que les malheureux habitants ne purent le supporter et qu'une révolte éclata (2). Il est vrai que le Mahdi — imposteur religieux — se montra un tyran pire que les Égyptiens ; *il est vrai que la révolte était religieuse*, mais cependant si l'autorité égyptienne avait été juste, le Mahdi n'aurait pu lui infliger une défaite aussi terrible.

On ne peut s'empêcher de remarquer les contradictions qui existent ici, comme d'ailleurs dans la plupart de ces sortes d'allégations. D'un côté lors Brentford déclare que c'est le pouvoir tyrannique des Égyptiens qui a déclenché la révolte du Mahdi et d'un autre côté il reconnaît que c'était un mouvement de fanatisme religieux, qui ne peut donc avoir pour cause le joug oppresseur de l'autorité égyptienne, en admettant toutefois

(1) *Le Figaro*, numéros du 14 avril 1930 et suivants.

(2) Telle n'est pas précisément l'opinion du colonel Chaillé-Long Bey ; voir son article : « Le Soudan d'Égypte et Kassala », *Nouvelle Revue*, 1^{re} nov. 1894).

que cette oppression ait été réellement exercée. D'autre part il est inutile d'insister, sur ce fait, que si le Mahdi a infligé aux Egyptiens une défaite aussi terrible, c'est que la Grande-Bretagne l'a un peu voulu et a même encouragé le Mahdi, en ordonnant l'évacuation du Soudan, malgré les protestations de l'Egypte.

Et Lord Brentford en arrive à se demander :

Pourquoi sommes-nous là ? Quel droit avons-nous d'être là et de diriger la vie et le destin de ce grand pays en pleine croissance ? Je réponds : le droit de conquête. C'est une réponse claire et précise.

Nous répondons non. Du moment que vous vous demandez de quel droit vous êtes là, c'est que vous doutez de votre droit. Cette théorie du droit de conquête est inconsistante et obscure. Elle n'explique rien et ne peut s'appliquer dans ce cas.

Et après avoir admiré l'œuvre immense du réservoir de Meckwar, Lord Brentford écrit :

Ici, vous voyez du *coton* (1) de la meilleure qualité qui pousse

(1) Voici les statistiques du coton planté au Soudan pour l'année 1927-1928 :

Djezireh	350.000 cantars
Tokar	50.793 —
Kassala	5.300 —
Kamiline	1.095 —
Khartoum	5.282 —
Total	412.470 cantars

Soit 412.470 à 500.000 cantars, car il y a depuis un excédent à Djezireh. Le cantar est environ 50 kg. La production moyenne de l'Egypte est de 6 à 7 millions de cantars par an. Le Soudan a atteint donc la proportion de 1/12 par rapport à l'Egypte, sur une superficie vingt fois moindre que celle qui sera irriguée par les Projets du Nil.

pour le Lancashire, en vertu d'arrangements équitables conclus entre le gouvernement, le cultivateur et la compagnie.

Lancashire, le coton, voilà le véritable titre de l'Angleterre au Soudan. Et c'est ainsi qu'après s'être servi du Soudan pour retarder indéfiniment l'évacuation de l'Egypte, la Grande-Bretagne se sert aujourd'hui du Soudan pour remplacer l'Egypte, ni plus, ni moins.

Lord Brentford conclut :

Le passé a été cruel, le présent est splendide, mais l'avenir est inquiétant. L'Egypte jette encore des regards de convoitise sur notre œuvre et elle envie la prospérité que nous avons créée. Le Premier égyptien se rend à Londres (1); il va jouer sur la vanité du gouvernement socialiste... Mais si nous ne savons pas rester très fermes, l'œuvre qui m'a rendu plus fier que jamais de l'Angleterre est en danger et sa destruction est proche.

Lord Brentford exagère. Il ne s'agit pas de détruire une œuvre. Il s'agit simplement d'associer l'Egypte à cette œuvre et de préserver son avenir. Malheureusement, le gouvernement travailliste a prouvé une fois de plus qu'il n'était pas vaniteux, mais plus impérialiste que jamais.

Il faut, évidemment, des concessions de part et d'autre. Il faut que l'Egypte reconnaisse l'état de fait et que l'Angleterre reconnaisse la situation de droit. Cette double reconnaissance sincère peut concilier les intérêts et rendre l'avenir moins inquiétant. D'autant plus que les problèmes qui se posent entre l'Angleterre et

(1) Pour les négociations qui se sont déroulées d'avril à mai 1930.

l'Egypte doivent être résolus dans une atmosphère de mutuelle compréhension.

Pourra-t-on aboutir à cette conciliation? L'avenir seul nous l'apprendra.

FIN

Vu:

Le Président de la Thèse :

Lyon, le 7 mars 1931.

P. PIC.

Vu:

Le Doyen :

Lyon, le 10 mars 1931.

L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

Lyon, le 10 mars 1931,

Joseph GHEUSI.

Bibliographie

- ACHKAR. — *Le Khédivat d'Egypte*, 1912.
- BOUSTANY. — *Les Finances de l'Egypte*, 1898.
- BRISCOE. — « The Courts of Egypt and of the Soudan ». *The law Magazine and Review*, n° 352, 1909, p. 294.
- BAUDE DE MAURCELEY. — *L'armée du Mahdi à vol d'oiseau*, 1884, Challamel.
- CAIX DE SAINT-AYMOUR (Vicomte). — *Les intérêts français dans le Soudan Egyptien*, 1884, Challamel.
- CHAILLÉ-LONG BEY (Colonel). — « Le Soudan d'Egypte et Kassala ». *Nouvelle Revue*, 1^{er} nov. 1884.
- A. CHÉLU. — *Le Nil, le Soudan et l'Egypte*. Garnier, 1891.
- COCHERIS. — *Situation internationale de l'Egypte et du Soudan*, 1903.
- DU CAMP. — *Le Nil ou lettres sur l'Egypte et la Nubie*, Paris, 1877 (Hachette).
- DAGUD BARAKAT. — *Les Anglais au Soudan*. En arabe, Le Caire, 1927.
- DEBIDOUR. — *Histoire diplomatique de l'Europe*, 1891, tome I, chap. XI, p. 367 à 397.
- DE FREYCINET. — *La question d'Egypte*, 1905.
- EDWARDS. — *A thousand Miles up the Nile*, Londres, 1877.
- GAIGNEROT. — *La question d'Egypte ; le bassin du Nil en droit international*, 1901.
- GÉRARD. — *Des cessions déguisées de territoires en droit international public*, 1904.

LORD BRENTFORD. — Le Soudan et son avenir. *Le Figaro*, 14 av. 1930 et suiv.

Livres jaunes français. — Affaires d’Egypte.

Livres bleus anglais. — N° 1 à 14 (1882).

MAHGOUB BEY SABET (Docteur). — « Pour la vérité et l’histoire », articles du journal *Ahram*. Le Caire, 1921 à 1928.

MILNER. — *England in Egypt*, 1891.

MUSTAPHA KAMEL PACHA. — *Egyptiens et Anglais*, 1905.

PENSA. — *L’Egypte et le Soudan Egyptien*, 1895.

Rapport de la Commission des Projets du Nil. — En arabe. Le Caire, 1920, Imprimerie Nationale.

Revue des Deux-Mondes.

ANATOLE LEROY-BAULIEU. — *Le Contrôle anglo-français en Egypte*, 1^{er} avril 1882.

X. — *La question d’Egypte*, 1^{er} et 15 novembre 1891.

PLANCHUT. — *L’Egypte et l’occupation anglaise*, 1^{er} et 15 décembre 1888 et 1^{er} et 15 janvier 1889.

— *L’insurrection militaire en Egypte*, 15 août et 1^{er} septembre 1883.

Revue générale de Droit international public.

KAUFFMANN. — *Le Droit international et la Dette publique égyptienne*, tome XXII, p. 556 ; t. XXIII, p. 144, 266 et suivantes.

LAMBA. — *Le Statut politique de l’Egypte au regard de la Turquie*, tome XVIII, p. 36.

De MARTENS. — *La question égyptienne et le Droit international*, tome XIV, p. 355.

X... — *L’Egypte et les Firmans*, tome III, p. 291.

F. DESPAGNET. — *Egypte et Grande-Bretagne*, tome VI, p. 169.

BLANCHARD. — *Affaire de Fachoda*, tome VI, p. 380.

Report on the Egyptians provinces of the Sudan, Red sea and Equator. Compiled in the intelligence Branch War Office.
Revised up 10 july 1884. Londres, Clowes, 1884.

SARKISSIAN. — *Le Soudan égyptien*, 1913.

VELAY. — *Les rivalité franco-anglaises en Egypte* (1876-1904),
1904.

WILSON (C. T.) and FELKIN (R. W.). — *Uganda and the Egyptian Sudan*, Londres, 1882.

WILCOCKS. — *Egyptian irrigation*, Londres 1889.

WINGATE (F. R.) (Major). — *Mahdiism and the Sudan* (1881-90),
Londres, 1891.

Table des Matières

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

DES LIENS NATURELS ET TRADITIONNELS QUI RATTACHENT L'EGYPTE AU SOUDAN	17
<i>Chapitre I.</i>	
Le Soudan à l'époque des Pharaons	21
<i>Chapitre II.</i>	
Le Soudan sous les Ptolémées	26
<i>Chapitre III.</i>	
Le Soudan sous la conquête romaine	31
<i>Chapitre IV.</i>	
Le Soudan après la conquête de l'Egypte par les Arabes	39
<i>Chapitre V.</i>	
Conclusions.	48

DEUXIEME PARTIE

LE STATUT DU SOUDAN AU POINT DE VUE DU DROIT INTERNATIO- NAL	55
<i>Chapitre I.</i>	
Les Origines de la Convention du 19 janvier 1899....	63
<i>Chapitre II.</i>	
La Convention du 19 janvier 1899	86
<i>Chapitre III.</i>	
Valeur de la Convention au point de vue du Droit international	96
A. — De la capacité contractuelle de l'Egypte	96
B. — Les Capitulations et la Convention	113

Chapitre IV.

La théorie anglaise de la conquête	115
--	-----

Chapitre V.

Le Soudan après le Protectorat de 1914 et la Déclaration de 1922	124
--	-----

Chapitre VI.

Conclusions. La politique anglaise et les revendications égyptiennes sur le Soudan	150
--	-----

TROISIEME PARTIE

LA QUESTION DES EAUX DU NIL	158
-----------------------------------	-----

Chapitre I.

Les Projets du Nil : Réservoirs du Nil Bleu et du Nil Blanc	162
---	-----

Chapitre II.

Le partage des eaux d'après ces Projets	173
---	-----

Chapitre III.

La critique anglaise des Projets	192
--	-----

Chapitre IV.

Les critiques égyptiennes et les Projets au point de vue politique	202
--	-----

Chapitre V.

Le projet du Haut-Nil Bleu et le lac Tsana. La rivalité anglo-américaine	218
--	-----

CONCLUSIONS GÉNÉRALES	232
-----------------------------	-----

